

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**MOYEN-ORIENT
(1936-1949)**

**Documents :
Le mouvement ouvrier et ses
problèmes**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

Sommaire

Présentation :	p.4
Repères chronologiques :	p.6
<i>Palestine</i> : Article de la <i>Quatrième Internationale</i> (mars-avril 1938).....	p. 7
Marc Loris : <i>Le combat du Liban pour l'indépendance</i> (janv. 1944)	p. 12
<i>Bref aperçu de la situation dans le Levant</i> : Article de la <i>Quatrième Internationale</i> (sept. - oct. - nov. 1945)	p. 17
Carte du Moyen-Orient en 1925	p. 22
Tony Cliff : <i>Le Proche et le Moyen-Orient à la croisée des chemins</i> : Article de la <i>Quatrième Internationale</i> de nov. 1945	p. 24
« Rapatriez les soldats ! » : article de <i>Socialist Appeal</i> (août 1946)	p. 34
Palestine : « Grève des ouvriers juifs et arabes » : article de <i>Socialist Appeal</i> (juillet 1947)	p. 38
S. Munir : <i>Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine</i> (1) : article de la <i>Quatrième Internationale</i> de nov. 1949	p. 40
S. Munir : <i>Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine</i> (2) : article de la <i>Quatrième Internationale</i> de déc. 1949 -jan. 1950	p. 46
Ahmad Sadeq Saad : <i>Le mouvement ouvrier égyptien (1936 - 1937)</i>	p. 51
<i>Camarades et ennemis</i> de Zachary Lockman : présentation par Sam Ayache	p. 70

Présentation

Ce n'est pas la première fois que les *Cahiers du CERMTRI* consacrent un numéro au Moyen-Orient et à la question palestinienne. Ainsi, le numéro 132 (fév. 2009) avait pour titre "*La Palestine - 1947*" et rassemblait des documents pour l'essentiel rédigés dans la période entourant la mise en œuvre de la partition de la Palestine votée par l'ONU le 29 novembre 1947 avec le soutien actif des Etats-Unis et de l'URSS de Staline.

Le présent Cahier consacré à *Quelques aspects du mouvement ouvrier et de ses problèmes au Moyen-Orient* pourra peut-être surprendre par son aspect composite, puisqu'on y trouve à la fois des textes de militants trotskystes élaborant et exprimant la position de la IV^{ème} Internationale sur les problèmes du Moyen-Orient et de la Palestine, un article d'un constructeur du Parti communiste égyptien (qui avait quitté ce parti) portant sur le développement du mouvement ouvrier en Egypte en 1936, ainsi que la présentation d'un livre récent d'un universitaire américain qui porte sur des événements précédents la constitution de l'Etat d'Israël.

Précisément, la partition de la Palestine, la constitution de l'Etat d'Israël sur la base de l'expulsion massive des Palestiniens constituent un tournant pour tout le Moyen-Orient. La *Nabka*, la catastrophe, pour reprendre le terme arabe, terme pertinent car la suite des événements a bien démontré qu'il s'agissait d'une catastrophe (et pas seulement pour le peuple palestinien) marque une césure entre ce qui l'a précédée et la situation depuis.

Ainsi, l'ampleur de l'événement a tendu à repousser à l'arrière-plan ce qui s'était déroulé dans la période immédiatement précédente. La place centrale de la question palestinienne a tendu à reléguer au second plan les luttes sociales et politiques dans l'ensemble du Moyen-Orient, ce qui ne correspond pas aux faits : le sort des peuples du Moyen-Orient n'est pas séparable de la question palestinienne et la partition de la Palestine se produit dans une situation mondiale, et particulièrement dans une situation donnée au Moyen-Orient.

Ce qui est vrai pour la situation objective l'est encore plus pour tout ce qui concerne le mouvement ouvrier, les problèmes qui étaient posés, l'action des révolutionnaires et, en particulier, des militants de la IV^{ème} Internationale.

C'est pourquoi ce *Cahier* vise - très partiellement certes - à éclairer l'unité de la lutte des peuples et des travailleurs du Moyen-Orient dans la période qui va de 1936 à 1948.

Conformément à ce qui est la tâche du CERMTRI, c'est au travers de la publication de documents que la question est traitée. Les documents ici réunis soulignent les problèmes souvent nouveaux qui étaient alors posés au mouvement ouvrier, les obstacles auxquels celui-ci se heurtait et les réponses politiques données par les courants qui s'organisaient dans une perspective révolutionnaire.

Par exemple, l'article - datant de janvier 1944 - du responsable trotskyste Marc Loris (article alors publié en anglais et à notre connaissance inédit en français) montre com-

ment la politique des différents impérialismes, y compris de l'impérialisme français malgré sa faiblesse, cherche à maintenir leurs positions, faisant tout pour provoquer la division entre les peuples en utilisant le facteur religieux.

Les articles de Tony Cliff et de S. Munir - comme les extraits du journal de la section britannique de la IV^{ème} Internationale en 1947 - non seulement rappellent ce qu'a été alors la position de la IV^{ème} Internationale, son refus de la partition mais illustrent aussi l'élaboration politique qui était en cours face à des problèmes nouveaux.

L'étude - inédite en français - d'un militant égyptien montre comment, au moment même où se dressait en Palestine un puissant mouvement contre la domination britannique, le mouvement ouvrier égyptien se développait dans la lutte contre l'exploitation et contre la domination de l'impérialisme.

Enfin, il n'est pas inutile de souligner la signification de l'article paru dans *IV^{ème} Internationale* de mars-avril 1938. La couverture de ce numéro est consacrée à Léon Sedov, assassiné par les tueurs de Staline, le 16 février 1938. C'est un numéro qui s'engage dans la préparation du Congrès de fondation de la IV^{ème} Internationale, tenu en septembre 1938. C'est dans ce cadre que l'article intitulé "*L'Etat juif*" met en garde - dix ans avant sa réalisation effective - sur le danger d'une partition de la Palestine, soulignant d'emblée son caractère réactionnaire, la menace que cela représenterait pour tous les peuples de la région et particulièrement pour le peuple juif.

L'article conclut : « *Cela peut paraître étrange, car dans tous les pays impérialistes les ouvriers sont obligés de lutter avec les juifs contre les sent-noirs, contre les fascistes, contre la limitation de l'immigration juive. Mais en Palestine, les ouvriers doivent lutter contre les droits spéciaux que le mandat anglais accorde dans son propre intérêt impérialiste.* »

Après cet article qui sert en quelque sorte d'introduction, le *Cahier* est composé de 5 sections :

- L'article de Marc Loris sur le Liban, janvier 1944 et l'article sur la situation au Moyen-Orient paru dans la revue *IV^{ème} Internationale* de septembre 1945.
- L'article de Tony Cliff sur les développements au Moyen-Orient après la fin de la guerre mondiale (*IV^{ème} Internationale*, août-septembre 1946), suivi d'extraits de *Socialist Appeal*, l'hebdomadaire de la section britannique de la IV^{ème} Internationale en 1947.
- L'étude de S. Munir, rédigée en mai 1949, "*Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine*", constituée de deux articles parus dans *IV^{ème} Internationale* en 1949-1950.
- Le document inédit du militant égyptien Ahmad Sadeq Saad sur le mouvement ouvrier égyptien en 1936-1937.
- Enfin, la présentation du livre de l'universitaire américain, Zachary Lockmann.

Repères chronologiques

1917 (2 novembre) : Déclaration Balfour. La Grande Bretagne se déclare favorable à la création d'un "Foyer national" juif en Palestine.

(11 décembre) : Entrée de l'armée britannique à Jérusalem.

1918 (30 octobre) : Capitulation de l'empire Ottoman.

(8 novembre) : Déclaration anglo-française en faveur de l'autodétermination arabe.

1919 (9 mars) : Début de la révolte nationaliste en Egypte.

1920 (septembre) : Congrès des Peuples d'Orient à Bakou organisé par le Komintern.

1922 (28 février) : Indépendance de l'Égypte.

1923 : Le mandat britannique sur la Palestine entre officiellement en vigueur. Recensement britannique en Palestine : 78% de musulmans, 11% de juifs, 9,6% de chrétiens. Population totale de 757 182 habitants.

1932 : Fondation du premier parti politique palestinien régulièrement constitué, l'Istiqlal (Indépendance).

1936 - 1939 : Grande révolte arabe en Palestine.

1943 (22 novembre) : la "France Libre" accorde formellement l'indépendance au Liban.

1947 : La Grande Bretagne déclare devant l'ONU qu'elle va se retirer de la Palestine. Le 29 novembre est votée la partition de la Palestine. Début de l'expulsion massive des Arabes palestiniens par les sionistes.

14 mai 1948 : proclamation de l'Etat d'Israël et début de la Nakba (la catastrophe) c'est-à-dire de l'expulsion massive de 800 000 palestiniens.

1952 : Soulèvements contre la présence britannique en Egypte. Gamal Abdel Nasser monte un coup d'état qui alors met en place Muhammad Najib comme Président et Premier Ministre de l'Egypte.

1953 : Najib proclame la République en Egypte ; une première dans l'histoire de ce pays.

1954 : Nasser devient Premier Ministre.

1956 : Nasser, Président de la République. Les dernières troupes anglaises quittent définitivement l'Egypte.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

NUMÉRO : 6-7

MARS - AVRIL 1938

PRIX : 2 Francs 50

DANS L'INTERNATIONALE

L'ETAT JUIF

Haïfa (janvier) –

Après les troubles de 1937 qui prirent parfois les formes d'un soulèvement national arabe, le gouvernement britannique envoya en Palestine une Commission royale (Peel) qui devait s'enquérir des causes des troubles et faire toutes les propositions nécessaires pour empêcher leur retour. L'envoi de « commissions royales » composées de canailles expérimentées est un vieux moyen de la politique britannique aux colonies. Ces commissaires jouent les impartiaux. En séance publique ou secrète, ils écoutent les dépositions des représentants des diverses nationalités et religions, des dirigeants des partis et groupements politiques légaux, des diverses classes et du gouvernement. Parfois ces enquêtes révèlent l'état de misère complète de la population (par exemple, la commission Pelle a constaté la pauvreté effrayante et l'état de dépossession des fellahs palestiniens, 35 % de toutes les propriétés mesurent moins de 5 dounam (10 dounam égalent

un hectare). Cependant, leur véritable tâche consiste à proposer les moyens nécessaires pour prolonger l'oppression coloniale. C'est, évidemment, pour cela qu'elles sont mandataées par le Parlement et le ministère des colonies.

La Commission Peel n'a pas failli à ce mandat. Elle a proposé de *partager la Palestine en trois* : 1° un Etat arabe, 2° un Etat juif et 3° un territoire sous mandat anglais pour l'éternité. En principe le gouvernement britannique s'est déclaré prêt à réaliser les propositions de la Commission Peel. La Chambre des Communes avait décidé de soumettre la question à la Société des Nations qui, comme instrument de l'impérialisme anglo-français n'est pas hostile aux « propositions », mais veut les faire examiner par une autre commission. En même temps, la discussion bat son plein parmi les Juifs, les Arabes et les mahométans, après avoir été lancée dans la presse. Le partage de la Pa-

lestine et la constitution d'un Etat juif indépendant peuvent donc devenir une réalité.

Contre le partage du pays, les arabes palestiniens luttent actuellement par le sabotage et le terrorisme. Ils ont endommagé des pipe-lines et incendié le pétrole qui s'en échappait : fait sauter des trains, selon la meilleure technique que le colonel Lawrence leur enseignait jadis contre les Turcs ; détruit des lignes téléphoniques et télégraphiques, tiré sur des automobiles et autobus juifs, sur des camions militaires et des postes de police, etc.

Quelle doit être la position de l'ouvrier socialiste juif, et du travailleur conscient en général, en face de cette situation ?

1°) Tous les groupements sionistes, de la droite à la gauche, des révisionnistes (sionistes organisés selon le mode fasciste) jusqu'au *Shomer hazair* et aux deux nuances du *Poale-Sion* de gauche (Abramovitch, Jizchaki et Erem, Serubavel, sont, en principe, partisans d'un Etat juif en Palestine, dont ils préconisent tous et effectuent réellement la préparation sous la protection de l'aigle britannique. A l'intérieur des groupes sionistes, la discussion tourne autour de l'Etat juif concret tel qu'il est prévu dans la proposition de la Commission Peel.

- a) Les *révisionnistes* revendiquent l'Etat juif, toute la Palestine et la Transjordanie.
- b) Un autre groupe sioniste revendique pour le moins toute la Palestine.
- c) Un troisième exige que la ville de Jérusalem (ou au moins les nouveaux quartiers de cette ville) soient incorporés à l'Etat juif.
- d) Le *Shomer hazair* est contre le partage et pour le maintien du mandat de la S.D.N., car il sert mieux les intérêts sionistes que le partage proposé.
- e) Les deux groupes *Poale-Sion* de gauche sont contre le partage, sans avoir toutefois pour l'instant de proposition propre. En paroles, ils s'affirment toujours adversaires de l'impérialisme anglais qui veut imposer le partage. Ils sont mal placés pour revendiquer l'Etat juif, les Arabes étant en majorité

et les Juifs en minorité. C'est pourquoi ils préféreraient qu'en Palestine, tout reste comme actuellement. Pourvu que le gouvernement anglais tolère l'immigration juive et la spéculation illimitée des terres, bref le développement sans entraves du sionisme. Pour tout le reste, ils se fient à l'avenir et à « leur » socialisme.

- f) Un autre petit groupe sioniste, le *Brith-Shalom*, avec le professeur Magnes de l'Université hébraïque de Jérusalem est contre le partage, mais pour un Etat bi-national, avec droits égaux pour les peuples juifs et arabes.

Mais il est évident que cet Etat bi-national n'est possible qu'avec l'aide de l'Angleterre et il faut que les forces nationales juives grandissent, sans quoi la bi-nationalité restera une simple farce. C'est pourquoi l'Etat bi-national de *Brith-Shalom* signifie également : Etat juif avec l'aide de l'impérialisme britannique.

Au dernier congrès sioniste, où siégeaient les délégués sionistes du monde entier, et qui eut lieu en 1937 à Zurich, une décision fut adoptée à une grande majorité, autorisant les dirigeants sionistes à mener des pourparlers avec le gouvernement anglais au sujet de l'Etat juif. Or, l'idée de la création d'un Etat juif en Palestine n'est nullement une invention de la Commission Peel. Elle est aussi vieille que le sionisme lui-même. Seulement, elle n'avait pas trouvé jusqu'ici son application, faute d'une masse étatique quelconque qui doit exister aussi dans la réalité d'un Etat juif. C'est pourquoi la déclaration et le mandat Balfour ne contiennent que les mots « domicile national ».

L'étape préparatoire qui permettrait de dresser l'inventaire réel de l'Etat juif n'est pas terminée. Cependant, grâce à la spéculation sur les terres, à la tolérance des High commissioners et à la protection de la police, des terrains ont été acquis, débarrassés des fellahs et des bédouins, et occupés par des colons juifs. Et cela justement dans les plaines qui doivent

former l'Etat juif (jusqu'à présent, environ 1.500.000 dounam). En outre, le nombre des Juifs vivant en Palestine a été porté par une immigration agréée officiellement et semi-officiellement, d'environ 60 000 en 1918 à 430 000 en 1937 ; et on a développé une industrie légère dépendant avant tout de la construction. Depuis quelques années et sans que l'Etat juif existe, on a lancé le mot d'ordre de l'autarchie juive : juifs, n'achetez que des produits juifs ; patrons juifs, n'embauchez que des ouvriers juifs ; ils usent pour cela de méthodes de boycottage et de contrainte qui n'ont rien à envier aux méthodes nazies employées en Allemagne contre les magasins et ouvriers juifs.

Cette politique sioniste et l'attitude de l'impérialisme britannique qui refuse de satisfaire les moindres revendications d'auto-administration des arabes palestiniens (telles qu'elles ont été accordées en Irak, Transjordanie, Arabie Saoudite, Yémen) ont amené une série de troubles et de soulèvements des ouvriers arabes sous la direction du mouvement national arabe. (En 1920 à Jaffa, en 1921 à Jérusalem, en 1929 dans tout le pays, en 1933 manifestations antigouvernementales en beaucoup d'endroits, morts et blessés par la police, enfin soulèvement de 1936, terrorisme et sabotage en 1937).

La réalisation des propositions de la Commission Peel signifie que la réalisation du sionisme à une allure accélérée. Le Plan Peel accorde à l'Etat juif 5.000.000 de dounam du terrain le plus fertile dans les plaines. Mais jusqu'à présent 1.300.000 dounam seulement sont la propriété privée des juifs et 50 000 juifs seulement s'occupent d'agriculture, alors que sur le territoire de l'Etat juif de Peel, 250 000 arabes vivent uniquement de l'agriculture. Le Plan Peel étant ainsi impossible, il prévoit un échange des habitants et une indemnité pour le terrain cédé. Mais dans l'Etat arabe de Peel, il n'y a ni colons juifs, ni juifs. C'est pourquoi il ne peut être question d'échange, mais seulement de

l'évacuation de ce territoire par la majorité des arabes avec une indemnisation et sous la pression étatique.

Admettons, pour un moment, que le plan Peel soit réalisé, que les biens animés et inanimés soient vraiment juifs et que le petit Etat juif existe réellement. Quelle serait alors la situation ?

1) L'Etat juif, création de l'impérialisme anglais, arraché du corps arabe aura comme ennemis naturels tous les arabes évacués et non évacués.

2) L'existence de l'Etat juif n'est possible que sous la protection de la Grande Bretagne, c'est pourquoi l'Etat juif devra être un fidèle serviteur de l'impérialisme britannique.

3) Comme Etat colonial, l'Etat juif sera économiquement opprimé par la métropole, tout en devant supporter les barrières douanières des autres pays arabes.

4) L'Etat juif ne comporte pas un seul élément de progrès ou de libération. Il ne peut remplir que le rôle de gardien de l'impérialisme britannique contre l'assaut des masses arabes luttant pour leur libération nationale et sociale. L'Angleterre, sous prétexte d'aider les Juifs, continuera d'enchaîner à sa politique les éléments sionistes des autres pays.

5) La protection des Juifs et de l'Etat juif sera pour l'Angleterre une arme morale pour se maintenir éternellement dans le pays et poursuivre l'oppression des autres pays arabes.

Les ouvriers juifs et de tout autre pays doivent lutter contre le sionisme, l'Etat juif par la grâce anglaise, et contre les propositions Peel. La libération des chaînes de l'impérialisme ne peut être l'œuvre que des ouvriers arabes et des fellahs de ce pays unis aux ouvriers et fellahs des autres pays arabes, ainsi qu'aux ouvriers juifs anti-sionistes et anti-impérialistes de Palestine. Dans cette voie, la Palestine, unie à la Syrie, deviendra partie de la Fédération des

Etats arabes avec tous les droits de minorités pour la minorité juive.

Aujourd'hui, les masses arabes luttent sous la direction du mouvement national arabe (féodal et bourgeois), pour des revendications partielles : contre le sionisme, pour la cessation de l'immigration juive, pour une loi interdisant la vente de terres aux Juifs, pour un gouvernement national (comme en Syrie et dans l'Irak), pour une assemblée constituante (Parlement) et contre le partage. « A ces conditions, disent les chefs, nous sommes prêts à faire la paix avec les Anglais. » Ils sont donc prêts à trahir. C'est pourquoi les ouvriers doivent avoir leurs propres mots d'ordre, indépendants de ces chefs : les Anglais hors du pays ; la terre aux fellahs et effendis !

Dans le présent, les ouvriers doivent participer aux actions efficaces même pour des revendications partielles, contre le sionisme, pour l'auto-détermination, même sous la direction du mouvement nationaliste arabe. Cependant

le mouvement de classe autonome ne doit renoncer ni à son droit de critique, ni à son droit d'initiative. Les revendications du mouvement nationaliste arabe sont actuellement progressives, contre l'impérialisme anglais. L'ouvrier juif qui reconnaît la déclaration Balfour, le mandat britannique, l'Etat juif de la Commission Peel, est au fond un sioniste qui attend tout de la protection de l'impérialisme anglais et du refoulement perpétuel des aspirations des peuples arabes opprimés. L'ouvrier juif palestinien qui exige des droits particuliers ne vaut pas mieux. Cela peut paraître étrange, car dans tous les pays impérialistes les ouvriers sont obligés de lutter avec les juifs contre la discrimination des juifs, contre les cent-noirs, contre les fascistes, contre la limitation de l'immigration juive. Mais en Palestine, les ouvriers doivent lutter contre les droits spéciaux que le mandat anglais accorde dans son propre intérêt impérialiste.

J.b.D.

Marc Loris, de son vrai nom, Jean van Heijenoort, est né le 23 juillet 1912 et mort le 29 mars 1986.

Lycéen à Paris, il rejoint dès octobre-novembre 1930 les militants de l'opposition de gauche en France. En 1932, on lui propose de partir pour Prinkipo en Turquie où réside Léon Trotsky, pour devenir son secrétaire - garde du corps. Jean Van Heijenoort passera 7 années auprès de Léon Trotsky (ce récit est relaté dans un livre, *De Prinkipo à Coyoacan : sept années auprès de Trotsky*, éditions Les Belles Lettres, 1978).

En 1940, c'est en tant que secrétaire de la IV^{ème} Internationale, qu'il s'installe à New York et milite dans les rangs du *Socialist Workers Party*. Pendant cette période, il écrit fréquemment des articles sur la situation internationale. Il s'attache en particulier à analyser la question nationale en Europe, la signification de la résistance à l'oppression nazie en Europe occupée, sans jamais oublier que les impérialismes vaincus restent des impérialismes. Il étudie aussi les développements révolutionnaires dans les colonies. Ses articles paraissent dans les différentes revues de l'Internationale, à commencer par la revue théorique « *Fourth International* ».

C'est dans celle-ci que paraît en janvier 1944 l'article sur « le combat du Liban pour l'indépendance », dont nous donnons ici la traduction française. Cet article montre comment le soulèvement des peuples placés sous « mandat français » s'intègre à la montée révolutionnaire qui se développe dans tous les « vieux empires » coloniaux. Il analyse le jeu mené aux dépens du droit des peuples par les différents impérialismes et démontre avec précision le rôle du gouvernement de Gaulle comme « comité de sauvetage de l'impérialisme français ».

Jean Van Heijenoort rompt avec la IV^{ème} Internationale en 1948, après l'exclusion du S.W.P. de ses camarades de tendance. Il exercera par la suite l'activité professionnelle de professeur de mathématiques, notamment dans une université américaine.

Cet article est suivi d'un autre article paru dans *Quatrième Internationale* en novembre 1945. On y revient précisément sur la position de l'impérialisme français dont la domination est mise en cause au Moyen-Orient, en Syrie comme au Liban.

Marc Loris

Le combat du Liban pour l'indépendance

(janvier 1944)

Le 10 novembre, les journaux nous ont appris deux nouvelles importantes concernant les affaires de la France. La première était le retrait de Giraud de sa position de président du Comité français de la libération nationale à Alger. Avec le général sont partis quatre commissaires, qui le soutenaient dans le Comité, ce qui laisse de Gaulle seul président, avec une majorité indiscutable pour le soutenir. L'élimination de Giraud du Comité marque l'effondrement final de la construction arrangée par Washington et Londres, et qui avait commencé avec l'accord Darlan. Après l'assassinat de l'amiral Darlan, les gouvernements américain et britanniques ont mis en place Giraud, mais, malgré leur aide, Giraud n'a pas pu masquer le vide complet de son régime. Un compromis avec de Gaulle est devenu inévitable, et, en juin dernier, un nouveau régime s'est créé, au sommet duquel se trouvait un comité dans lequel les deux factions avaient une représentation égale. Nous avons analysé dans des numéros précédents de ce magazine toutes ces manoeuvres, et les forces à l'oeuvre derrière elles. Nous avons prévu l'instabilité de ce comité au moment de sa formation (Quatrième internationale, juillet 1943). Le départ de Giraud du comité marque une nouvelle victoire de la tendance bourgeoise-démocrate de gauche que le gaullisme est devenu, principalement sous la pression du mouvement clandestin en France.

La deuxième information nous apprend que la Chambre des députés du Liban a voté pour sa pleine souveraineté et son indépendance. Le Liban est un petit état du Moyen Orient, dont le contrôle a été accordé après la dernière guerre à la France par la Société des Nations, sous la forme d'un "mandat". Le Comité d'Alger, après le départ du réactionnaire Giraud, a-t-il entrepris de mettre fin à l'oppression coloniale dans un accès de démocratie ? Si quelqu'un avait des

illusions à ce sujet, il lui a fallu les perdre rapidement.

La Chambre libanaise a adopté à l'unanimité une loi selon laquelle les français n'auraient plus leur mot à dire concernant ce qui doit ou ne doit pas être discuté à la Chambre, les libanais auraient leur propre drapeau, et l'arabe serait la langue officielle de l'état. Tout de suite après le vote, les autorités françaises ont imposé une censure stricte sur les communications et sur la presse. La police française a occupé les bureaux des journaux à Beyrouth, la capitale du Liban. Puis Helleu, le délégué du Comité français de la libération nationale (écrire ces mots me fait rire) est arrivé. Et son premier geste, le 11 novembre, a été d'ordonner l'arrestation du président Bedhara El-Khoury, du premier ministre Riad Solh, et d'autres membres de la Chambre des députés du Liban et du Gouvernement. Helleu a nommé Idde, "quelqu'un en qui la France peut avoir confiance", "chef de l'état". L'ironie de l'histoire est que ce Quisling [officier norvégien ayant gouverné la Norvège au nom des forces d'occupation allemande de 1940 à 1945] a été investi du titre même que Pétain a pris en France. Après que la police libanaise ait refusé d'obéir aux ordres français de réprimer les manifestations contre les arrestations, des soldats sénégalais, que l'impérialisme français utilise traditionnellement pour faire la sale besogne contre les travailleurs français en grève et contre les peuples colonisés qui se révoltent, ont tiré sur des manifestants à Beyrouth et à Tripoli. Des combats de rue s'en sont suivis pendant plusieurs jours, et le nombre des victimes n'a pas été divulgué.

Le vrai visage du Comité

Par ses actions, le Comité français national a montré à tout le monde — même à ceux qui ne voulaient pas le voir — ce qu'il est réellement :

un comité de sauvetage de l'impérialisme français. Les gaullistes aiment bien parler de la "nouvelle France" de demain qui nettoiera toute la saleté de la politique française du passé. Mais, dans l'affaire du Liban, le Comité gaulliste a montré qu'il reste fidèle aux traditions impérialistes de la Troisième République.

La Syrie et le Liban, des pays depuis longtemps civilisés, faisaient partie de l'empire ottoman, au sein duquel ils avaient une relative autonomie. Le Liban est pour une part habité par une population de foi catholique, les maronites, et cela a été le prétexte que la France avait pris au départ pour s'intéresser à ce pays. Les écoles et les missions catholiques ont été les vecteurs de la pénétration française. Au cours de la dernière guerre "pour la démocratie", la Turquie s'est rangé du côté de l'Allemagne, et, en 1916, les britanniques et les français ont conclu un accord secret connu sous le nom de traité Sykes-Picot, par lequel ils se partageaient le butin : la Palestine et l'Arabie pour les britanniques, le Liban et la Syrie pour les français. Faut-il préciser que ces champions de la "démocratie" n'ont même pas pris la peine de consulter les peuples concernés ?

Après la dernière guerre, la France a balayé le gouvernement national libanais et s'est installée. Les entreprises et les banques françaises ont mis la main sur tout ce qu'elles ont pu. Le régime politique est devenu encore plus sévère sous la Troisième République qu'il ne l'avait été sous l'empire Ottoman. Toute cette opération a été validée juridiquement par la Société des nations, qui a donné le Liban et la Syrie à la France en "mandat".

L'histoire du Liban et de la Syrie depuis lors a été celle de révoltes incessantes contre le joug français. En 1925, une rébellion armée a éclaté, et, pour un temps, a presque semblé couronnée de succès. Mais l'impérialisme français a réussi à l'écraser, et a depuis lors maintenu sa domination par une combinaison de violence ouverte et de promesses innombrables d'indépendance, qu'il ne respecte jamais. L'oppression politique va de pair avec l'exploitation économique et le pillage.

En juin 1941, de Gaulle a promis leur indé-

pendance à la Syrie et au Liban. Et au cours d'un voyage officiel en novembre 1941, le général Catroux a annoncé aux peuples libanais et syrien que l'heure de leur indépendance approchait, même s'il laissait dans l'ombre le "comment" et le "quand". Quand de Gaulle a renoncé à sa promesse, et a, au lieu de cela, mitraillé et emprisonné en novembre 1943 ceux qui lui demandaient de la tenir, il a simplement suivi la longue tradition de la Troisième République. Le principal argument de de Gaulle au cours de cette crise était que la France a reçu son "mandat" sur le Liban et la Syrie de la Société des nations, et qu'elle ne pouvait l'abandonner qu'à l'initiative de la Société des nations. Il est difficile de dire ce qu'est la Société des nations aujourd'hui. Mais si l'on se place pour un instant sur le plan juridique, n'est-il pas clair que de Gaulle a fait une promesse qu'il se savait dans l'incapacité de tenir ?

En invoquant l'autorité de la Société des nations, de Gaulle a révélé l'hypocrisie de ses promesses d'indépendance, qu'il a faites à une époque où son mouvement était extrêmement faible et avait besoin de soutien par tous les moyens. De plus, durant les vingt années de son "mandat" sur le Liban et la Syrie, la France a souvent violé les règles édictées par la Société des nations pour les puissances mandataires (l'adoption d'une constitution dans un temps déterminé, etc.) Ce sont les grandes puissances qui ont défini ces "obligations", principalement la Grande-Bretagne et la France, mais la France n'a même pas pris la peine de les respecter. La manière dont de Gaulle invoque l'impossibilité juridique d'accorder l'indépendance ne fait que révéler le vide du dossier de l'impérialisme français.

Le Liban est un pays montagneux, et, en tant que tel, a été dans le passé un refuge pour des sectes religieuses hérétiques. La population du pays est maintenant divisée principalement entre des maronites, qui sont des catholiques d'une branche particulière, des druzes, qui ont leur propre religion, et des musulmans. Des conflits ont ensanglanté les siècles passés. Les français ont sans cesse joué sur ces différences religieuses, comme les britanniques le font en Inde. Mais la crise actuelle montre clairement l'échec de ces manoeuvres. Un fait symbolise

l'unité de la nation contre l'oppression française : le Président emprisonné El-Khoury est un catholique, alors que le Premier ministre également emprisonné Sohl est un musulman.

Immédiatement après les premières répressions de Helleu, l'Archevêque maronite et le Grand Mufti du Liban ont tous deux protesté contre l'action de la France. Une correspondance dans le *New York Herald Tribune* du 16 novembre, en plein milieu de la crise, expliquait : "Pour la première fois depuis de nombreuses années, les musulmans et les chrétiens sont unis contre la France." Et, plus loin : "L'aspect le plus intéressant des troubles actuels est que les membres de toutes les religions et toutes les sectes sont unis."

Avant la guerre actuelle, l'empire colonial français était déjà disproportionné avec la force économique de la France. La défaite a maintenant transformé la France en une puissance mineure. Cependant, elle reste formellement le deuxième empire colonial au monde. C'est une situation très instable.

Le prestige de la France a beaucoup souffert de sa défaite, ce qui crée les conditions objectives de révoltes coloniales. L'appel à l'indépendance que l'on entend aujourd'hui au Liban retentira demain en Tunisie, au Maroc, en Algérie. Trois semaines après la crise du Liban, de Gaulle s'est senti obligé de donner de nouveaux droits civiques aux arabes d'Algérie. Au Maroc, les administrateurs français ont dû faire un certain nombre de promesses aux arabes, ces dernières semaines. Demain, les promesses ne seront plus suffisantes.

Les mesures adoptées par les français au Liban ont soulevé des protestations furieuses à travers le monde arabe. Les manifestations de soutien ont été particulièrement véhémentes en Egypte. La guerre a provoqué une désorganisation économique du Moyen Orient. D'autre part, les paroles sur la démocratie et la liberté sont peu efficaces dans des pays pillés par ceux-là mêmes qui les prononcent. Le monde arabe a regardé avec une impatience grandissante une guerre dont il n'attend rien. L'Egypte, par exemple, est restée neutre alors que les armées britanniques et allemandes se battaient sur son sol.

On comprend bien quand les étudiants égyptiens manifestent dans les rues du Caire en criant "nous sommes les soldats du Liban !". Cependant, il est passé quelque chose d'assez imprévu. Il est rapidement apparu que Churchill était aussi prêt à se battre pour le Liban. Churchill ? Oui, Churchill lui-même, chef d'un gouvernement qui maintient quatre cent millions d'indiens sous un régime d'oppression politique et de privation économique. Mais Churchill n'a-t-il pas mis Gandhi et Nehru en prison pour les raisons mêmes pour lesquelles de Gaulle a emprisonné El-Khoury et Sohl, c'est-à-dire pour avoir demandé l'indépendance de leurs pays respectifs ? Dans la crise du Liban, il est difficile de dire où se trouve l'hypocrisie la plus dégoûtante : chez de Gaulle, chef d'un Comité de libération, qui se bat bec et ongles contre l'indépendance du Liban, ou chez Churchill, oppresseur de l'Inde, qui s'autoproclame champion de cette indépendance.

Le 12 novembre, au début de la crise, le *Foreign Office* britannique a annoncé que le gouvernement britannique avait protesté auprès des officiels français à Beyrouth contre leurs mesures sommaires. Le lendemain, les britanniques étaient "prêts à agir", selon les rapports. Le gouvernement britannique a clairement annoncé être prêt à prendre rapidement le contrôle du Liban "si nécessaire", selon *Associated Press*. Le 15 novembre, on apprenait que les Etats-Unis avaient rejoint la Grande Bretagne pour faire des remontrances sévères au Comité français. Le 17 novembre, Londres informait que "à moins que la situation ne s'éclaircisse rapidement, il était possible que la puissance militaire britannique intervienne". Churchill allait vraiment se battre pour l'indépendance du Liban !

Les arguments britanniques contre les français peuvent être résumés en deux points. D'abord, le Liban est situé dans une zone d'une importance stratégique vitale. Ensuite, le gouvernement britannique s'est associé au serment d'indépendance fait par de Gaulle et Catroux à la Syrie et au Liban ; en conséquence, le gouvernement britannique doit tenir son serment aux libanais pour défendre l'honneur britannique à travers le monde arabe.

Ces arguments sont pour le moins étranges. La position militaire du pays était précisément l'argument invoqué par la Grande-Bretagne en Inde pour reporter l'indépendance de cette nation à après la guerre. Au Liban, par contre, cela devient un argument pour l'indépendance immédiate — indépendance vis-à-vis de la France. La casuistique de l'impérialisme est très riche, décidément. Le deuxième argument — selon lequel la Grande-Bretagne ne peut pas rompre un de ses serments — ne peut que nous faire sourire si l'on se souvient, parmi de nombreux autres, de la longue liste de serments faits à l'Inde et non tenus.

Pendant la dernière guerre, la France et la Grande-Bretagne se sont partagés les restes de l'empire ottoman, mais le Moyen Orient, et la Syrie et le Liban en particulier, est devenu le terrain d'intrigues et le champ d'une bataille entre l'Intelligence Service britannique et le Deuxième bureau français. Maintenant, avec son prestige sans pareil dans le monde arabe, la Grande-Bretagne est d'avis que l'indépendance du Liban serait une bonne concession — d'autant plus qu'elle n'a alors besoin de céder aucune de ses possessions. Il nous est impossible de savoir, avec les informations dont nous disposons ici, si la Grande-Bretagne a initié la crise en faisant savoir aux dirigeants libanais qu'elle ne s'opposerait pas à une initiative de leur part, ou si elle s'est saisi d'une opportunité qu'elle n'a pas créée. En tout cas, Churchill ne pouvait pas laisser passer une telle opportunité.

Il y a une autre raison derrière l'intervention anglo-américaine. L'accord Darlan et les tensions entre Churchill et Roosevelt d'une part, et de Gaulle d'autre part, ont terni les réputations de démocrates de ces deux braves gens, et ils ne sont que trop désireux de montrer que, après tout, de Gaulle n'est pas plus démocrate qu'eux, et peut-être même moins. Enfin, l'intervention anglo-américaine dans la crise du Liban est un avertissement sérieux à de Gaulle. Toutes les colonies françaises sont maintenant aux mains des forces armées anglo-américaines. Leur indépendance demain peut devenir un objet de sollicitude pour Londres et Washington — si de Gaulle, c'est-à-dire la bourgeoisie française renaissante, n'est pas suffisamment servile.

Quand la crise s'est approfondie, de Gaulle a envoyé à Beyrouth le général Catroux, un administrateur colonial professionnel, connu pour son régime cruel en Indochine. Le premier geste de Catroux a été de se plaindre de l'ingérence britannique. Il aurait dit à Beyrouth le 19 novembre que "la Grande-Bretagne devrait limiter son intérêt pour le Liban aux seules affaires purement militaires, et laisser la France s'occuper des affaires politiques". Cependant, la position de l'impérialisme français n'est pas telle qu'un Catroux puisse donner des leçons à la Grande-Bretagne, et, le 21 novembre, le Comité français à Alger a approuvé un accord prévoyant notamment la libération immédiate du président et des ministres arrêtés. Ils ont été libérés, et ont repris leurs postes le 22 novembre. (Les troupes françaises se sont retirées des rues le 20 novembre.)

Mais toute la situation reste assez obscure. La crise avait commencé avec le vote de l'indépendance par la Chambre des députés libanaise. Ce vote devait-il rester valide, ou être annulé ? Rien de précis n'a paru dans la presse, et, après l'annonce sans détail de l'accord, les nouvelles ont pratiquement cessé.

Ce qui est probablement arrivé, c'est que le rétablissement dans leurs postes des dirigeants nationalistes a été le début d'une période de négociation, avec la diplomatie britannique et américaine s'activant en coulisse. Formellement, l'accord semblait un retour au statu quo ante. Mais quel statu quo ? La situation avant le vote de la Chambre des députés libanaise, ou celui qui a suivi ce vote ? Ce point, qui est décisif, reste obscur. Cependant, il faut dire qu'un retour au statu quo précédant le vote est à peine concevable. L'incapacité des français à agir dans la situation actuelle a été démontrée clairement. D'un autre côté, il n'est pas certain que Londres et Washington soient désireux de trop attaquer le prestige de la France. De plus, les dirigeants nationalistes libanais ont montré plus d'une fois par le passé qu'ils pouvaient collaborer avec les français. De nouveaux compromis pourraient donc être passés.

Mais au-delà des impérialismes français, britannique et américain et des dirigeants nationalistes, il y a d'autres forces. Il y a les masses libanaises. Personne, les britanniques pas plus

que les français, n'a désiré parler de la participation des masses à la crise actuelle, mais on peut mesurer son étendue à quelques indices. Le 21 novembre, un rapport en provenance de la frontière palestino-libanaise indique que :

"La grève générale se poursuivrait aujourd'hui, pour le douzième jour, dans toutes les grandes villes. Seuls quelques établissements commerciaux étrangers ne sont pas affectés."

"Pour le douzième jour" signifie que la grève générale a éclaté immédiatement après le vote pour l'indépendance. Le 22 novembre, un rapport du Caire, parlant de la libération du président et du premier ministre, ajoutait : "les grèves se poursuivent". Depuis, aucune nouvelle n'est disponible.

Le problème du futur immédiat du Liban peut être un peu plus clair si l'on regarde ce qui vient de se passer en Syrie. La crise au Liban a eu des répercussions immédiates en Syrie voisine. Le 30 novembre, la Chambre des députés syrienne a voté pour débarrasser la Constitution de son Article 116. Cet article est le seul qui fait référence à la France. Il donne aux autorités françaises le droit de véto sur tout texte proposé par la Chambre des députés. Le vote pour abolir l'article 116 a eu lieu quelques jours après la visite de Catroux à Damas, la capitale syrienne, alors qu'il était sur le chemin du retour de Beyrouth à Alger, et n'a été suivi d'aucune réaction de la part des français. Dans ces circonstances, le vote semble indiquer que l'emprise politique de la France a été rompue

et que la Syrie et le Liban sont dorénavant politiquement indépendants, quels que soient les gestes décidés pour sauver le prestige de la France.

C'est l'hypothèse la plus favorable que l'on puisse faire avec le manque total et étrange de nouvelles depuis l'annonce de l'accord et le vague extrême des nouvelles concernant l'accord lui-même. La précarité d'une telle indépendance est évidente. Elle pourrait disparaître à la fin de la guerre, comme elle a disparu après la dernière guerre. Mais, même si le Liban et la Syrie parviennent à garder leur indépendance politique, les investissements français subsistent, dans les banques, les chemins de fer, les installations portuaires, et les usines. Demain, les investissements britanniques et américains augmenteront. On peut prédire le sort de ces pays en regardant l'Irak. L'Irak était un "mandat" accordé par la Société des nations à la Grande-Bretagne, comme le Liban et la Syrie ont été accordés à la France. Par la suite, l'Irak est devenu indépendant politiquement, mais, tenu dans les griffes de l'impérialisme britannique, n'a pas pu s'échapper de sa pauvreté économique. L'indépendance nationale des peuples du Moyen Orient n'est qu'une étape de leur combat contre l'impérialisme. La lutte ne peut pas être menée à terme par la bourgeoisie locale. Le jeune prolétariat de ces pays, allié aux travailleurs des grandes puissances impérialistes, peut seul échapper aux griffes de l'impérialisme qui maintient tout le Moyen Orient dans la stagnation et la misère.

Repères :

En 1941, des combats entre les troupes françaises liées au régime de Vichy et celles se réclamant du général de Gaulle durent plus d'un mois. La présence des Britanniques contraint les forces pétainistes à se rendre et à retourner en France. Le général Catroux est alors nommé délégué général de la France Libre au Liban par de Gaulle.

8 novembre 1943, la Chambre des députés libanaise, concrétise les promesses de de Gaulle et supprime de la Constitution les articles relatifs au mandat français.

10 - 11 novembre 1943, le haut commissaire Jean Helleu fait arrêter le Président de la République libanaise et déclare nul et non avenu le changement constitutionnel.

Début de l'insurrection libanaise et création d'un gouvernement provisoire.

Protestations britanniques.

16 novembre 1943, retour du général Catroux, qui fait libérer les prisonniers le 22 novembre (qui est devenu le jour officiel de l'indépendance).

BREF APERÇU

de la situation dans le Levant

La position de l'impérialisme français.

La France se trouve menacée, dans l'immédiat après-guerre, d'être l'objet d'une contestation décisive de son empire français dans le Levant est à ce propos significative.

Sans remonter à l'analyse de la faiblesse réelle de l'impérialisme français durant les années d'avant-guerre, il suffit de considérer la situation générale de l'économie, les forces militaires réelles et les tensions sociales qui caractérisent la France de 1945 pour se rendre compte de l'étendue du problème pour la bourgeoisie française, lorsqu'il s'agit pour elle de défendre ses droits impérialistes.

Avant la conclusion de la campagne européenne, et même durant la crise syrienne d'il y a deux mois, la faiblesse de la France était surtout mesurée à l'échelle des autres grandes puissances dont les armées victorieuses, en effet, pouvaient à tout instant prononcer un diktat rigoureux à un pays entièrement impuissant. Le chantage au ravitaillement, à l'équipement industriel, autant que le chantage par la force des canons interdisaient à la bourgeoisie française toute velléité d'indépendance.

Cependant, l'évolution des événements a montré que cette faiblesse matérielle allait s'exprimer sur le plan colonial, non pas seulement par rapport aux grands « alliés » anglais et américains, mais aussi par rapport aux peuples coloniaux eux-mêmes, quelque faibles et désarmés qu'ils soient.

Que s'est-il passé en Syrie?

La confusion qui régnait un peu partout par suite du fait que tous les problèmes politiques se posent à la fois à l'occasion des grands règlements de la paix, s'est retrouvée sur le problème syrien avec un enchevêtrement inextricable.

Du côté français on a mis en lumière surtout les intrigues anglaises qui, elles, ne datent pas d'hier. La plaque tournante qu'est l'Irak pour la liaison avec l'Inde par la voie des airs, ses sources de pétrole et sa position stratégique, face à toutes les routes d'invasion vers la Méditerranée orientale et le bassin du Nil, l'Irak n'avait pas une liaison suffisam-

ment contrôlée par l'Angleterre, tant que Damas serait aux mains d'une puissance militaire de poids.

De même, on a fait état en France des intrigues et de la vénalité qui caractérisent les chefs politiques arabes, tous plus ou moins attachés au destin, soit d'une puissance (Angleterre, USA, France, URSS, Egypte, etc.), soit d'une dynastie prétendant s'installer à Damas, et là aussi il faut reconnaître la réalité de ces accusations.

De même on a remarqué partout l'entrée en scène de l'URSS dans la Méditerranée, la Mer Rouge, ainsi que la présence des intérêts et des amitiés de l'impérialisme du dollar et du pétrole américains.

Cependant, en France comme ailleurs, on a tout fait pour laisser dans l'ombre les faits réels, fondamentaux.

LA RENAISSANCE

DES PEUPLES ARABES

A) Avant la deuxième guerre mondiale

Le mouvement national arabe, mis en branle par l'Angleterre durant la guerre contre la Turquie, grâce à des hommes comme le colonel Lawrence ou Ronald Storrs, ou même par une femme comme Gertrude Bell, a eu surtout ce caractère que les événements historiques, en l'occurrence la décomposition de l'empire ottoman, l'ont accéléré.

A l'époque de la révolte anti-turque dans le désert qui mena les guerriers de Feyçal de Djedda et Akaba jusqu'à Amman et Damas, les tribus du désert d'Arabie formaient le gros des troupes. Elles ne comprenaient pas toujours le but de cette croisade à laquelle on les appelait contre un autre peuple musulman dont la domination, bien que détestée était le plus souvent fort lointaine et souvent théorique dans les espaces inhabités du désert.

Les bourgeoisies des villes comme Damas comprenaient davantage le concept d'un pouvoir national propre, dégagé de la servilité à l'égard de la cour de Constantinople, mais ici, tout autant que pour des chefs de tribus, il fallut arroser l'en-

thousiasme des partisans des alliés avec force pièces d'or que Lawrence transportait à dos de chameau pour le compte du commandement du général Allenby.

Le mouvement proprement politique n'a en fait commencé que plus tard, lorsque la pénétration des forces européennes a brisé les cadres extérieurs de ces régions immenses réfractaires au progrès matériel provoqué par l'industrialisation depuis un siècle.

Les Anglais et les Français ont construit des routes, on créé des besoins de produits consommables. On vit des chauffeurs, des mécaniciens arabes, on vit des commerçants qui se mirent à l'école de la vie moderne, voyagèrent en Europe, mirent leurs enfants dans les collèges ouverts par les Européens dans les villes qui se développaient rapidement, l'Université de Beyrouth (aux mains des Américains) devint rapidement une riche pépinière de cadres parce qu'étrangère aux préoccupations anglaise et française de domination politique.

La prise de contact quotidienne avec les peuples occidentaux a augmenté la vitalité de la population citadine, en quantité et en qualité. Augmentation de la consommation, de la production, de l'importation et de l'exportation, de la culture en général, tout cela marchait de pair avec une transformation profonde du caractère même de la population, et il en résultait un phénomène de prise de conscience par le monde arabe de ses aspirations propres, aspirations issues de caractères spécifiques : religieux, linguistiques, historiques, géographiques communs à toutes les populations vivant entre les bords de la Méditerranée orientale, la Mer Rouge, le golfe Persique, la Vallée des deux Fleuves (Mésopotamie) et la bordure méridionale du plateau d'Anatolie.

Une bourgeoisie naissait et se multipliait dans ces villes, se nourrissait des ambitions provoquées par les perspectives d'enrichissement illimité qu'ouvrait la modernisation et les ressources révélées tous les jours par les prospecteurs européens : pétrole un peu partout, produits chimiques à la Mer Morte, oranges à exporter en quantités illimitées, placement des produits d'outillage importés de l'extérieur.

La proclamation des objectifs d'indépendance nationale par les alliés et les chefs de la révolte anti-turque ne pouvait donc que gagner en intensité au fur et à mesure que la modernisation de la vie matérielle suivait son libre et rapide rythme. A ces causes s'ajoutaient deux phénomènes à peu près de même nature, mais parallèle : d'une part la domination impérialiste séparait en Etats entièrement étrangers des peuples qui se sentaient profondément identiques ; d'autre part, l'ar-

rivée de la population juive en Palestine pour une colonisation de peuplement cristallisait les aspirations à l'indépendance des masses et la solidarité envers les Arabes de Palestine, tout en faisant entrer les dirigeants de la bourgeoisie et d'une certaine aristocratie féodale arabe dans le jeu de la politique mondiale et dans les compétitions interimpérialistes.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, la situation des pays arabes était dans ses grandes lignes caractérisée de la façon suivante :

La société arabe affirmait unanimement sa volonté nationale d'indépendance et d'unification avec l'exception de l'Arabie séoudite encore plongée dans une vie nomade et dont le roi Ibn Séoud cherchait d'abord à asseoir solidement la domination fanatique de sa tribu sur toute l'Arabie.

Les aspirations nationales intransigeantes des masses arabes couvraient encore les tendances contraires des couches sociales en formation : capitalisme commerçant et de petite industrie, prolétariat des villes, allant des ouvriers manuels jusqu'aux fonctionnaires de plus en plus nombreux d'un Etat en formation. Un mouvement syndical naissait çà et là, engendré par les conditions de l'exploitation capitaliste cruelle caractéristique de pareille période de transformation. Mais, sans cesse, le mouvement national prenait le dessus, car à chaque étape de la lutte sociale, les intérêts capitalistes étrangers rappelaient au prolétaire la nécessité de la lutte nationale et le liaient à sa bourgeoisie, même parfois contre ses propres intérêts.

D'un côté, la lutte en Palestine prenait la forme d'une guerre civile, provoquant la solidarité de tous les peuples arabes. A l'autre extrême, l'Irak gagnait une certaine forme d'autonomie accordée par l'impérialisme anglais, mais ne résolvait nullement le problème et la lutte armée couvait. Au centre, la Syrie et le Liban étaient l'objet d'une suite de manœuvres confuses et contradictoires, reflet de la confusion et l'impuissance où était plongée toute la politique française.

Les éléments dirigeants du monde arabe ne peuvent être divisés artificiellement, selon les pays formés en Etats, la communauté du sentiment national étant un fait incontestable.

La tendance générale de cette bourgeoisie naissante, est l'indépendance nationale, c'est-à-dire l'exploitation des masses populaires par une classe capitaliste nationale maîtresse de l'économie et de l'Etat. Cette attitude générale ne s'est en fait, jamais démentie, mais elle a conduit cependant des prises de position dans les conflits interimpérialistes qui ont dessiné des divergences tactiques entre diverses tendances. Ainsi, certains chefs et non

les moindres, tel le mufti de Jérusalem, chef incontesté de la lutte antiimpérialiste, est allé jusqu'à la lutte armée contre la domination britannique ayant derrière lui la sympathie des masses arabes, mais aussi l'aide matérielle des Italiens et de l'Allemagne nazie.

Ces divergences tactiques des chefs avaient un fond politique. Elles comportaient un calcul basé sur une perspective sur le futur clan des vainqueurs. Mais il y avait aussi les intrigues et les attitudes politiques provoquées par les chefs des dynasties régnantes ou candidats à la couronne de tel ou tel pays, ou même à celle de tous les pays arabes unifiés sous le même sceptre. La Syrie était l'objet de toutes les convoitises car la position centrale de Damas et son histoire en faisait naturellement la future capitale d'un Etat unifié. La France, à ce point de vue, n'avait pas, n'avait plus de politique et les candidats éventuels ne calculaient plus qu'en misant sur l'expulsion inévitable des Français. Le Liban, avec sa population chrétienne relativement nombreuse, plus réceptive à l'occidentalisation, était le théâtre d'une lutte de classes commençante, mais tôt ou tard se laisserait entraîner par le reste du monde arabe.

B) Les changements provoqués par la guerre actuelle

Beaucoup plus que les promesses d'indépendance de De Gaulle, sont importantes les circonstances qui mirent les chefs et les populations syro-libanaises devant la faiblesse notoire des Français.

Autre fait, la politique d'apaisement et de temporisation de l'impérialisme anglais durant la guerre dans le monde arabe a trouvé dans le soutien des revendications d'indépendance des Syro-libanais une bonne « soupape de sûreté » pour sa propre sécurité dans le Moyen-Orient.

Enfin, un fait dont il ne faut pas minimiser la signification, est l'introduction des Etats syrien et libanais, à côté des autres Etats indépendants, dans les divers organismes internationaux où ils forment une communauté très consciente de son unité et de ses intérêts, notamment par la constitution du Conseil des Etats arabes. Cela a donné très rapidement aux populations comme aux dirigeants une assurance considérable.

Sur le plan intérieur, il n'y a pas de changements notables à constater, sinon une pénétration de plus en plus poussée de la modernisation de l'économie et surtout des moyens de transports, notamment grâce aux nécessités des liaisons militaires britanniques, à la présence de troupes hautement motorisées, à l'installation de nombreux aérodromes et des industries petites ou grandes découlant de la présence et de la circulation du pétrole en-

tre Mossoul et la côte orientale de la Méditerranée. Un prolétariat grandit qui bientôt fera entendre sa voix.

Le problème politique national

Cependant il ne faut pas se le cacher, le problème de la lutte pour l'indépendance domine tous les autres.

La Syrie est surtout agricole et musulmane. Sa population chrétienne ne forme pas plus du 1/10^e du total. Les éléments proprement ouvriers sont peu nombreux et le parti communiste n'existe que sous la forme de quelques intellectuels dont la politique oscille strictement avec les sympathies de Moscou. Cependant Alep et Damas ont quelques syndicats relativement apolitiques.

Au Liban, la majorité de la population est chrétienne maronite, et, soit par la pénétration plus aisée de l'influence occidentale, soit par l'existence d'un port tel que Beyrouth et quelques industries locales, un mouvement ouvrier plus actif est né, relativement pénétré d'un certain esprit démocratique.

Au total la vie politique n'est pas encore caractérisée par une lutte de classe consciente, surtout du côté ouvrier. L'activité politique se concentre sur la lutte nationale pour l'indépendance : lutte plus ou moins ouverte avec la France, intrigues parfois très louches avec les puissances anglo-saxonnes pour se faire appuyer, entretenir ou même, pour vendre aux grands consortiums les richesses du pays.

SYRIE

Les problèmes nationaux de la Syrie peuvent être divisés en trois têtes de chapitre: 1. Lutte de la bourgeoisie soutenue par le peuple pour la conquête des richesses nationales à exploiter à son propre compte. Cette opération se fait surtout contre la France qui, plus ou moins éliminée politiquement et militairement, doit l'être économiquement. La bourgeoisie syrienne veut retrouver entre les mains de l'Etat syrien le contrôle de la fraction du pipe-line qui lui correspond entre Mossoul et Tripoli, ainsi que la ligne de transport Néarn qui va de Damas à Bagdad. La concession de la zone pétrolière du nord-est syrien du Djérisé n'a jamais été ratifiée par un parlement syrien. Le mouvement ouvrier doit soutenir toute demande de l'Etat syrien pour récupérer ces richesses au profit de la nation. Cependant il est évident que les dirigeants politiques syriens, bourgeois, familles féodales ou mêmes à prétentions dynastiques sont prêts à tout instant à vendre les richesses nationales aux impérialismes les plus forts, en l'occurrence aux U. S. A. à qui une concession a déjà

été, semble-t-il, accordée pour les prospections de pétrole.

La France contrôle les chemins de fer, la Banque de Syrie grâce à laquelle elle a imposé la circulation de billets dans un pays habitué aux devises métalliques (notamment l'or), une société d'électricité et les tramways. Le mouvement ouvrier doit soutenir toute revendication tendant au retour de ces entreprises à l'Etat syrien. Mais en même temps il convient de mettre en garde contre les politiciens pourris qui, le moment venu, et plus tôt qu'on ne pense, revendront ces entreprises aux agents des autres impérialismes.

2. Lutte des coterias, pour l'instant divisées entre monarchistes et républicains. Les premiers sont en Syrie assez forts mais les diverses dynasties se font une telle concurrence que bien des dirigeants en viennent au vieil adage français que « la République est le régime qui divise le moins ». C'est le point de vue que le prolétariat doit soutenir à l'étape présente. Les cliques monarchistes, dont trois familles se font les porte-drapeau sont : la branche des hachimites, descendant du roi Hussein, dont le fils, l'Emir Abdallah est le chef, mais n'est que simple Emir de Transjordanie, vassal des Anglais, rêve de devenir roi de Syrie-Palestine. La famille d'Abdul Medjid, descendant des anciens sultans de Turquie (to check), a ses partisans dont un chef monarchiste, Ramadan Pacha. Enfin, reste la famille d'Egypte, qui bien que de sang albanais, acquiert dans le monde musulman un grand prestige politique, vu l'importance de l'Etat égyptien. Mentionnons les ambitions panarabes de domination wahabite de la famille régnant à présent à La Mecque, celle du roi Ibn Séoud.

3. Reste un autre problème, très important dans ces régions en pleine renaissance culturelle, celui de l'enseignement.

Les missions plus ou moins religieuses ont été jusqu'ici les seules institutions ayant effectivement fait de l'enseignement dans ces pays. Depuis qu'un embryon d'Etat a existé, depuis 1918, les écoles se sont développées surtout dans les villes. Bien entendu, elles ont trouvé sur place d'autres écoles installées par les Missions : missions catholiques, tenues par les Français et soutenant l'« influence », c'est-à-dire l'impérialisme français ; mission américaine, se présentant sous le couvert de la neutralité politique et religieuse et ayant drainé une grande partie de la jeunesse intellectuelle d'Orient, grâce à un enseignement de premier ordre. A présent cette influence joue en faveur des U. S. A.

Quant aux Anglais, ils n'agissent pour l'instant que pour se défendre devant l'activité économique des Américains qui leur enlève toute perspective de nouvelles sources de pétrole et l'activité politi-

que encore tâtonnante de l'URSS qui n'est pas parvenue à trouver un écho dans la population arabe, mais dans certaines couches chrétiennes, comme les Arméniens immigrés après la première guerre mondiale. En ligne générale, la politique britannique appuie le Conseil panarabe dont elle a patronné l'initiative, tout en prenant ses précautions à l'égard des tendances qui se font jour et qui se renforceront progressivement pour secouer sa tutelle en Egypte, Irak, Palestine et en Syrie même où la présence des troupes pèsera comme objet principal de conflit.

Devant cette situation, les dirigeants syriens sont obligés de louvoyer tant que les troupes de la 9^e Armée sont encore là, nombreuses et puissantes. Après avoir obtenu l'élimination au moins politique de la France, grâce à un gouvernement considéré comme intransigeant par son attitude contre la tutelle française (gouvernement Djamil Mardam Bey), le pouvoir est passé aux mains plus modérées de Fares el Khouri, Maronite et poète célèbre. (Il faut noter la pratique courante dans le monde arabe de l'utilisation fréquente de politiciens chrétiens en pays musulmans). C'est sous ce gouvernement « modéré » que sont signés des accords avec les Américains pour des concessions pétrolifères. De même, c'est après un débat orageux au Parlement que le gouvernement se voit obligé de prendre des mesures contre l'enseignement français.

C'est donc ici que doit intervenir l'action du prolétariat en formation. La bourgeoisie se trouvera devant les tâches de gouvernement, coincée entre les exigences des impérialismes et de leurs agents dynastiques, bourgeois, intellectuels, etc. Elle se tournera vers le prolétariat qui, lui, doit avoir pour cette période une attitude et un programme clairs ; vu le retard de l'économie nationale, il faut que l'Etat entreprenne de plus en plus directement l'exploitation des richesses et l'accroissement de la culture du pays : propriété pour le fellah, par une réforme agraire à grande échelle ; électrification du pays ; irrigation ; voies de communications ; programme culturel par l'envoi aux frais de l'Etat des fils du peuple les plus méritants dans les écoles de l'étranger, car ce sont eux qui, à leur retour, seront les premiers cadres de l'enseignement national ; création immédiate d'instituts techniques et agronomiques ; extension de l'école dans le village (« l'école doit devenir le noyau de la vie villageoise et l'instituteur le chef spirituel de l'évolution vers le progrès »).

Il est évident que le problème fondamental de la vie politique des pays, tels que la Syrie sera toujours dominé par la présence des puissances impérialistes et leurs compétitions pèseront lourd dans

leur vie nationale. La bourgeoisie qui monte sera souvent amenée à trahir ses devoirs nationaux, notamment en aliénant les richesses nationales au profit de l'étranger pour asseoir plus fortement sa domination sur le prolétariat. C'est là-dessus que doit s'exercer la vigilance du mouvement ouvrier, notamment par une indépendance organique et politique complète vis-à-vis de la bourgeoisie. Les éléments ouvriers révolutionnaires, bien qu'isolés à l'origine, pourront en entraînant derrière eux les couches pauvres de la paysannerie sur ce terrain, exercer une activité de premier ordre et pousser aussi loin que possible le mouvement de libération nationale et sociale du pays.

LIBAN

La tentative de division par la France de l'administration de la Syrie en 5 Etats différents a avorté, mais il en est resté cette espèce d' « Irlande du Nord » qui un jour ou l'autre devra bien s'unir, par exemple par le canal fédéral, au reste du pays. Le fait que la majorité du pays est chrétienne n'est pas un inconvénient tant que les impérialismes étrangers restent à l'écart et ne cherchent pas à « protéger » telle fraction religieuse représentée par un archiprêtre quelconque au service de l'impérialisme. Les Chrétiens du Liban sont maronites, mais ils sont de culture arabe et le mouvement ouvrier doit là-dessus être clair: l'unité syro-libanaise est partie intégrante de la lutte antiimpérialiste.

Ici, il existe déjà un mouvement ouvrier plus conscient, plus actif. L'influence européenne est plus grande et le port de Beyrouth par son caractère européen a nettement influencé la vie sociale. Le parti communiste est actif et dirige en fait le mouvement ouvrier, par exemple les syn-

dicats de l'imprimerie, du textile, des dockers. Un grand nombre d'Arméniens jouent un rôle important dans le mouvement ouvrier.

Dans le Liban, il s'est produit un mouvement analogue à celui de Syrie. Après un gouvernement extrémiste nationaliste (dont le chef fut Riad Soulh), un gouvernement plus modéré fut formé par le chef religieux musulman Karama.

Sur le plan politique général, le Liban se trouve sensiblement dans une position analogue à celle de la Syrie, avec cependant un niveau culturel plus grand.

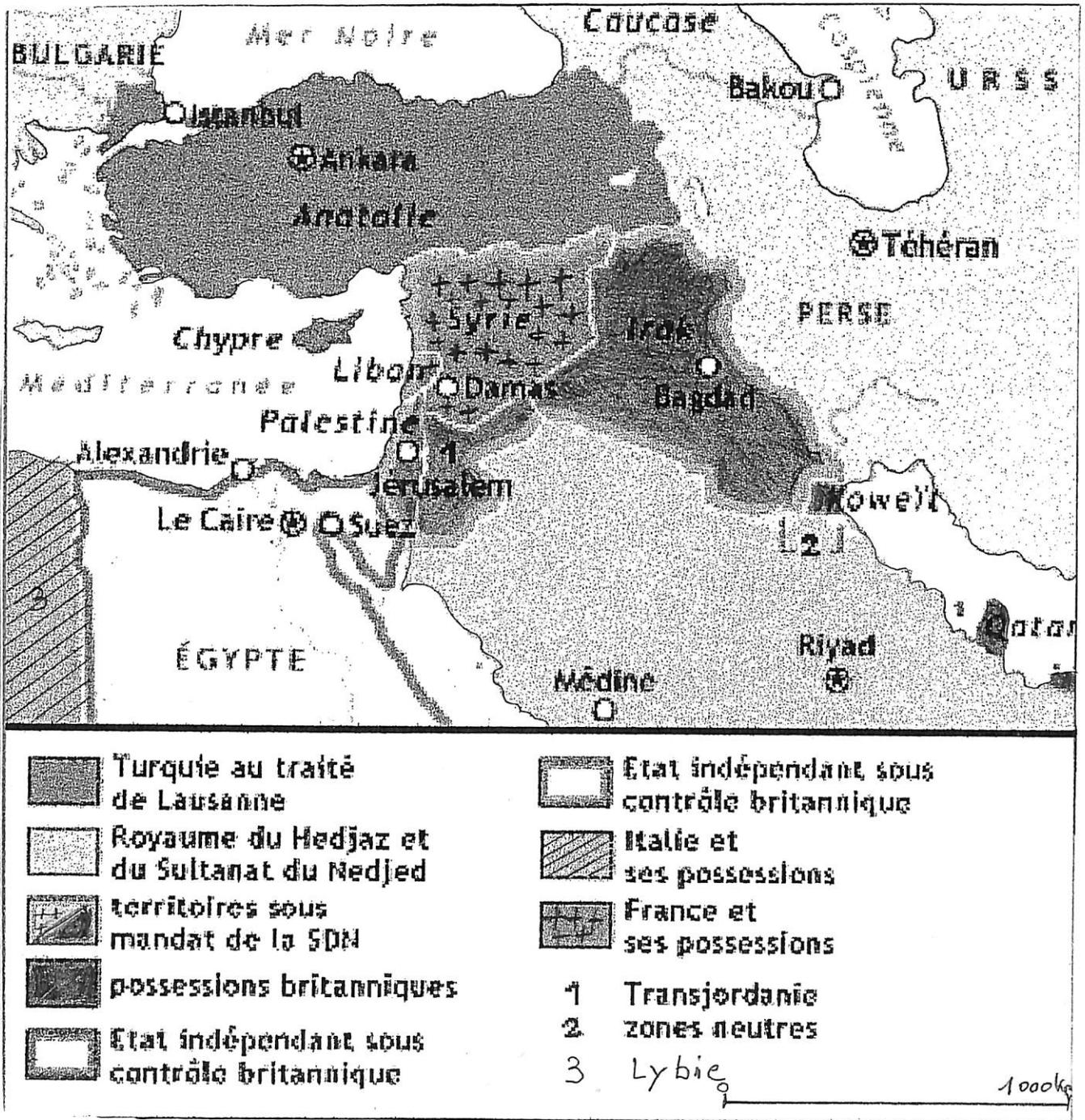
La France mise, de toute évidence, sur l'emprise plus grande qu'elle a sur le Liban, par la présence d'un grand nombre d'ordres religieux français dont l'activité politique profrançaise et antirépublicaine est notoire. « La protection des Chrétiens » fut et reste un mot d'ordre politique de la France dans le Levant. La Mission Laïque qui a cherché timidement à diffuser un enseignement conforme aux programmes français de France, devrait se mettre au service des jeunes Etats nationaux et non au service de l'impérialisme français.

Le mouvement ouvrier français peut jouer un rôle important s'il parvient à se dégager de l'emprise impérialiste soi-disant démocratique et s'il prend hardiment la défense des couches progressives des populations arabes d'Orient, luttant pour l'indépendance nationale et pour l'émancipation sociale qui doit en devenir le synonyme dans ces colonies libérées.

La rééducation internationaliste, condition primordiale de sa propre libération sociale, ne peut s'exercer qu'à travers, aussi sa lutte active antiimpérialiste dont il est en train d'oublier l'importance par suite de la politique chauvine et opportuniste de l'ex-III^e Internationale et du Parti Communiste Français.

Article paru dans la revue *Quatrième Internationale*
n° 22-23-24 (septembre-octobre-novembre 1945)

Carte du Moyen-Orient en 1925



Tony Cliff est le nom de plume de Yigael Gluckstein qui naquit en 1917 en Palestine au sein d'une famille juive.

Au début des années 30, il milita d'abord au sein du groupe sioniste qui se réclamait du socialisme, la Hashomer Hatzaw. Il devait rapidement rejeter le sionisme et rompre avec ce groupe pour rejoindre la « Revolutionary Communist League de Palestine », l'organisation alors illégale qui se réclamait de Léon Trotsky. Durant la guerre, il fut emprisonné par les autorités britanniques qui contrôlaient le territoire palestinien. En 1947, une fois libéré, il s'installa en Grande-Bretagne.

Là, il participa à l'activité du Revolutionary Communist Party qui rassemblait en Grande-Bretagne les militants de la 4^{ème} Internationale. Après qu'une crise politique eut fait éclater cette organisation, Tony Cliff rejeta la position de Trotsky et de la 4^{ème} Internationale sur la nature de l'URSS. Il y voit une nouvelle forme de « capitalisme d'Etat » s'étendant à l'Europe de l'Est, puis à la Chine.

Sur cette base, il rompt avec la 4^{ème} Internationale. Il édite en 1950 la *Socialist Review* qui sera à l'origine de l'organisation « International Socialists » qui deviendra en 1977 le Socialist Workers Party de Grande-Bretagne.

Tony Cliff est l'auteur de nombreux ouvrages. Les principaux sont consacrés à la présentation de ses conceptions sur l'URSS, les états d'Europe de l'Est et la Chine ; d'autres à des éléments d'histoire du mouvement ouvrier (Une histoire marxiste du Labour Party) et à des biographies politiques de grandes figures du mouvement révolutionnaire (Lénine, Trotsky).

L'article de Tony Cliff, publié dans *Quatrième Internationale* d'août-septembre 1946, donne une analyse d'ensemble de la situation au Moyen-Orient au lendemain de la seconde guerre mondiale (l'article a été écrit en novembre 1945).

Il est suivi de deux extraits de *Socialist Appeal*, le journal publié par le Revolutionary Communist Party (la section britannique de la 4^{ème} Internationale), dont la « Une » dénonce la politique du « diviser et régner » pratiquée par le gouvernement britannique, et réclame le retrait des troupes. Il insiste sur le fait que la politique impérialiste pousse à la catastrophe en fermant leurs frontières aux « personnes déplacées » victimes du nazisme et en les poussant vers la Palestine.

Le second est la relation d'une grève ouvrière unissant travailleurs arabes et juifs, paru dans le numéro de juillet 1947 et signé S. Munir.

LE PROCHE ET LE MOYEN-ORIENT

à la croisée des chemins

par T. CLIFF

LES récents événements du Proche et du Moyen Orient ont attiré l'attention du monde entier sur la situation dans cette région. Les actions terroristes des formations militaires sionistes, les grèves et les manifestations des masses arabes au Caire, à Alexandrie, Damas, Beyrouth et Bagdad contre le sionisme, et la concentration de troupes anglaises en Palestine ont soulevé de nombreuses questions et pour y répondre il est nécessaire d'examiner les racines socio-économiques du nœud de relations dans lequel cette partie du monde est comprise.

Nous commencerons par un examen du facteur dont le rôle a été jusqu'à maintenant déterminant: l'impérialisme.

L'ENJEU IMPÉRIALISTE DANS LE PROCHE ET LE MOYEN ORIENT

Le Moyen-Orient est de la plus grande importance pour les puissances impérialistes, en particulier pour les quatre raisons suivantes: premièrement, en tant que voie de pénétration vers d'autres contrées: Indes, Australie, Chine, etc.; deuxièmement, en tant que source de matières premières; troisièmement, c'est un marché important pour les produits manufacturés; quatrièmement, c'est un champ ouvert aux investissements de capitaux. Il saute d'ailleurs aux yeux qu'il existe une étroite dépendance entre ces différents aspects de la question.

L'importance de cette région comme voie de pénétration est bien connue. Le canal de Suez raccourcit la route Europe-Orient d'une manière considérable et une production vitale le traverse (90 à 100 % du total des importations anglaises de jute, thé et caoutchouc, de 70 à 90 % du chanvre et du manganèse, 40 à 65 % du riz, laine, café, zinc, plomb, etc...).

Le Moyen Orient constitue aussi une région à travers laquelle passent des voies de pénétration territoriales. Le Kaiser projetait de construire une

voie de chemin de fer qui aurait mis l'Allemagne en communication avec le golfe Persique, la ligne Berlin-Bagdad. Ce projet fut l'une des causes immédiates de la première guerre impérialiste. La défaite de l'Allemagne y mit un terme. De son côté, la Grande-Bretagne mit sur pied une longue voie ferrée unissant presque toutes les colonies anglaises d'Afrique (ligne du Cap au Caire) qui rejoint un large réseau unissant les pays du Proche et Moyen Orient: ligne du Cap à Haïffa, ligne Haïffa-Beyrouth-Tripoli (cette dernière rejoignant l'Anatolie et Constantinople), les lignes Haïffa-Hedjaz et Haïffa-Bagdad. Ces voies ferrées constituent un cercle de fer qui consolide et maintient l'Empire britannique.

Avec le développement de l'aviation, la possession de bases dans le Moyen Orient devint une arme décisive dans la lutte pour la suprématie aérienne. La ligne aérienne de Londres à Bombay, Singapour, Hong-Kong et l'Australie passe à Haïffa. La ligne aérienne qui traverse l'Afrique orientale et va jusqu'au Cap, part du Caire. La ligne aérienne française de Saïgon, avant la guerre, passait par Marseille, Beyrouth, Bagdad, Bombay, Saïgon.

L'importance décisive de l'Orient arabe en tant que voie de pénétration fut l'une des raisons principales des luttes qui opposèrent les puissances européennes au cours du siècle dernier — les expéditions napoléoniennes, la guerre contre la Turquie en 1832, la guerre de Crimée et la conquête de l'Égypte — furent les conséquences directes — et de même ce fut l'une des causes immédiates des première et seconde guerres mondiales. Les voies de communications entre les pays et les peuples ne sont pas, dans la période capitaliste, des moyens de coopération internationale ou des garanties de paix, mais des sujets de compétitions impérialistes et de guerres.

Renan était on ne peut plus dans le vrai lorsqu'il mentionnait la phrase bien connue: « J'apporte, non pas la paix, mais l'épée », en recevant

Ferdinand de Lesseps, constructeur du canal de Suez, à l'Académie Française, en avril 1885: « Cette phrase a dû fréquemment traverser votre esprit. Maintenant que vous l'avez creusé, l'isthme est devenu une voie de passage, c'est-à-dire un champ de bataille. Le Bosphore à lui tout seul suffisait à maintenir le monde en émoi jusqu'à aujourd'hui, et maintenant vous avez créé un deuxième sujet infiniment plus sérieux. Non seulement le canal réunit deux mers intérieures, mais encore c'est une voie de passage vers tous les océans du globe. En cas de guerre sur mer, il revêtira la plus grande importance, et chacun se précipitera pour en avoir le contrôle. Ainsi vous avez désigné un important champ de bataille pour les guerres à venir. »

Le creusement du canal de Suez transforma le Moyen-Orient en un vaste champ de bataille, mais le développement de l'aviation a jeté et jettera à nouveau de l'huile sur le feu.

Le pétrole est la ressource la plus importante du Proche et du Moyen Orient. Jusqu'à maintenant une faible partie seulement des champs pétrolifères a été l'objet d'évaluations, et il semble que toutes les estimations concernant les réserves de pétrole dans cette région soient bien au-dessous de la vérité. Dans un rapport préparé pour la United States Petroleum Resources Corporation, l'agent pétrolier E. Degolyer déclare: « Le centre de gravité de la production mondiale du pétrole se déplace du golfe du Mexique et de la sphère Caraïbienne vers la région du Moyen Orient et du golfe Persique et il est probable qu'il continuera à se déplacer jusqu'à ce qu'il s'établisse définitivement dans cette région. »

L'exactitude de ce rapport est mise en lumière par les estimations des ressources en pétrole du Moyen Orient, vu que l'on a pu dire que l'Arabie séoudite, à elle seule, pourrait satisfaire la demande mondiale durant quinze années. De plus il est prouvé que les possibilités de l'Irak et de l'Irak ne sont pas moindres que celles de l'Arabie séoudite.

Présentement la Grande-Bretagne détient une position décisive dans la production pétrolière au Moyen-Orient, comme on peut le voir d'après les détails suivant de ses participations dans les différentes exploitations (chiffres donnés pour 1.000 « barreils »):

	Irak	Bahrein	Arabie
Gr. - Bret..	13.067	—	—
U. S. A. ..	6.533	7.300	5.475
France ...	6.533	—	—
Total ...	26.133	7.300	5.475

	Egypte	Iran	Total	%
Gr.-Bret....	9.125	75.000	97.192	79
U. S. A....	—	—	19.308	16
France ..	—	—	6.533	5
Total ..	9.125	75.000	123.033	100

Il n'est pas douteux qu'avec l'accroissement de l'exploitation en Arabie séoudite et à Bahrein, l'importance des compagnies pétrolières américaines dans le Moyen Orient va considérablement augmenter. Harold Guise, dans un article du *Wall Street Magazine* du 3 mars 1945, voit clair lorsqu'il affirme: « Aujourd'hui, la région du Moyen Orient ressemble à un énorme échiquier de manœuvres politiques et économiques comme on en a rarement vu s'affronter en d'autres lieux... La lutte complexe d'après guerre pour la prépondérance économique et politique n'est nulle part potentiellement aussi explosive que dans cette partie du monde. »

Le coton est aussi l'une des productions importantes de cette région. Face au monopole quasi complet des U.S.A. sur la production mondiale du coton (environ deux tiers de la production mondiale et usinage de la moitié de cette dernière) et face à l'éviction du Lancashire par les manufactures des Indes, du Japon, du Canada, du Brésil, etc..., particulièrement en ce qui concerne les produits à bon marché, c'était une question vitale pour les capitalistes anglais d'établir leur monopole sur le coton égyptien, d'une exceptionnelle qualité, d'autant plus pour le Lancashire qui, justement, a une production de qualité supérieure.

Cette région produit en outre d'autres matières premières telles que potasse, brome, magnésium, en grande quantité. La valeur potentielle de cette production est bien plus importante qu'elle ne l'a semblé jusqu'ici si l'on tient compte des accords des monopoles internationaux visant à « l'organisation de la rareté », politique qui fut suivie coûte que coûte dans le Proche et le Moyen Orient.

Un autre aspect de l'importance de ce marché ne doit pas être négligé:

en effet, malgré les progrès de l'industrialisation, les importations, avant la guerre, atteignaient 78 à 80 millions de livres, somme non négligeable.

Mais en définitive, ce qui donne le plus d'importance à cette région c'est qu'elle constitue un vaste champ d'activité pour les investissements de capitaux.

LES CAPITAUX IMPÉRIALISTES DOMINENT LE PROCHE ET LE MOYEN ORIENT

L'Égypte, qui comprend la majorité des Arabes habitant cette région, en est jusqu'à maintenant la plus riche contrée. En conséquence, les impérialismes y portent une attention toute particulière. Durant des décades, les principaux investissements se firent sous forme de prêts à l'État égyptien, qui gardait une indépendance formelle. C'était une proprette source de pillage. Ainsi, durant les années 1883-1910, les intérêts d'une dette de 95 millions de livres s'élevèrent à eux seuls à 105,6 millions de livres. Il faut d'ailleurs remarquer que l'Égypte ne reçut que 60 millions de livres sur les 95 de cette dette, le reste ayant été pris par diverses manipulations financières, de telle sorte que pour une dette de 60 millions de livres, l'Égypte paya 105,6 millions de livres d'intérêts, tout en ayant encore une dette de 95 millions de livres. Durant ces mêmes 28 années, le fella égyptien paya une somme de 30 millions de livres pour maintenir des troupes d'occupation au Soudan dont la seule raison d'être était de protéger les plantations anglaises.

Au même moment, des Anglais, des Français, des Italiens, des Belges, des Allemands et d'autres entrepreneurs étrangers, extrayaient des millions de livres du peuple égyptien au moyen de travaux entrepris à des prix démesurés. Prenons le cas du barrage d'Assouan. Ce dernier, d'après les estimations de Sir William Willcocks, l'expert britannique, qui aurait dû revenir à 2,5 millions de livres revient actuellement à 7 millions de livres, sans compter les 1,2 millions de livres de réparations. Alors que pendant ces 28 années l'impérialisme étranger draina hors d'Égypte environ 200 millions de livres, le Ministère de l'Instruction égyptien reçut la somme dérisoire de 3,6 millions de livres (moins de 130.000 livres par an), et le Ministère de la Santé, 3,4 millions de livres. Peut-on trouver meilleure preuve de la mission civilisatrice impérialiste!

Dans ces dernières décades, il y a eu un changement dans l'orientation des capitaux. La place des emprunts d'État a été prise par des investissements dans les chemins de fer, tramways, électrification et centrales hydrauliques, banques et industries, etc. A l'heure actuelle toutes les positions-clés de l'économie du Proche et Moyen Orient sont entre les mains de capitalistes étrangers.

En Égypte, d'après l'estimation de cercles français (l'« Égypte indépendante par le Groupe d'Études de l'Islam » Paris, 1938, pages 144-5), les capitaux étrangers s'élevaient, en 1937, à 450 millions de livres, la richesse nationale s'élevant à 950 millions, ce qui signifie que l'étranger en possède 47 %.

D'après une autre situation, les investissements de capitaux, outre la propriété terrienne, s'élevaient à 500-600 millions de livres (et même jusqu'à 650 millions d'après une autre étude), le montant total pour l'Égypte étant de 1.000 à 1.100 millions de livres.

D'après un autre examen de 1937, fait par les Anglais, le capital étranger investi en Égypte s'élevait à 500 millions de livres sterling. Ainsi la puissance financière étrangère s'élèverait à 40-50 % de la propriété totale de l'Égypte. Les experts anglais arrivent donc à des conclusions identiques à celles des experts français.

En ce qui concerne les terres, les capitalistes étrangers possèdent directement 8 % des terres cultivées d'une valeur de 50 millions de livres. Si nous déduisons cette somme du total du capital étranger investi en Égypte, nous obtenons, d'après l'une des estimations 400 millions de livres, d'après l'autre 450 millions.

En prenant l'étude de Bone sur les investissements, outre les terres, nous voyons que le capital étranger s'élève à 73-81 %. Ainsi les capitalistes étrangers possèdent à peu près la moitié des richesses nationales égyptiennes, et environ les 3/4 si l'on excepte les terres.

La situation en Palestine est semblable. Ici aussi l'impérialisme étranger joue un rôle écrasant. Ce fait est mis en lumière par le recensement de 1939 pour l'industrie. Ce dernier montre que les concessions possèdent 53,2 % du capital total investi dans l'industrie et 74,9 % de la force motrice, sans compter que quelques-unes des plus importantes entreprises appartenant au capital étranger (les

raffineries de Haïffa, la Steel Bros., etc...) ne sont pas comprises dans le rapport.

Si toutes les entreprises aux mains des capitalistes étrangers y étaient comprises, il sauterait aux yeux qu'au moins les trois quarts du capital industriel du pays est dans les mains de l'impérialisme, et qu'au moins les neuf dixièmes de la force motrice est concentrée dans ses entreprises. Avec la mise sur pied du plan gigantesque des compagnies pétrolières américaines dans le Moyen-Orient (pipelines, raffineries, etc...), ce qui nécessite au bas mot des investissements d'au moins 300 millions de livres, l'assujettissement de cette région sera très sensiblement accru.

L'impérialisme tient à monopoliser les marchés de l'Orient arabe pour son propre développement industriel dans ce secteur, particulièrement pour barrer la route au développement de l'industrie lourde des machines-outils, développement qui œuvrerait dans le sens d'une indépendance économique. Comprenant que les profits impérialistes dépendent du bas niveau des salaires payés aux ouvriers arabes et du bas taux des prix pour les produits paysans, l'impérialisme a intérêt à maintenir le pays à un niveau le plus arriéré possible, de telle sorte qu'il soit une réserve inépuisable de main-d'œuvre et de matières premières à bon marché.

L'impérialisme a par ailleurs intérêt à ce genre de méthode pour des raisons socialo-politiques: 1° parce que seules des masses arriérées, illettrées, déprimées, dispersées dans de petits villages éloignés les uns des autres, peuvent être facilement dominées; 2° parce que ses valets les plus fidèles aux colonies sont les seigneurs féodaux. Par là la question du rôle de l'impérialisme est intimement liée à la question agraire.

LA QUESTION AGRAIRE

Les trois quarts de la population arabe vivent à la campagne, soumis à une petite poignée de grands propriétaires fonciers. En Egypte, 0,5 % des propriétaires fonciers détiennent 37,1 % des terres, alors que 70,7 % n'en ont que 12,4 %. Trois cents trente et un propriétaires ont trois fois plus de terres que 1 million et demi de paysans pauvres, et il y a plus d'un million de travailleurs agricoles qui n'ont pas le moindre lopin de terre. Une compagnie terrienne d'exploitation possède à elle seule une telle superficie qu'elle peut y employer

35.000 ouvriers agricoles. Les terres royales ont une superficie analogue et y occupent environ 30.000 petits paysans. D'après une estimation d'Emile Minost, directeur général du Crédit Foncier Egyptien, banque indissolublement liée à l'ordre social et économique existant et par là même peu susceptible d'exagérer le taux d'exploitation des masses, donne les précisions suivantes sur les revenus agraires nets:

Pour les impôts	6,3 %
Pour les grands propriétaires.	56,6 —
Pour les commerçants	12,1 —
Pour les fellahs	25 —
	<hr/>
	100 %

Ainsi un millier à peine de propriétaires terriens ont un profit double de celui de 3 millions de fellahs. En moyenne, avant la guerre, un paysan pauvre ne gagnait guère plus de 7 à 8 livres par an. Durant la guerre son revenu nominal augmenta, mais le coût de la vie augmenta dans de bien plus grandes proportions, et par là même son revenu réel diminua. L'ouvrier agricole gagne encore moins. Le salaire quotidien d'un ouvrier agricole était, avant la guerre, de 3 piastres (7,2 pence), celui d'une ouvrière 3 piastres, celui d'un enfant de 1 à 1 piastre et demie. De plus, de longues périodes de chômage étaient chose fréquente, la saison de travail annuel n'étant que de 6 à 8 mois. Par ailleurs, même un contremaitre ne gagnait guère plus de 2 livres par mois, un employé 3 livres, et un chauffeur de 1 à 1 livre et demie. Malgré que les salaires aient doublé durant la guerre, le coût de la vie augmenta bien plus; et même aujourd'hui il y a des régions où le salaire d'un ouvrier agricole n'atteint même pas un shilling.

Avec des revenus aussi maigres, la situation alimentaire est évidemment terrible. Elle n'est en fait comparable qu'à celle des Indes. On a calculé que la consommation de l'égyptien moyen, qui est évidemment supérieur à celle de l'ouvrier ou du paysan pauvre, atteint seulement 46 % de la normale pour le blé, 25 % pour le sucre, 23 % pour la viande et le poisson et 8 % pour les produits laitiers. Bien plus, la valeur nutritive n'est pas en voie d'amélioration, mais continuellement en baisse.

En raison de la terrible pauvreté des masses, leur situation sanitaire est très mauvaise, et le taux de mortalité est extrêmement élevé, comme on peut s'en rendre compte d'après le tableau suivant établi en 1938.

	Taux de mortalité pour 1.000 p. 1000	Taux de mortalité chez les enfants de moins d'un an (pour 1.000 enfants nés vivants)
Grande-Bretagne ..	11,6	52
Belgique	13,0	73
Pologne	13,8	140
Indes	24,3	167
Egypte	26,4	163

Seules les Indes peuvent être comparées à l'Egypte sur ce plan!

Outre les morts « normales », la famine et les épidémies prélèvent leur rançon. Ainsi, en 1944, dans la Haute Egypte, la malaria emporta des dizaines de milliers de fellahs dont la santé, affaiblie par une continuelle sous-alimentation, était une proie facile pour l'épidémie dans ses formes les plus violentes. D'après une estimation dont on peut être certain qu'elle n'est pas exagérée, 140.000 moururent de malaria (Al-Ahram, 14 avril 44). Rien que dans les plantations de la Compagnie Kom Ombo, 500 ouvriers moururent (Al Ahram, 1^{er} mars 44).

En raison des mauvaises conditions sanitaires, la durée de la vie moyenne est très basse: 31 ans pour les hommes, 36 pour les femmes. Dans le Royaume Uni, celle-ci est de 60 ans pour les hommes et 64 pour les femmes. Ceux qui deviennent adultes sont très faibles. Parmi les conscrits originaires des campagnes, en 1941, seulement 11 % furent reconnus aptes au service militaire. 90 % de la population souffre de trachome, 50 % de vers intestinaux, 75 % de bilharzia, 50 % d'ankylostome. Le nombre de personnes atteintes de tuberculose dépasse 300.000.

La misère est inévitablement accompagnée de l'ignorance, qui atteint des dimensions effrayantes en Egypte. On peut s'en faire une idée relative d'après la très brève remarque qu'El Mussawar fit au sujet du recensement de 1937: « Pour 14 millions de gens qui ne savent ni lire ni écrire, nous avons 30.000 titulaires de diplômes. »

L'ignorance est le produit du système social existant, et aussi l'un de ses fondements. La classe dirigeante sait fort bien que l'analphabétisme des masses est la plus forte assise du régime. C'est pourquoi un sénateur égyptien rendait grâce à Dieu du fait que son pays était en première place du point de vue ignorance (Al Ahram, 7 juillet 44).

D'une part des richesses, les plaisirs et les distractions pour quelques

dizaines de milliers d'Egyptiens et d'étrangers, d'autre part la maladie et l'ignorance pour des millions d'hommes, voilà le tableau de l'Egypte pay-sanne!

Le problème agraire des pays arabes autres que l'Egypte n'est guère différent. Ainsi en Palestine, environ la moitié des terres est entre les mains de 250 familles féodales. Les seigneurs féodaux, qui sont en même temps usuriers, détiennent un pouvoir exorbitant, comme on peut le voir d'après les paroles d'un officiel anglais: « Dans une région militaire s'étendant sur trois sous-districts, il y a 14 percepteurs gouvernementaux; un seul usurier dans un seul de ces sous-districts emploie 26 hommes pour collecter ses intérêts. » (L. FRENCH, *Rapport sur le développement et les entreprises agraires en Palestine*, Jerusalem, 1931-32, page 77).

D'après le « Rapport du Comité d'étude des conditions économiques des agriculteurs en Palestine », communément appelé le rapport Johnson-Crosbie, seulement 23,9 % de ce que le fellah produit lui reviennent en mains propres, alors que 48,8 % passent en impôts gouvernementaux, rentes de propriétaires fonciers, et intérêt à l'usurier. Pour comprendre à quel point le standard de vie du paysan arabe est bas, en raison de la forme arriérée de son économie, et de son exploitation par divers parasites (qui constituent d'ailleurs la barrière principale à un développement de l'économie), j'ai fait la comparaison entre le régime du fellah et celui que le gouvernement est censé accorder aux condamnés (bien qu'évidemment une grande part de ce dernier aille dans les poches des fonctionnaires de la prison). Je suppose qu'un fellah et sa femme sont en prison, et que quatre de ses enfants sont dans une « école de redressement »:

	Fam. en prison	Fellahs
Blé et mil	15,1 £	10 £
Olives et huile d'olive	3,8 »	3 »
Légumes, lentilles et laitages.	12,9 »	4 »
Riz, sucre et autres produits achetés par le fellah en dehors de ses terres	4,7 »	1 »
Viande	6,7 »	Presque rien
Total	43,2 £	18 £

(Les prix étant plus bas en Egypte qu'en Palestine, ces chiffres ne peuvent être utilisés comme base de comparaison entre la Palestine et l'Egypte).

Quoique ces calculs soient peu précis, ils donnent néanmoins une idée des terribles conditions de vie qu'ont à supporter la masse des fellahs en Palestine.

En Syrie et en Irak les conditions sont semblables. En Irak on trouve des seigneurs féodaux dont les propriétés englobent des régions de dizaines de milliers d'hectares. Ainsi la majeure partie du district de Muntafiq, d'une superficie de 6.260 km², est entre les mains d'une seule famille. Les revenus du fellah dans cette région sont de 7 à 8 livres par an.

Les conditions de vie des masses citadines ne sont pas moins dures que celles supportées par les masses paysannes.

CONDITIONS DE VIE DES MASSES CITADINES

Sous la double pression de la concentration du capital impérialiste et du féodalisme, en raison du maigre développement de l'industrie et du bas niveau de vie des ouvriers agricoles, le chômage officiel et non officiel atteint une grande extension et la condition des ouvriers des villes est très misérable. Ceci peut être illustré par la description des conditions de travail dans une grosse entreprise industrielle. Prenons par exemple les filatures et tissages de Mahalla el Kubra, qui emploient 26.000 ouvriers et 3.000 employés, inspecteurs et agents de maîtrise. Les débutants sont payés 1 shilling 6 par jour, les ouvriers spécialisés 2 shillings 7, les ouvriers qualifiés 10 livres par mois. Les ouvriers ont un jour de repos par quinzaine, et travaillent 10 heures par jour. Il n'y a pas de service social et le docteur n'est là que pour délivrer des congés de maladie. La discipline est maintenue d'une manière militaire. De plus des amendes constantes viennent grever le budget de l'ouvrier. En ce qui concerne les conditions de logement, 15 ouvriers vivent dans une seule pièce, avec seulement 3 chemises pour dormir et 5 matelas (Al Ahram, 21 décembre 1944). Dans d'autres entreprises les conditions sont les mêmes.

Il est clair que les bas salaires et les prix élevés portent sérieusement atteinte à la santé des ouvriers. Ainsi on sait que sur 6.000 ouvriers im-

primeurs d'Egypte, 62 % souffrent de maladies du système digestif, 85 % d'anémie, 45 % d'empoisonnements par le plomb (Al Ahram, 23 février 1944). Deux incidents témoignent de l'extrême pauvreté dans les villes égyptiennes: en septembre 1943, quatre personnes furent piétinées mortellement lorsque des aumônes furent distribuées et en mars 44, une jeune égyptienne vendit sa fille juste née à un marchand pour 20 livres.

Les conditions de vie à Jaffa et Haïffa, Damas et Beyrouth, Bagdad et Bassorah sont très légèrement meilleures qu'au Caire et à Alexandrie.

LES RAPPORTS ENTRE LES CLASSES DOMINANTES ET L'IMPÉRIALISME

L'impérialisme ne pourrait renforcer sa domination sur des millions de coloniaux s'il ne trouvait un appui dans les classes dominantes de ces nations.

D'après ce qu'on a vu plus haut, les causes qui poussent la classe féodale à devenir un agent de l'impérialisme sont claires. Quelles sont les relations de la bourgeoisie arabe avec l'impérialisme?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord considérer que la bourgeoisie arabe n'est pas une classe homogène. Capital bancaire et capital commercial s'entrelacent selon les divers modes de production. Dans les colonies, la majeure partie de ce capital est liée au mode de production féodal, aux entreprises du capitalisme étranger ou aux importations de marchandises extérieures. Toutes ces couches de la bourgeoisie se moulent au système féodal et au système impérialiste. La bourgeoisie industrielle n'est que la plus petite partie de la bourgeoisie arabe. Elle se développe à une époque où l'économie mondiale, dominée par la concentration du capital financier, est en déclin. Elle ne peut mettre sur pied son industrie, entrer en compétition avec celle de la « mère patrie », etc., qu'en surexploitant les masses ouvrières et paysannes et en cherchant une main-d'œuvre et des matières premières à bon marché, ce qui ne lui est rendu possible qu'en raison de l'existence du système féodal et de l'impérialisme.

Cette charpente constituée de la dictature du capital financier sur un sous-bassement capitaliste en déclin liée à l'existence de rapports féodaux de propriété, détermine aussi la faiblesse de la bourgeoisie coloniale indus-

trielle et sa dépendance dans une large mesure envers le capital étranger. Ceci se voit dans l'association des capitaux étrangers et nationaux, et la dépendance des entreprises locales envers les banques étrangères. L'existence de la bourgeoisie coloniale, la bourgeoisie industrielle incluse, est par là même conditionnée par la *surexploitation* des masses ouvrières et paysannes, ce qui est le résultat et la condition *sine qua non* de l'impérialisme et par sa dépendance directe envers les capitaux étrangers et de l'impérialisme. La bourgeoisie coloniale n'est pas l'antipode de l'impérialisme et du féodalisme, mais l'antipode des masses ouvrières et paysannes. La liaison de la bourgeoisie coloniale avec le capital étranger et les féodaux d'un côté, et la lutte de classes des prolétaires et des paysans de l'autre (ces deux facteurs dépendant l'un de l'autre), fixent ses limites au combat que la bourgeoisie coloniale mène pour obtenir des concessions de la part de l'impérialisme.

La bourgeoisie arabe de Palestine a une situation particulière. En effet, dans ce pays, les jeunes partenaires de l'impérialisme ne sont pas les bourgeois arabes, mais les bourgeois sionistes. Les positions économiques secondaires — l'industrie légère par exemple — ne sont pas aux mains du capitalisme indigène, comme en Egypte ou en Syrie, mais aux mains du capitalisme sioniste. Ainsi, d'après le recensement industriel de 1939, les industries palestiniennes étaient réparties de la manière suivante :

	Investissements	Energie motrice
Arabes et autres non-juifs	6,5 %	2,2 %
Juifs	40,3 %	22,9 %
Concessions . . .	53,2 %	74,9 %

Comme il en a déjà été fait mention, d'importantes entreprises étrangères ne sont pas comprises sous la rubrique « Concessions ». D'autre part des entreprises appartenant à des non-arabes sont incluses dans les premiers chiffres. Si nous corrigeons ce tableau, nous voyons que le capital étranger possède au moins les trois quarts du capital total investi dans l'industrie, le capital juif un cinquième et le capital arabe 2 à 3 % seulement.

La situation de la bourgeoisie arabe en Palestine ne la rend d'ailleurs pas pour cela anti-impérialiste, mais au contraire la pousse à faire des efforts pour expulser la bourgeoisie

sioniste en vue de devenir elle-même l'agent de l'impérialisme.

La bourgeoisie arabe ne peut et ne désire pas s'engager à fond dans la lutte anti-impérialiste. En dépit de ses conflits avec l'impérialisme pour lui arracher quelques concessions, il est clair que son sort est intimement lié à celui de l'impérialisme.

LES PROBLÈMES AUXQUELS
LA CLASSE DOMINANTE ARABE
A A FAIRE FACE
AVEC LA FIN DE LA GUERRE

A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'impérialisme anglais doit faire face à de nombreuses difficultés en Orient et doit adopter des mesures extrêmes pour sauvegarder ses intérêts. La classe exploiteuse arabe se trouve devant des difficultés semblables liées à celles de l'impérialisme. Pour avoir une idée claire de ce fait, il est nécessaire d'examiner la situation socio-économique durant la guerre.

Pendant la guerre, les capitalistes et spécialement les grosses compagnies travaillant en Orient réalisèrent d'immenses profits. Alors que durant la dernière guerre l'armée anglaise dépensa 45 millions de livres en Egypte, le montant de ses dépenses fut beaucoup plus élevé dans cette guerre-ci. Le budget de guerre en Egypte en 1940 s'élevait à 34 millions de livres, en 1941 à 100 millions de livres et en 1942, 43 et 44, il était au moins aussi élevé qu'en 41. Le *Times* du 20 septembre 1943 estimait que l'armée dépensait 200 millions de livres par an dans le Proche et le Moyen Orient. La bourgeoisie a réalisé des profits extraordinaires. Ainsi la grande compagnie sucrière d'Egypte (une compagnie française), termina l'année 1941 avec 266.000 livres; l'année 1942 avec 1.350.000 livres. Les filatures nationales payaient 11 % de dividendes en 1938 et 22 % en 1942. Les filatures Misr, à Mahalla, payaient 7 % de dividendes en 1938, et 28 % en 1943. La branche de Dawar de ces mêmes filatures payait 12 % en 1941 et 20 % en 1942. La Marconi Broadcasting Company payait 7 % de dividendes en 1935 et 25 % en 1940. Les compagnies hôtelières égyptiennes payaient 10 % en 1938 et 25 % en 41. Il y avait 50 millionnaires en Egypte avant la guerre et 400 en 1943.

La bourgeoisie fit aussi de considérables bénéfices dans le commerce. Ainsi dans les années 1941, 42 et 43, les commerçants de Beyrouth firent 16 millions de livres de bénéfices. Sur

ces 16 millions, 10 furent ramassés par 10 commerçants, 2 millions par 20 commerçants, et les 4 derniers millions allèrent dans les poches de plusieurs centaines de plus petits commerçants.

Les banques prospérèrent de la même manière. Les dépôts dans les banques commerciales d'Égypte passèrent de 44,8 millions de livres en 1939 à 116,6 millions en 1942. Au Liban, durant la même période, ils passèrent de 26,5 millions à 84,5 millions de livres, et en Syrie de 6,1 millions à 36,4 millions. Les banques arabes de Palestine payèrent un dividende de 20 % en 1943.

Pendant la même période, la misère des masses travailleuses augmenta considérablement. Il en résulta une forte exacerbation de la tension sociale, qui atteint son summum en Égypte. En janvier 1943 déjà, un député bourgeois de la Chambre égyptienne déclarait: « Nous avons déjà défendu ce programme auparavant et averti le gouvernement du danger de famine, et nous notions déjà qu'il est juste de dire que la famine est une hérésie qui ne connaît ni compromis ni manœuvres. Car celui qui jette un regard dans l'histoire sait pertinemment que la faim fut la cause de nombreuses révolutions. Et si l'histoire nous enseigne que les couches révolutionnaires dans l'un des plus grands États d'Europe crièrent du plus profond du cœur: « Nous voulons du pain », nous entendions dernièrement le même cri de révolte qui résonnait de façon semblable avant la dernière « Fête du Sacrifice » dans les rues du Caire, clameurs jaillies des bouches des populations affamées qui attaquèrent les vanneries dans le but de ravir du pain. » L'orateur caractérisa ensuite la situation du pays comme une « situation révolutionnaire » (Al-Misri, 6 janvier 1942).

Un autre sénateur décrivait la situation en mai 1943 de la façon suivante: « La guerre a entraîné la concentration des capitaux dans les mains de quelques centaines d'individus. Les richesses des privilégiés se sont accrues tandis que les pauvres gens ont été acculés de plus en plus à une misère indescriptible; le gouffre existant entre les classes s'est encore creusé. La société s'est lézardée et de grands dangers la menacent. On ne peut prophétiser un bel avenir pour ce pays. »

La paix signifie une aggravation de la misérable condition des masses. L'action des autorités pour développer la production vers des normes at-

teignant des dizaines de millions de livres va cesser, ce qui, conséquence immédiate, va jeter sur le pavé plusieurs centaines de milliers de travailleurs employés dans les industries de guerre. La grande majorité des 800.000 travailleurs employés directement par l'armée va aussi se trouver sans travail. Même les industries travaillant pour la population civile vont se trouver devant de graves difficultés en raison de la concurrence étrangère qui était presque inexistante durant la guerre, en raison des difficultés de renouvellement des machines, etc... Les classes dirigeantes se préparent à faire porter le fardeau de la crise par les ouvriers et les paysans, et ne cachent d'ailleurs pas leurs intentions. Ainsi, Fouad Saraj ed-Din, grand propriétaire foncier, qui fut Ministre de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Santé publique, déclara que pour que le coton égyptien puisse concurrencer celui des Indes, de la Chine et du Brésil, et concurrencer la soie artificielle et le nylon, on devait bloquer les salaires dans l'agriculture. Hafez Affi, directeur de la grande banque Misr, déclara de même que l'accroissement des salaires interdisait à l'industrie égyptienne la possibilité de concurrencer la production étrangère. Le journal *Al-Ahram* du 19 juillet 1943, écrivait que les ouvriers touchaient de tels salaires que ceux-ci leur donnaient le goût du luxe (*sic!*).

L'ANTAGONISME CROISSANT ENTRE LA BOURGEOISIE ET L'IMPÉRIALISME

Pendant ce temps l'antagonisme entre les industriels arabes et l'impérialisme va croissant. Il y a essentiellement deux sujets de conflit: premièrement, comment protéger les industries existantes de la concurrence étrangère; deuxièmement, la question de la dette énorme que l'Angleterre a contractée envers les pays du Proche et du Moyen Orient (350 millions de livres à l'Égypte, 100 millions de livres en Palestine — principalement aux capitalistes juifs — 60 millions à l'Irak). La position des diverses couches de la bourgeoisie arabe envers ces questions est différente. La bourgeoisie « compradore » est bien plus intéressée par le commerce d'outre-mer que par le développement de l'industrie locale.

D'autre part les industriels insistent pour qu'on élève les tarifs douaniers et sont aussi plus exigeants en ce qui concerne la question de la

dette anglaise, son remboursement étant pour eux une impérieuse nécessité en vue de renouveler leur vieil outillage. Ainsi, à la séance du Sénat du 20 janvier 1945, le sénateur Ahmed Ramzi Bey déclara que les restrictions dues à la concurrence signifiaient que l'Egypte ne pouvait acquérir des dollars ni acheter aux Etats-Unis, mais seulement en Angleterre et que ce fait était un sérieux handicap. Il proposa que l'Angleterre fournisse des dollars ou même remette à l'Egypte quelques-unes de ses actions investies dans des Compagnies d'Egypte, comme celles de la Compagnie de Suez, de l'Anglo Egyptian Company, etc... Il nota aussi la dépréciation réelle, sinon théorique, de la livre égyptienne par rapport à la livre anglaise. *Al-Ahram* du 19 avril 1944 déclara que la dette du Royaume Uni envers l'Egypte était une dette du fort envers le faible, et que le mode de paiement dépendait du fort. Une semaine plus tard le même journal annonçait que le sénateur Mohammed Barakat Pasha avait fait une déclaration selon laquelle l'Angleterre était incapable de payer ses dettes et conseillant à l'Egypte de quitter le bloc sterling. Le même refrain de quitter le bloc sterling et de transférer les actions de Suez et quelques autres à l'Egypte revient continuellement dans la presse égyptienne.

La bourgeoisie arabe des pays voisins est plus faible et par là moins exigeante. La position des classes exploiteuses arabes peut se résumer ain-

si: *toutes* s'orientent vers la compression du standard de vie des masses. Quelques-uns, les industriels, feraient volontiers pression sur l'Angleterre pour arracher quelques concessions. Mais quoiqu'il en soit, une chose doit être absolument claire: même pour les industriels arabes le premier fait l'emporte de loin sur le second.

Face au profond fossé qui sépare des masses ouvrières et paysannes de l'impérialisme, ce dernier a intérêt, et il en sera de plus en plus ainsi, à détourner la colère des masses dans une voie fautive. La majeure partie des exploités arabes — les féodaux, la bourgeoisie compradore, des commerçants et les usuriers — s'identifient complètement à l'impérialisme de ce point de vue. (Il ne s'agit pas nécessairement de l'impérialisme anglais, ce peut être lui aussi bien qu'un autre, par exemple l'impérialisme américain). La bourgeoisie industrielle cherchera probablement à utiliser la colère des masses dans le but d'arracher quelques concessions à l'impérialisme, mais il est certain qu'avant peu elle devra se joindre à ce dernier pour s'efforcer de détourner les masses affamées de la lutte nationale et d'émancipation de classe en les entraînant dans le cul-de-sac des émeutes chauvines entre communautés différentes.

Jérusalem,

12 novembre 1945.

T. CLIFF.

SOCIALIST APPEAL

No. 28.

AUGUST, 1946.

Price 2d.

PALESTINE: BRITAIN'S POLICY "DIVIDE AND RULE"

BRING THE TROOPS HOME!

Open the Gates of All Countries to the Jews

THE OUTBREAKS OF TERRORISM AND SABOTAGE IN PALESTINE ARE A MEASURE OF THE DESPAIR OF THE SURVIVING JEWISH DISPLACED PERSONS AFTER "LIBERATION." THE JEWS HAD HOPED FOR SOME ESCAPE IN THE PROMISES WHICH WERE MADE BY BRITISH IMPERIALISM, AND IN PARTICULAR BY THE LABOUR GOVERNMENT BEFORE THE ELECTION, PROMISES WHICH THEY HAD NO INTENTION OF FULFILLING.

When the Labour leaders failed to carry out their promises and did not put into operation immediately the recommendation of the Anglo-American Commission to admit 100,000 refugees, the Zionists in Palestine began their struggle.

The senseless acts of terrorism, in particular the blowing up of the King David Hotel, the military GHQ of the army, have played into the hands of British Imperialism. The acts of terrorism have antagonised the rank and file soldiers and allowed free rein to the officer caste to commence a vicious and unbridled anti-Semitic campaign.

Martial law was proclaimed in Tel-Aviv. A curfew was imposed, with only two hours in 24 allowed in order to get food, with "shoot at night" orders for any violations. The "News Chronicle" correspondent in Palestine reports that beatings of Jews have taken place, and in some collectives, destruction and looting of furniture and other property. Thus British Imperialism uses the same methods against the Jews as they have used against the Arabs and other colonial peoples in the past.

The Labour leaders, who must take responsibility for this situation, wish to picture the situation as though it were one, where solely tried and disinterested British Imperialism benevolently and in-

partially administers the region, and holds the balance between Jews and Arabs. This is a fiction. Britain holds Palestine because of its strategic importance for the Middle East and the British Empire. Thus Britain gave verbal support to the Zionist utopia in order to allow only sufficient Jews into Palestine to serve the traditional policy of imperialism: Divide and rule. The British need a force in that area on whom they can lean in their struggle to keep the Arab masses subdued. For them the Jews are a convenient tool to be played against Arabs as the need arises. The British deliberately imported the Jews into Palestine for this reason alone: as a brake on the struggles of the Arab masses for independence.

This policy has received a new emphasis with the suggestions of the division of Palestine into three zones, one part as a Jewish "state", one Arabic "state" and the balance controlled by Britain. But the most important functions of government would still be unified and controlled by British Imperialism at the centre: finance, police, trade, etc. The division of the country into such regions would not solve but would exacerbate the problems with which the country is faced. By such a division British Imperialism would gain a tight hold on the country.

A Jumping Off Ground

The real reasons for the present position in Palestine and the underlying motives of British imperialism, were guardedly revealed by

Churchill in the debate in Parliament on 1st August:

"However, His Majesty's Government by their precipitate abandonment of their treaty rights in Egypt, and, in particular, the Suez Canal zone, are now forced to look for a strong place of arms, for a jumping-off ground in Palestine in order to protect the Canal from outside Egypt. By this un wisdom they have vitiated disinterestedness and we can now be accused of having a national strategic motive for retaining our hold on Palestine. I must regard this as a very grave disaster and an immense weakening of our position. What the Government have done in Egypt—though no doubt from very good motives—has greatly weakened our moral position in Palestine by stripping us of our disinterestedness in that country. I pointed out in the debate on Egyptian policy a few weeks ago, that the moment we are dependent upon Palestine for a base from which to defend the Suez Canal, we should greatly hamper all possibility of obtaining American co-operation. Well, look at the position to which we have now been brought."

Clearly British imperialism desires to use Palestine as her most important military base for the Middle East. Thus Palestine would become, even more than in the past, indispensable for the defence of British imperialist interests. Churchill, of course, points this out only because he believes that the "strong arm"

(Continued on Back Page.)

Shipping Figures Reveal Change

THE LATEST STATISTICS REVEAL A REMARKABLE CHANGE IN RELATIONSHIPS BETWEEN THE MERCHANT SHIPPING OF BRITAIN AND AMERICA SINCE THE END OF THE WAR.

Britain entered the second world war with 17,380,000 tons, and emerged with 12,814,000 tons. The latest figure, up to the end of June 1946, is 13,710,000 tons. America's merchant fleet, which was less than Britain's before the war, stood at 56,000,000 tons at the end of the war, in spite of losses of 9,000,000 tons, a figure achieved by mass production technique.

However the United States Maritime Commission reveals that America's post-war merchant marine would total only 10,500,000 tons, one-fifth its wartime peak and smaller than pre-war. Thus Britain again has the lead in merchant shipping.

Libertys Unable To Compete

The American periodical "Newsweek" of June 3, comments:

"However indispensable such a merchant fleet might have been in war-time, for peace-time operations it had the earmarks of a white elephant. . . . The inefficiency of slow cumbersome Liberty ships left the 2,700 war-built 'Ugly Ducklings' unable to compete with the other American and foreign types" in the United States plus relatively

U.S. "Graveyard" — E

SOCIALIST APPEAL

août 1946

Palestine : la politique britannique : « diviser pour mieux régner »

Rapatriez les soldats !

Ouvrez les frontières de tous les pays pour laisser entrer les Juifs

Les attentats terroristes et le sabotage en Palestine sont le signe du désespoir des déportés juifs survivants après la « libération ». Les Juifs avaient cru en désespoir de cause aux promesses qui ont été faites par l'impérialisme britannique, et en particulier par le gouvernement travailliste, promesses que celui-ci n'avait aucune intention d'honorer.

Quand les dirigeants travaillistes ont manqué à leurs promesses et n'ont pas mis en œuvre immédiatement la recommandation de la Commission Anglo-Américaine d'accueillir 100 000 réfugiés, les Sionistes en Palestine ont engagé le combat.

Les actes de terrorisme aveugle, en particulier la destruction de l'Hôtel King David, le GQG de l'armée, ont servi les intérêts de l'impérialisme britannique. Les actes de terrorisme ont entraîné la réprobation des soldats du rang et permis de laisser libre cours à la caste des officiers pour engager une violente campagne antisémite débridée.

La loi martiale a été proclamée à Tel-Aviv. Un couvre-feu a été imposé avec seulement 2 heures par jour autorisées pour se procurer de la nourriture, avec ordre de « tirer à vue » pour toute infraction. Le correspondant du « News Chronicle » en Palestine rapporte qu'il y a des scènes de passage à tabac de

Juifs, de destructions collectives et de pillages de meubles et d'autre biens. Ainsi les Britanniques utilisent contre les Juifs les mêmes méthodes que celles utilisées dans le passé contre les Arabes et les autres peuples coloniaux.

Les dirigeants travaillistes, qui doivent assumer leurs responsabilités de cette situation, veulent dépeindre cette situation comme si c'était celle où l'impérialisme britannique serait malmené et désintéressé, administrant la région de façon bienveillante et impartiale, plaçant les Juifs et les Arabes sur un pied d'égalité. C'est une vue de l'esprit.

La Grande-Bretagne détient la Palestine à cause de son importance stratégique pour le Moyen Orient et pour l'Empire Britannique. La Grande-Bretagne a donc accordé un soutien verbal à l'utopie sioniste afin d'autoriser un nombre suffisant de Juifs en Palestine pour servir uniquement la politique traditionnelle de l'impérialisme : diviser pour

mieux régner. Les Britanniques ont besoin d'une force dans cette région sur laquelle ils peuvent compter dans leur lutte pour maintenir la soumission des masses arabes. Pour eux, les Juifs sont un instrument pratique à utiliser contre les Arabes quand le besoin se fait sentir. Les Britanniques ont délibérément implanté les Juifs en Palestine pour cette seule et unique raison : constituer un frein aux luttes des masses arabes pour l'indépendance.

Cette politique a reçu une nouvelle impulsion avec les suggestions de division de la Palestine en trois zones, une partie comme « Etat Juif », une autre comme « Etat » arabe et le reste contrôlé par la Grande-Bretagne. Mais les fonctions les plus importantes du gouvernement seraient toujours unifiées et contrôlées au centre par l'impérialisme britannique : les finances, la police, le commerce, etc. La division du pays en régions ne résoudrait pas mais aggraverait les problèmes auxquels le pays doit faire face. Avec une divi-

Constituer un tremplin

Les vrais motifs de la position actuelle en Palestine et les motivations non avouées de l'impérialisme britannique ont été dévoilés de façon honteuse par Churchill dans le débat sur la Palestine le 1^{er} août :

« Cependant, le Gouvernement de Sa Majesté, par l'abandon précipité de ses droits établis par traité en Egypte et en particulier dans la zone du canal de Suez, est désormais **obligé de rechercher une place forte, et de trouver un tremplin en Palestine de façon à protéger le canal en dehors de l'Egypte. Par ce manque de perspicacité le Gouvernement a terni son image de désintéressement et l'on peut désormais nous accuser de nourrir des motifs stratégiques nationaux pour justifier notre emprise sur la Palestine.** Je dois considérer cela comme un désastre très grave et un immense affaiblissement de notre position. Ce que le Gouvernement a fait en Egypte – bien que pour des motifs très louables, cela ne fait aucun doute – a affaibli gravement notre position morale en Palestine en nous enlevant toute apparence de désintéressement dans ce pays. J'ai fait remarquer dans le débat sur la politique égyptienne il y a quelques semaines que dès le moment où nous dépendrons de la Palestine comme base arrière pour défendre le canal, nous allions sérieusement entraver toute possibilité d'obtenir une coopération américaine. Eh bien, regardez où cela nous a amenés maintenant ».

Il est clair que l'impérialisme britannique veut absolument

utiliser la Palestine comme sa base militaire la plus importante du Moyen-Orient. La Palestine deviendrait donc indispensable, bien plus encore que par le passé, pour la défense des intérêts de l'Empire britannique. Bien entendu Churchill le souligne seulement parce qu'il croit que « l'épreuve de force » peut se poursuivre en Egypte. Mais avec regret, comme l'a laissé échapper Morrison, le gouvernement travailliste est obligé d'essayer de passer un compromis avec les Egyptiens et il doit trouver une nouvelle position au Moyen-Orient : en Palestine.

Les colonies socialistes sou-mises à la terreur.

Un député travailliste, M. Wilkes (de Newcastle-on-Tyne), a dévoilé la curieuse politique menée par les autorités militaires en Palestine, qui ne peut se concevoir autrement que comme une provocation délibérée :

« Si le but est de capturer ces gens-là (les terroristes) pourquoi, quand l'Agence Juive a été fermée, les bureaux et le siège du Parti Révisionniste (c'est-à-dire les fascistes juifs) qui contrôle l'Irgoun (les terroristes) ont-ils été laissés ouverts ? Pourquoi a-t-on permis à la presse Révisionniste, en tous cas jusqu'à ces dernières 24 heures, de continuer sa propagande agressive, partielle et raciste ? Quand, aux mois de juin et juillet, ces atrocités ont été commises à coup sûr la plupart du temps par l'Irgoun, pourquoi a-t-on perquisitionné dans les colonies socialistes ? Est-ce qu'on s'attendait à trouver

l'Irgoun dans les colonies organisées et gérées par la Histadrouth ? Pourquoi est-ce que le seul journal en Palestine qui soit désormais interdit, selon les informations dont je dispose, c'est un journal appelé « Haaretz », qui est un journal Libéral et qui en réalité s'en est souvent pris à la Agence Juive pour sa trop grande partialité ? »

Des dispositions comme celles-là ne pouvaient que mettre le feu aux poudres et accroître le ressentiment des masses juives en Palestine à l'encontre des autorités militaires.

Et les autorités militaires utilisent les attentats terroristes pour attiser l'hostilité des soldats envers les Juifs. Dans la lutte contre les Arabes en 1936-39, quand ces derniers revendiquaient leur indépendance, les autorités militaires se sont posées en défenseurs des Juifs et elles ont dressé les soldats contre les Arabes. En réalité, les soldats sont utilisés pour faire la sale besogne de l'impérialisme britannique en Palestine et au Moyen Orient. Ce n'est pas dans l'intérêt des ouvriers sous l'uniforme ni celui des peuples indigènes sous domination britannique.

La presse capitaliste verse des larmes de crocodile sur la tension qui s'exerce sur les soldats britanniques. Mais pour quelles raisons les soldats sont-ils là-bas ? Pour « faire régner l'ordre », c'est-à-dire pour garder les intérêts stratégiques et économiques britanniques.

Le problème de l'immigration.

La lutte a pour objet la question de l'immigration de 100 000 victimes des Nazis, qui vivent encore dans des camps, les camps de concentration dans lesquels les Nazis les avaient jetés. Mais toute la futilité du sionisme se voit dans l'impasse tragique dans laquelle les Juifs de Palestine se retrouvent à l'heure actuelle. **Même si l'on accueillait 100 000 Juifs, cela ne réglerait pas le problème.** Mais cela soulèverait inévitablement le violent antagonisme des Arabes en Palestine et dans tout le Moyen Orient.

L'antisémitisme serait simplement transféré de l'Europe vers les pays arabes. Et seul un faible pourcentage pourrait jouir ainsi d'un répit encore passager.

Les impérialistes ferment soigneusement leur porte mais ils veulent à tout prix décider à la place des Arabes.

L'immigration de 100 000 Juifs en Palestine, un pays de la taille du Pays de Galles et presque aussi peuplé, si on la rapporte à la proportion de la population cela voudrait dire une immigration de 8 000 000 de personnes en Amérique ou de 3 000 000 en Grande-Bretagne. Il est clair qu'une immigration de cette importance ne devrait se faire que si le peuple arabe accepte et donne librement son consentement. Et cela ne produira jamais dès lors que les Arabes ont le sentiment que les Juifs sont utilisés par l'impérialisme britannique pour diviser la Palestine, opérer la partition et pour maintenir une force armée, qui sur le long terme, sera utilisée contre les Arabes s'ils se battent contre

l'impérialisme britannique pour la libération nationale. Les socialistes britanniques, et en particulier les jeunes socialistes juifs, qui sont confrontés au terrible dilemme des millions de Juifs en Europe – qui souffrent toujours de l'horreur des camps de concentration – et qui espèrent voir donner un foyer aux Juifs un foyer et qu'on leur apporte de l'aide, ne peuvent pas exiger qu'on fasse entrer les Juifs en Palestine alors que les Arabes sont eux-mêmes asservis. Ce n'est que d'un peuple libre que l'on peut exiger le respect du droit d'asile.

Une échappatoire lamentable.

Pour la plus grande partie du mouvement ouvrier et en particulier pour les Juifs « de gauche », la revendication de l'immigration en Palestine est, en règle générale, une échappatoire lamentable par rapport au vrai problème : ouvrir les frontières de la Grande-Bretagne et permettre aux réfugiés d'entrer librement.

La Palestine, c'est très loin et de toute façon elle est peuplée de gens arriérés, il est peu probable qu'on en fasse toute une histoire ici. C'est comme ça que ces gens-là raisonnent. Ils ont peur qu'en menant une vraie campagne pour ouvrir les frontières de la Grande-Bretagne cela va soulever un sentiment antisémite dans le peuple. Et ils préfèrent esquiver la question. C'est la vraie raison pour laquelle ils revendiquent que l'on ouvre les frontières de la Palestine.

La sainte horreur avec laquelle les puissances Alliées

ont considéré l'extermination des Juifs se révèle totalement hypocrite. Si Staline avait représenté les intérêts véritables du socialisme, il aurait affirmé la volonté de l'URSS d'accueillir les réfugiés désirant trouver un abri en Russie, puisqu'il y a une grande pénurie de main d'œuvre. Mais les frontières de l'URSS restent hermétiquement fermées. De même la Grande-Bretagne et l'Amérique, malgré leurs énormes richesses et leurs ressources, ne sont pas préparées à donner le droit démocratique d'asile à ceux qui le demandent. Ces pays proposent, au contraire, le palliatif de la Palestine. Et en même temps, on ne propose pas de mener un programme systématique de réhabilitation, autant matériel que psychologique, des Juifs déportés qui les aiderait à s'intégrer dans leur propre pays d'origine.

La classe ouvrière doit revendiquer que le gouvernement travailliste qui déclare représenter le socialisme donne un exemple au monde.

Le droit démocratique d'asile doit être garanti en Grande-Bretagne et dans les Dominions. Droits égaux pour tous en Europe, sans distinction de race ou de croyance.

Ouvrez les frontières !

Mais le problème de la Palestine demeure. On utilise les Juifs comme instrument de l'impérialisme anglo-américain au Moyen Orient. Un coup la Grande-Bretagne « soutient » les Arabes ; un autre coup les Juifs et elle fait la politique de la balançoire.

Une telle politique se fait contre les intérêts des Arabes aussi bien que des Juifs qui sont dressés les uns contre les autres par l'impérialisme britannique.

Les Arabes s'opposent à l'immigration parce qu'à travers cette immigration, dans beaucoup de régions, on les a chassés de leur terre pour faire place aux colons juifs, comme

c'est arrivé avec la colonisation dans de nombreux pays dans le passé. Ainsi le résultat de l'immigration limitée que l'impérialisme britannique a autorisée a été de faire dévier la lutte anti-impérialiste de masses arabes et de la mettre dans des filières antisémites.

Les travailleurs britanniques doivent revendiquer le retrait

des troupes de Palestine. La Palestine doit obtenir son indépendance. Les ouvriers Juifs et Arabes peuvent coopérer comme la récente grève l'a montré. La Palestine doit être intégrée au reste des pays arabes dans lesquels les Juifs comme minorité doivent avoir l'intégralité et l'égalité des droits.

Retrait des troupes ! Pas de plan de partition !
Pour une Palestine indépendante ! Ouvrez les frontières de tous les pays
pour les Juifs opprimés !
Pour l'égalité des droits dans tous les pays pour toutes les races, toutes les
couleurs et toutes les croyances !

S.Munir

Palestine :

GRÈVE DES OUVRIERS JUIFS ET ARABES

Ces derniers mois, des ouvriers juifs et arabes ont fait d'importantes grèves en Palestine. Une des plus remarquables est celle qui s'est déroulée dans les raffineries de pétrole à Haïfa au début de cette année ainsi que la journée de grève générale de protestation du 20 mai 1947 faite par 40 000 ouvriers juifs et arabes des camps militaires.

Il est assez naturel que la presse capitaliste qui prétend que l'impérialisme britannique impose sa domination à la Palestine afin de maintenir la paix entre les différentes communautés n'ait pas dit un seul mot sur l'unité juifs-arabes lors de ces grèves.

Les autorités britanniques ont décidé de licencier des milliers d'ouvriers qui travaillaient dans les camps militaires. La décision de savoir qui allait être renvoyé avait été déléguée aux contremaitres juifs avec l'espoir que cela fournirait une bonne occasion de susciter un conflit entre les ouvriers juifs et arabes. Il se peut que les rumeurs laissant

entendre que c'était le seul motif des licenciements soient fondées. Cependant la provocation n'a pas eu le succès escompté. La direction bureaucratique des syndicats arabes a appelé les ouvriers à faire grève contre les contremaitres juifs. Cela s'est produit fin mars. Les ouvriers arabes ont, dans leur grande majorité, refusé la provocation et la grève a échoué.

Maintenant, c'est par des sionistes qu'est venue la provocation. Le 15 mai, le train qui amène les ouvriers vers les camps et qui n'a aucune fonction militaire a été bombardé par des terroristes sionistes. Les ouvriers ont répliqué par une journée de grève. Le même bureaucrate syndical arabe, **Sami Taha**, a de nouveau essayé de monter les ouvriers arabes contre les ouvriers juifs. Mais les ouvriers arabes l'ont hué. La provocation a atteint son point culminant quand la **Hagana** (l'organisation militaire sioniste officielle) s'est attaquée au village arabe de Fejja, tuant des Arabes sous le prétexte que

quelques bandits arabes soit venaient du village, soit y avaient trouvé refuge. Bien sûr les meurtres n'ont donné lieu à aucun jugement ni recherche de témoins.

Les ouvriers manifestent ensemble

Dans la lutte contre le géant pétrolier, Irak Petroleum Company, consortium franco-américano-britannique, dont le capital se monte à plus de 30 millions de livres et qui vient refuser une augmentation de 3 piastres (soit 0,029£ par jour) à des ouvriers qui ne mangent jamais à leur faim, les ouvriers juifs et arabes ont de nouveau montré qu'ils étaient solidaires. Malgré l'opposition des directions syndicales officielles des deux côtés, opposées à toute coopération entre les ouvriers, ils se sont rassemblés pour une grève avec occupation qui a duré plusieurs jours. **Lorsque le dirigeant du syndicat arabe a demandé aux ouvriers juifs qui assistaient à un meeting de partir, tous les ouvriers arabes sont partis avec eux et**

l'ont laissé tout seul. Un ouvrier arabe qui éprouvait des difficultés à se faire comprendre de ses collègues juifs leur a montré ce qu'il ressentait de la façon suivante : il est monté à la tribune avec deux bâtons et a montré qu'il ne pouvait pas les casser quand il les tenait ensemble mais que s'il les prenait séparément il pouvait les casser très facilement. Chaque bâton représentait l'ouvrier juif et l'ouvrier arabe et lui représentait l'impérialisme britannique. Les ouvriers ont ovationné sa démonstration.

Le caractère politique de la grève était expliqué dans un tract publié en Arabe et en

Hébreu par la Ligue Communiste Révolutionnaire, les trotskystes de Palestine. Ce tract contenait un avertissement disant qu'on pouvait s'attendre à des provocations de la part du gouvernement, des chefs féodaux arabes et de l'Histadruth (l'organisation sioniste dans le mouvement ouvrier). Ce tract mettait en avant la nécessité de prolonger la grève de protestation d'une journée jusqu'à satisfaction des revendications ouvrières ; de mettre en place immédiatement un contrôle ouvrier sur les licenciements et un organisme comprenant des délégués de tous les camps militaires pour consti-

tuer une structure permanente de représentation des ouvriers.

Les sionistes font le maximum pour prouver qu'il faut un État juif afin que la paix entre Juifs et Arabes soit impossible et donc qu'il n'y ait aucune possibilité qu'existe une Palestine indépendante avec une majorité arabe où les deux communautés vivront en paix. Les chefs féodaux arabes et leurs laquais ont également peur de toute manifestation de la solidarité ouvrière. Malgré ces provocations, la solidarité entre ouvriers juifs et arabes ne cesse de se manifester.

S. Munir est le pseudonyme de Gabriel Baer, militant trotskyste juif palestinien.

S. Munir, en particulier dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, a joué un rôle important dans l'élaboration des positions de la 4^{ème} Internationale au Moyen-Orient.

Les deux articles que nous publions dans ce cahier sur « le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine » (parus en novembre et décembre 1949) en témoignent.

Après la scission de la 4^{ème} Internationale en 1951-53, S. Munir abandonne toute activité militante. Il est depuis devenu l'un des principaux spécialistes de l'histoire des peuples arabes. Il a enseigné à l'Université de Tel-Aviv.

Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine

LES événements qui se sont déroulés au Moyen-Orient depuis que fut créé l'an dernier l'Etat d'Israël sont de nature à ébranler deux grandes illusions de la part du prolétariat international : 1) l'illusion que l'impérialisme a subi une défaite à la suite de la fondation d'un

nouvel Etat indépendant au cours d'une lutte antiimpérialiste ; 2) l'illusion que l'existence de l'Etat d'Israël exerce une influence progressive sur la classe ouvrière et sur le mouvement ouvrier des pays arabes du Moyen-Orient.

ROLE DE L'IMPERIALISME DANS L'ETABLISSEMENT DE L'ETAT D'ISRAEL

Il est important d'expliquer à chaque socialiste dans le monde que l'Etat d'Israël n'aurait jamais pu être fondé sans l'aide de l'impérialisme anglo-américain. La délégation des Etats-Unis à l'O. N. U. a influencé et corrompu un certain nombre de délégations de petits Etats, tels Haïti, les Philippines et autres ; le gouvernement américain a permis le ravitaillement d'Israël en argent et en équipement, notamment le paiement en dollars des armes achetées en Tchécoslovaquie ; il a reconnu le nouvel Etat quelques heures après sa création. Quant à l'armée britannique, elle a permis que la route vers Jérusalem soit ouverte par la conquête et l'évacuation des villages arabes le long de cette route (le 2 mars 1948, les troupes britanniques se sont jointes à la Hagana — l'armée juive clandestine — pour faire sauter un blockhaus arabe à Bal al Wad ; au début d'avril, elles ne sont pas intervenues quand les actions militaires se déclenchèrent le long de la route ; le 6 avril, les Britanniques amenèrent eux-mêmes des trains de ravitaillement dans la ville etc...) ; elle est allée à la rescousse des colonies juives de Dan et de Kfar Szold en Haute-Galilée le 9 janvier. Si tous ces événements ne s'étaient pas produits et, surtout, si le premier armistice imposé par l'O. N. U. en juin 1948 n'avait pas sauvé la partie juive de Jérusalem de la famine et de l'effondrement militaire, l'Etat d'Israël n'aurait pas pu exister.

L'impérialisme anglo-américain avait pour but de créer un facteur qui jouerait dans tout le Moyen-

Orient le même rôle que celui joué par le sionisme depuis trente ans en Palestine: le rôle d'un abcès de fixation où se concentre la haine chauvine, pour que les aspirations révolutionnaires des masses arabes du Moyen-Orient soient déviées des voies anti-impérialistes dans les voies raciales et religieuses. Comme les rapports de force (ou plutôt les rapports d'impuissance) entre Arabes et Juifs ont été modifiés par le développement au cours de l'année écoulée, et comme il fallait arrêter la montée du mouvement ouvrier dans tout le Moyen-Orient, la création d'un nouvel équilibre entre un Etat juif et les Etats arabes qui l'entourent était opportune.

Ces considérations seules expliquent la politique hésitante du gouvernement américain. Le 9 novembre 1947, l'Assemblée générale de l'O. N. U. vota une résolution en faveur du partage de la Palestine et de la création d'un Etat juif. Le signal était donné. Le lendemain, la lutte armée éclata en Palestine entre Juifs et Arabes. Mais il semble qu'à cette étape initiale, le plan ne fut point réalisé comme prévu dans la plupart des pays arabes. Des démonstrations y eurent lieu, dirigées principalement contre les sociétés et les établissements étrangers (et également contre l'U. R. S. S. qui avait voté en faveur du partage ; les bureaux du P. C. à Damas furent détruits). C'est seulement la présence d'une domination britannique directe qui réussit, par endroits, à diriger les émeutes contre la minorité juive : dans la

colonie britannique d'Aden, des manifestants protestant contre le partage de la Palestine tuèrent 75 Juifs et en blessèrent un grand nombre.

La lutte armée entre Juifs et Arabes au début de 1948 démontra clairement qu'à l'échelle palestinienne, les Juifs possédaient une supériorité militaire, non seulement en raison de la structure féodale de la société arabe en général, mais également parce que la direction réactionnaire arabe avait délibérément empêché la croissance de tout mouvement de masse pareil à celui de 1936-39, par peur de la classe ouvrière qui s'était constituée au cours de la seconde guerre mondiale. La question décisive qui se posa alors était de savoir si les gouvernements arabes des pays voisins interviendraient ou non. Le 12 janvier 1948, des sources diplomatiques britanniques à Londres confirmèrent des rapports selon lesquels la Grande-Bretagne ravitaillait l'Égypte, l'Irak et la Transjordanie en armes, « en exécution de ses engagements d'assistance ». Néanmoins, le désir et la capacité d'invasion de la Palestine de la part de ces gouvernements restèrent douteux. Ils avaient besoin d'un nouvel encouragement. Celui-ci se produisit en mars 1948, sous la forme d'une déclaration américaine abandonnant le plan de partage et se prononçant en faveur de la mise en tutelle de la Palestine. Cette déclaration, ainsi que l'incapacité notoire de l'appareil de l'O. N. U. à imposer ses propres décisions amenèrent les gouvernements des classes dominantes du Moyen-Orient à agir pour devenir les seuls agents

de l'impérialisme anglo-américain au Moyen-Orient, sans partager cette agence impérialiste avec la direction sioniste. Mais quand, au cours de l'invasion, la Légion Arabe de Transjordanie au lendemain du 15 mai, menaçait de saisir la partie juive de Jérusalem, et quand l'armée égyptienne arriva près des colonies méridionales juives, aux portes de Tel-Aviv, l'impérialisme imposa le premier armistice afin de donner aux Juifs un délai suffisant pour organiser leur armée, importer des armes et ravitailler Jérusalem. Cet armistice n'avait nullement pour but de donner aux Juifs la possibilité d'une victoire militaire décisive mais la création d'un équilibre des forces favorable aux manœuvres impérialistes. C'est pourquoi des officiers britanniques continuèrent à acheter des armes dans plusieurs pays de l'Europe occidentale. En fonction des nécessités du maintien d'un équilibre des forces, d'autres armistices furent imposés, dont le dernier en date est celui au moment où les forces israéliennes entrèrent en territoire égyptien et menacèrent d'annihiler toutes les forces égyptiennes en Palestine, ce qui aurait produit des répercussions sociales sérieuses en Égypte. Entre temps, la question des réfugiés arabes était créée. Jointe aux querelles relatives au tracé des frontières, elle maintint suffisamment de tension entre l'État d'Israël et les pays arabes, pour que la diplomatie américaine puisse pour le moment « pacifier » le Moyen-Orient en imposant les « armistices permanents » conclus dans l'île de Rhodes.

NOUVELLE PHASE D'IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE

Cependant, la création de l'État d'Israël en tant qu'abcès de fixation de l'indignation des masses arabes du Moyen-Orient, qui sont ainsi détournées d'objectifs antiimpérialistes, n'a pas été le seul avantage que l'impérialisme anglo-américain a obtenu à la suite de la guerre palestinienne et de l'établissement du nouvel équilibre des forces. Un sous-produit important des événements de l'an passé a été l'épuisement en ressources et en réserves de presque tous les gouvernements du Moyen-Orient. Pendant la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie arabe dans tout le Moyen-Orient et spécialement en Égypte s'était considérablement renforcée et avait accumulé des ri-

chesses, provenant de la prospérité engendrée par la guerre ; sa capacité de pression sur l'impérialisme britannique se trouvait ainsi renforcée. L'accord sterling que la Grande-Bretagne conclut avec l'Égypte avait dû être « très généreux » de la part des Britanniques (comme *The Economist* s'exprima à ce sujet). L'Égypte put se permettre le luxe d'abandonner la zone sterling, et la Syrie la zone franc. Des tendances économiques générales, et les nouvelles importations faisant concurrence aux produits des nouvelles industries locales furent un élément décisif pour mettre fin au boom créé par la guerre mondiale ; mais la guerre palestinienne joua un rôle important pour

déséquilibrer les finances gouvernementales et dilapider les ressources nationales.

Les fonds de réserve du gouvernement égyptien s'élevaient à la fin de l'année fiscale 1946-47 à quelque 70 millions de livres égyptiennes. Des milieux financiers estiment les dépenses de la guerre palestinienne, payées par le fonds de réserve, à quelque 30 millions de livres. En outre, 8 millions de livres de dépenses militaires extraordinaires furent votés par le Parlement égyptien en avril 1949. Si l'on y joint les dépenses du soi-disant « plan quinquennal », soit 10 millions de livres par année, le fonds de réserve se trouve diminué des 6/7, c'est-à-dire qu'il est réduit à 10 millions de livres.

On n'a pas publié de chiffres concernant les dépenses de l'Irak pendant la guerre palestinienne, mais le déficit du budget pour 1948-49 se monte, par suite de celle-ci, à 15 millions de dinars iraqi (livres sterling), alors que tout le budget ne s'élève pas à plus de 25 millions dont 10 de dépenses militaires ordinaires. La guerre provoqua en Irak une crise financière qui « menace le pays de chaos économique », comme le déclare l'*Arab News Agency*. Les réserves de la Syrie étaient déjà épuisées avant 1949. Pour l'année fiscale 1949-50, le budget syrien s'éleva à 129 millions de livres syriennes (environ 14,3 millions de livres sterling). Les dépenses militaires y étaient fixées à 39,1 millions, sans compter 15 millions pour la sécurité militaire. Après le coup d'Etat du nouveau dictateur (1), le budget militaire fut élevé à la somme fantastique de 70 millions de livres soit plus de la moitié du budget total et 65 % du budget total si l'on y inclut les dépenses pour la sécurité intérieure. Le Liban lui aussi, augmenta ses dépenses militaires de façon considérable. Mais la guerre lui imposa comme poids le plus important les frais d'entretien des réfugiés arabes de Palestine, qui absorbèrent plus de la moitié du budget libanais. Les chiffres officiels relatifs au coût de la Légion Arabe transjordanienne s'élèvent à 3,5 millions de livres sterling. On dit que ces frais seront couverts par les excédents des budgets des années à venir, ce qui paraît raisonnable, puisque l'ensemble du budget de la Trans-

jordanie, pays fort pauvre, s'élève pour cette année à 2 430 000 livres sterling !

Il va sans dire que les gouvernements arabes des pays du Moyen-Orient firent tout leur possible pour placer ces formidables dépenses sur le dos des masses qu'ils oppriment. Des impôts spéciaux sur la consommation d'une série de produits de première nécessité furent introduits dans plusieurs des pays mentionnés ci-dessus. Mais cela ne suffisait pas pour permettre aux féodaux et aux bourgeois arabes de « liquider » les résultats de leur aventure politique en Palestine ou pour guérir leurs pays respectifs des maux financiers aggravés par suite de la guerre. C'est pourquoi une nouvelle vague de prêts et d'investissements étrangers — principalement américains — a déferlé sur le Moyen-Orient, rappelant le bon vieux temps de l'expansion impérialiste dans cette partie du monde. Une mission spéciale de la part de la Banque Internationale a visité le Moyen-Orient afin de chercher des possibilités d'investissements de capital américain dans cette partie du monde. D'après les sources américaines, celle-ci est devenue avec l'Afrique, le principal marché des investissements américains.

La première place sur la liste de l'expansion impérialiste est occupée par le pétrole. La situation qui a résulté en Syrie de la guerre palestinienne a finalement convaincu les classes dominantes de ce pays qu'elles ne pouvaient subsister sans les redevances des compagnies pétrolières. Après des mois d'opposition sous forme d'obstruction parlementaire et de manifestations populaires, le nouvel accord avec la Trans Arabian Pipeline Co fut finalement ratifié en mai 1949. En outre, de nouvelles concessions pétrolières furent offertes aux compagnies américaines, tandis que des compagnies britanniques examinèrent les possibilités d'investissements dans le port de Lattaqia et les projets d'utilisation des eaux de l'Euphrate. D'autres compagnies américaines sont fiévreusement occupées à exploiter les ressources pétrolières égyptiennes sur les deux rives du golfe de Suez tandis que le capital américain ne néglige pas non plus, en même temps, les possibilités de l'industrie sidérurgique près d'Assouan et les plans de développement du Nil.

Cependant, en plus du pétrole, les

(1) Il s'agit du coup d'Etat du colonel Zaïm, depuis lors renversé à son tour. (Note du trad.)

principaux investissements d'aujourd'hui sont les prêts aux gouvernements, déguisés sous la forme d'une aide de la part de la Banque Internationale ou de la Import-Export Bank des Etats-Unis. Selon diverses sources, l'Irak aurait demandé un prêt de 48 millions de dollars ou même de 100 millions de dollars à l'International Bank. En même temps, le gouvernement de l'Irak négocie avec la Grande-Bretagne un prêt de 15 à 20 millions de livres sterling. Selon les rapports du journal égyptien *al Misri*, l'Egypte a demandé un prêt de 15 millions de livres sterling à la Banque Internationale. Israël, dont l'économie a été épuisée par la guerre et la nouvelle immigration de masse, à un degré au moins égal à celui des pays arabes, vient déjà de recevoir un prêt de 100 millions de dollars des Etats-Unis. Ainsi, la guerre palestinienne a créé l'atmosphère nécessaire pour faciliter sur place cette nouvelle vague d'impérialisme économique.

La bourgeoisie des pays arabes a en même temps perdu la plupart des gains réalisés au cours de la seconde guerre mondiale. La grande accumulation de capital provenant des dépenses militaires des Alliés durant la guerre ; l'absence de concurrence de la part de marchandises étrangères ; le déclin général de l'impérialisme britannique avaient considérablement renforcé les positions de la bourgeoisie arabe, surtout de la bourgeoisie égyptienne, dans ses rapports avec l'impérialisme et les capitaux de la Grande-Bretagne. Ce processus s'était manifesté par exemple dans la promulgation de la loi égyptienne sur les sociétés (Egyptian Company Law) qui entra en vigueur le 4 novembre 1947. D'après cette loi, au moins 40 % des directeurs de toute société par actions établie en Egypte doivent être des Egyptiens ; le nombre des employés égyptiens ne doit pas être inférieur à 75 % du personnel et leurs revenus pas infé-

rieurs à 65 % des salaires payés ; le nombre total des ouvriers égyptiens ne doit pas être inférieur à 90 % et leur rémunération pas inférieure à 80 % de la rémunération payée. Trois ans étaient laissés aux firmes pour amener le pourcentage de leurs employés et ouvriers égyptiens au niveau exigé. En plus, au moins 51 % des actions de toute nouvelle société par actions et de toute augmentation de capital devront être réservés à des Egyptiens. Mais la première épreuve de force après la guerre palestinienne montra l'incapacité de la bourgeoisie égyptienne à appliquer effectivement cette loi. Quand la Compagnie du Canal de Suez mit le gouvernement au défi d'appliquer la loi, un accord spécial fut signé entre cette compagnie et le gouvernement égyptien le 7 mars 1949, suivant lequel l'Egypte ne recevra que 5 au lieu des 11 nouveaux postes dans le Conseil d'Administration (composé de 32 administrateurs parmi lesquels il n'y avait jusqu'à maintenant que deux Egyptiens), et non pas au cours de 3 mois de 15 ans ! Le renforcement des éléments égyptiens chez les employés est mentionné en termes généraux, mais on ne donne de pourcentages fixes que pour les employés nouvellement recrutés, et ce sans indiquer un quelconque délai. L'accord ne comporte aucune clause concernant la part égyptienne dans d'éventuelles nouvelles émissions d'actions. D'autre part, M. Tuck, jadis ambassadeur des Etats-Unis en Egypte, est devenu l'an dernier membre du Conseil d'Administration de la Compagnie du Canal de Suez. Ainsi, la domination par le capital étranger des sociétés par actions égyptiennes et du Moyen-Orient en général, a été énormément renforcée au cours de l'année écoulée, et la bourgeoisie locale n'a pas été capable de faire un seul pas sérieux dans la création de la base nécessaire à une économie nationale indépendante.

LA GUERRE EN PALESTINE, CAPITAL POLITIQUE POUR L'IMPERIALISME

Tout en facilitant la nouvelle vague de pénétration économique, la guerre en Palestine a servi les puissances impérialistes également en tant que moyen de renforcement de leurs positions politiques dans le Moyen-Orient arabe. Le courant général de chauvinisme provoqué par la guerre dans tout le Moyen-Orient

a été très utile pour détourner les sentiments anti-impérialistes des masses arabes contre les minorités juives et autres de ces pays. Pendaisons de Juifs en Irak et sentences de mort prononcées contre ceux qui s'évadaient du pays ; persécution des communautés juives de Damas et d'Alep en Syrie ; emprisonnement

de beaucoup de Juifs égyptiens dans des camps de concentration et confiscation de leur propriété, tout cela créa l'atmosphère dont l'impérialisme avait besoin pour réaliser ses plans. Alors qu'en septembre 1947, l'échec subi par l'Égypte au Conseil de Sécurité de l'O. N. U. avait provoqué de grandes manifestations de masse, auxquelles participèrent entre autres les ouvriers et les employés des arsenaux de l'Armée égyptienne, il n'y eut pas en octobre 1948, de réaction à la déclaration britannique selon laquelle « vu la situation internationale », la Grande-Bretagne n'était pas prête à retirer ses troupes d'Égypte, conformément aux promesses faites antérieurement. Au contraire, la clique féodale au pouvoir en Égypte a pu se maintenir par une dictature militaire au cours de toute cette période sans même essayer d'obtenir un soutien populaire par des promesses d'amélioration du sort des masses ou par des proclamations relatives à la « libération de l'Égypte de la domination impérialiste » — promesses faites par le parti Wafdiste qui représente plutôt la bourgeoisie — parce que l'attention des masses se trouvait constamment détournée vers des attaques terroristes contre les minorités non-égyptiennes. Dans ces conditions, le gouvernement a même pu parler de reprendre en considération le pacte Bevin-Sidqi qui, en 1946, n'avait pu être ratifié par l'Égypte devant la menace directe d'une révolution..

Mais c'est plus au sud que l'impérialisme britannique a frappé son coup principal. Sous le couvert de la guerre palestinienne, la Grande-Bretagne réalisa à une vitesse accélérée la séparation définitive du Soudan de l'Égypte et y installa une soi-disant « Assemblée Législative » composée essentiellement de chefs de tribu pro-britanniques nommés par le gouverneur britannique, Assemblée ne disposant d'ailleurs d'aucun pouvoir réel si ce n'est de se prononcer, après coup, d'accord avec toutes les décisions prises par le Gouverneur. L'Assemblée n'a même pas le droit de proposer des changements au budget annuel. L'Égypte ne fit rien quand des « élections » pour cette Assemblée furent organisées le 15 novembre 1948, ou quand l'Assemblée se réunit au début de 1949. Il n'y eut qu'une déclaration de désaccord de la part du gouvernement égyptien. Entre temps, effrayée par la possibilité d'une collaboration en-

tre le mouvement national et ouvrier anti-impérialiste au Soudan, qui se renforça énormément pendant les derniers mois, et le mouvement anti-impérialiste des travailleurs égyptiens, la bourgeoisie égyptienne s'efforça d'arriver à un accord avec la Grande-Bretagne en vue d'obtenir sa part dans l'exploitation du Soudan.

Un développement similaire eut également lieu au cours de l'année dernière en Irak. Il y a seulement 18 mois, en janvier 1948, de grandes manifestations de masses d'étudiants et de travailleurs se produisirent lors de la conclusion du traité de Portsmouth entre Bevin et le Premier Ministre irakien pro-britannique Saleh Jabr. Ce traité confirmait le droit de la Grande-Bretagne d'utiliser l'Irak comme base militaire pour protéger ses intérêts dans le Moyen-Orient. Au bout d'une semaine de manifestations, le régent fut forcé de dénoncer le traité, et une seconde semaine de violentes manifestations de masses aboutit à la démission de Saleh Jabr qui se réfugia à l'étranger. De nouvelles manifestations éclatèrent en mars 1948 contre la conclusion du Traité d'Alliance entre la Grande-Bretagne et la Transjordanie. Mais une année de guerre en Palestine a suffi pour permettre à l'impérialisme britannique de regagner toutes ses positions dominantes dans la politique irakienne. A partir d'octobre 1948, les politiciens pro-britanniques de l'Irak pénétrèrent à nouveau l'un après l'autre, dans les ministères, à commencer par Shaker al-Wadi (qui signa le Traité de Portsmouth en tant que ministre de la Défense Nationale). De nouvelles manifestations furent alors violemment réprimées. Ces événements culminèrent le 6 janvier 1949 avec la nomination de Nuri Pasha Said, l'agent par excellence de l'impérialisme britannique dans le Moyen-Orient, comme Premier Ministre de l'Irak.

Le cours des événements en Égypte et en Irak au cours de l'an dernier a démontré clairement le point auquel les classes dominantes féodales et bourgeoises du Moyen-Orient arabe sont devenues dépendantes de l'aide et du soutien impérialistes. La guerre palestinienne fut pour ces classes une preuve suffisante de la nécessité d'une alliance avec l'impérialisme. Les événements ont démontré en outre que ces classes non seulement sont devenues incapables de mener une lutte quelconque contre l'impérialisme pour l'indépendance-

de leur nation, mais encore qu'elles sont tout à fait incapables de faire ne fût-ce qu'un premier pas sur la voie de la suppression des tendances féodales particularistes qui dominent le Moyen-Orient. La Ligue Arabe, créée par l'impérialisme britannique essentiellement dans le but de coordonner et de concentrer l'attention des masses du Moyen-Orient sur le problème de la Palestine, n'a même pas été capable de coordonner les actions militaires au cours de la guerre palestinienne. A la fin des opérations militaires, chacun des fronts des pays arabes s'effondra séparément, et une profonde division se fit jour entre le bloc égyptien et le bloc hachémite (1). De plus, au cours des derniers dix-huit mois, une séparation complète entre la Syrie et le Liban fut accomplie, les frontières furent fermées et les barrières douanières érigées, le Liban restant dans la zone franc et la Syrie abandonnant celle-ci (Il faut se rappeler que, même au temps de la domination française, qui favorisa la séparation

ainsi que des querelles constantes entre ces pays, leur unité économique avait toujours été maintenue). Ajoutons-y la création du nouvel Etat-nain d'Israël pour compléter l'image de la balkanisation du Moyen-Orient. L'impérialisme a réussi à ériger de nouvelles frontières, afin d'empêcher le contact entre le mouvement ouvrier des différents pays du Moyen-Orient arabe d'une part, et afin de constituer des « blocs » séparés conformément à ses propres intérêts, d'autre part.

(A suivre)

Mai 1949.

(La seconde partie de cet article, qui paraîtra dans notre prochain numéro, étudie la situation du mouvement ouvrier dans le Moyen-Orient depuis 1948, et les problèmes nouveaux qui lui sont posés par la constitution de l'Etat d'Israël.)

(1) La famille des Hachémites est la dynastie royale de Transjordanie poursuivant comme but la constitution de la Grande Syrie. (Note du trad.)

Article paru dans la revue *Quatrième Internationale*

N° 8-11 - oct. - nov. 1949

Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine

REGUL DU MOUVEMENT OUVRIER

Il serait vain de nier que la période comprise entre mai 1948 et mai 1949 a été une période de stagnation du mouvement ouvrier dans l'Orient arabe, sauf peut-être pour quelques pays à la périphérie des Etats arabes, comme le Soudan (où sont nés quelques syndicats puissants qui ont pris part à la lutte politique du mouvement anti-impérialiste soudanais) ou Chypre (qui avait peu de liens avec les pays arabes et moins encore avec la guerre palestinienne). Cette stagnation était évidemment naturelle en présence de la création d'Israël, de la guerre et de l'atmosphère chauvine due à celle-ci. Cependant la classe ouvrière arabe au Moyen-Orient n'a pas été vaincue dans une lutte décisive, et par conséquent elle est capable de tirer les leçons des événements de l'an dernier.

Mais des changements comparables à une grande défaite de la classe ouvrière se sont produits dans un endroit du Moyen-Orient, en Palestine même. La fuite massive des Arabes de Haïfa, centre de la classe ouvrière palestinienne (raffineries de pétrole, ateliers de chemins de fer...), de Jaffa et du reste de la plaine côtière entraîne l'annihilation complète de la classe ouvrière arabe de Palestine (ainsi que, soit dit en passant, l'annihilation de tout le développement capitaliste progressif de parties de la société arabe de Palestine). La coopération des ouvriers arabes et juifs à Haïfa dans les grandes grèves d'ouvriers et d'employés d'Etat au printemps de 1946 ou dans la grève des raffineries de pétrole au début de 1947 avait une importance dépassant le cadre local. La barrière entre ouvriers arabes et juifs qui avait été construite par l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe et qui avait été rompue à diverses reprises — par exemple au cours des grèves mentionnées ci-dessus — a maintenant été renforcée par des frontières politiques entre Etats belligérants ou du moins rivaux, éliminant un contact physique entre ouvriers arabes et juifs.

Dans les autres pays du Moyen-Orient, la guerre de Palestine a laissé des traces. En Egypte le mouvement ouvrier n'est jamais revenu au point culminant de février 1946 lorsque, pendant quelques jours, le Comité des Ouvriers et des Etudiants était maître des rues du Caire et d'Alexandrie. Cepen-

tant il allait y avoir encore de nouvelles grandes luttes, des grèves. En septembre 1947, par exemple, une grève éclata à l'usine de textile de Mehella-al-Kubra où sont employés environ 30.000 travailleurs. La grève aboutit à des conflits armés avec la police. Le 5 avril 1948, c'est la police elle-même qui se mit en grève pour revendiquer de meilleures conditions de travail. Dans la grève d'Alexandrie, des milliers de travailleurs abandonnèrent les usines et organisèrent une énorme démonstration qui fut accompagnée par les policiers en grève dont une partie était armée. Il fallut deux jours à l'armée égyptienne pour parvenir à rétablir l'ordre après que la loi martiale eut été proclamée. Il faut souligner que cette grève n'était que le point culminant de toute une série de grèves et de conflits dans les compagnies pétrolières, les usines de textile, les sucreries et les compagnies de transport (dont le Canal de Suez) qui éclatèrent en mars et en avril 1948.

Mais un mois plus tard, en mai 1948, commença l'invasion de la Palestine et l'état de siège fut proclamé. Une nouvelle offensive fut déclenchée contre toute activité indépendante des syndicats, des arrestations de travailleurs et d'intellectuels de gauche furent opérées. De vastes camps de concentration furent établis pour tous ceux qui étaient catalogués communistes, l'un de ces camps étant fixé à al-Tor, un lieu d'exil pour les criminels renommé pour sa mortalité élevée ! Ainsi la guerre palestinienne entraîna un ralentissement de l'activité ouvrière politique et syndicale en raison de la répression policière et de l'état de siège qui fut maintenu en mai 1949 pour toute une année après la cessation des hostilités. En outre, le gouvernement et les classes dirigeantes égyptiennes, qui ont toujours tenté de convaincre les masses égyptiennes que le communisme est un mouvement de minorités non-égyptiennes vivant en Egypte, s'efforcent maintenant de relier celui-ci à l'espionnage israélien et sioniste.

Cependant en Egypte, à la différence de certains autres pays, les efforts pour tourner l'attention des masses sur la guerre palestinienne et le danger sio-

(*) Voir le début de cette étude dans notre numéro d'octobre-novembre 1949.

niste ont échoué dans une grande mesure. Si heureux que ce soit pour les futures luttes de la classe ouvrière égyptienne, cela provenait en partie d'une certaine apathie de la part des travailleurs organisés en Egypte à l'égard du mouvement ouvrier des autres pays arabes par suite de l'incapacité des dirigeants syndicaux staliniens à coordonner l'organisation et les luttes des travailleurs organisés dans tout le Moyen-Orient.

La croisade contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier déferla sur la Syrie et l'Irak. Tous les syndicats qui n'étaient pas liés au gouvernement furent brutalement interdits et nombre de leurs dirigeants arrêtés. Deux semaines après la résolution de l'O. N. U. divisant la Palestine, le P. C. de Syrie était mis hors la loi. En Irak, une série de dirigeants et de membres de l'organisation stalinienne illégale fut exécutée. Même au Liban où les communistes disposaient d'une liberté plus grande, Mustafa al-Aris, l'un de leurs dirigeants et le représentant des syndicats du Moyen-Orient à la F. S. M., fut arrêté le 19 novembre 1948.

Mais tandis que l'activité de la classe ouvrière égyptienne ne connut qu'une certaine stagnation en raison de la répression policière, le mouvement ouvrier de Syrie et d'Irak a subi une défaite morale considérable. Une des principales raisons en fut l'appui que la bureaucratie soviétique donna à la partition de la Palestine par l'O. N. U. Les classes dirigeantes syriennes ont réussi à inciter ceux qui, le 1^{er} décembre 1947, manifestaient contre la partition à attaquer le siège stalinien à Damas. Les staliniens syriens et irakiens qui avaient toujours été d'ardents adversaires de la partition, la reliant à juste titre au plan

impérialiste d'asservissement du Moyen-Orient (soulignant le fait que la partition concordait avec le plan d'une Grande Syrie) du jour au lendemain cessèrent toute opposition en raison de la position des Russes et firent un de leurs fameux tournants à 180°. Quelques années auparavant, les staliniens avaient été occupés à former des comités communs avec des partis féodaux et chauvins en Irak, en Syrie et en Palestine pour combattre la partition et le sionisme. Les gouvernements réactionnaires de Syrie et d'Irak n'eurent donc pas de mal à identifier le communisme au sionisme aux yeux des masses, ce qui ajouta une défaite morale à la répression policière. Le stalinisme fut abandonné par plusieurs de ses principaux dirigeants en Syrie, au Liban, en Irak et dans les parties arabes de la Palestine, ceux-ci passant au camp de la réaction.

En outre, en Syrie et en Irak, les agents féodaux de l'impérialisme dans une certaine mesure parvinrent à infecter de leur poison chauvin les masses politiquement conscientes des villes. Par exemples les manifestations de Bagdad qui dénoncèrent la rentrée des politiciens probritanniques dans le cabinet irakien n'exprimèrent aucune opposition à l'aventure palestinienne de l'armée irakienne, au contraire elles demandèrent la poursuite de la guerre contre les Juifs. Ce courant chauvin fut fortifié par le fait que, contrairement à l'armée égyptienne, ni l'armée syrienne ni l'armée irakienne ne subirent de grandes défaites sur le champ de bataille palestinien. Aussi les mouvements ouvriers de Syrie et d'Irak pourront se montrer plus difficile et plus pénible à relever que celui d'Egypte.

FAILLITE TOTALE DE LA POLITIQUE STALINIENNE

Les événements des deux dernières années au Moyen-Orient, le sort des partis staliniens dans cette partie du monde, et le tournant politique de ces partis qui se produisit après que la Russie eut changé son attitude dans la politique du Moyen-Orient, ne font que prouver trop clairement la faillite totale du programme stalinien développé pendant plus d'une décade et demie dans les pays arabes. Conformément à leur politique mondiale, les staliniens se sont abstenus dans le Moyen-Orient de toute politique ouvrière indépendante, ils ont flatté les leaders nationalistes féodaux et bourgeois, ont tenté de former avec ceux-ci des « fronts populaires » et ont prêché « l'unité nationale ». On pourrait remplir un livre d'exemples de la manière dont les staliniens arabes ont omis le socialisme de leur programme, dont ils ont même renoncé à la revendication du partage des propriétés féodales, dont ils se sont opposés aux grèves dans les « établissements nationaux » et dont « l'unité nationale » est devenue leur but principal. Nous

nous limiterons à l'attitude des staliniens arabes envers les deux forces qui eurent le rôle principal dans l'Orient arabe dans la réalisation du plan impérialiste d'incitation à la guerre palestinienne : les dirigeants des Arabes de Palestine et la Ligue arabe.

Les staliniens arabes de Palestine avaient pour ligne politique fondamentale d'amener la direction féodale réactionnaire des Arabes de Palestine à une alliance « d'unité nationale » avec l'organisation stalinienne, la « Ligue pour la libération nationale ». En même temps les staliniens juifs conservaient leur propre organisation distincte, le « P. C. de Palestine », (avec la bannière bleue et blanche du sionisme) Lorsque le parti du Mufti, le soi-disant « parti arabe », reprit officiellement son activité après la guerre, le secrétaire de la « Ligue » stalinienne lui adressa le télégramme suivant : « **LA LIGUE POUR LA LIBERATION NATIONALE de Palestine vous envoie ses félicitations pour la décision de votre parti national de reprendre son activité et nous pensons**

que cette décision nous aidera tous à unir nos efforts pour servir notre chère patrie. » (al-Ittihad, n° 1).

Mais, nous ne pas être injuste à leur égard, nous devons rapporter que les staliniens ont soutenu d'autres gens que le plus réactionnaire représentant des intérêts féodaux en Palestine, le parti du Mufti. Quand Mussa-al-Alami — qui, plus tard, devint le dirigeant d'une opposition quelque peu urbaine au parti du Mufti — fut nommé représentant des Arabes palestiniens aux pourparlers pour la formation de la ligue arabe, l'organe stalinien écrivit : « Le peuple arabe en Palestine voit dans l'élection de Mussa al-Alami comme représentant à ces pourparlers un premier pas, et un grand pas dans la direction de l'unité nationale en Palestine. » (al-Ittihad, n° 1). Aujourd'hui al-Alami est le porte-parole de l'Angleterre et du roi Abdullah.

L'attitude stalinienne envers la Ligue arabe ne fut guère meilleure. Après sa formation, les staliniens égyptiens écrivirent dans leur journal *al-Fagr al-Gadid* (16 mai 1945) :

« La Ligue arabe... constitue un soutien de la tendance mondiale dominante de cette époque, la lutte contre l'impérialisme fasciste... La Ligue arabe ne restreint pas les droits nationaux souverains de ses membres. Elle garantit ces droits, les renforce et les défend contre toute violation. Bien plus, elle œuvre à la réalisation des droits nationaux des nations qui en sont membres et les remplit d'espoirs, de liberté et d'indépendance. Il n'y a pas de doute que la Ligue arabe réussira à atteindre ce but aussi longtemps que sa politique restera basée sur une liaison de la cause nationale arabe à la situation générale internationale et aussi longtemps qu'elle croira que l'histoire tend énergiquement au renforcement des libertés des peuples et de leurs droits nationaux... »

Avec cette politique, il n'y a pas de doute que les staliniens du Moyen-Orient contribuèrent à renforcer le prestige des leaders arabes chargés de réaliser le plan impérialiste de guerre raciale et d'écrasement de la classe ouvrière dans le Moyen-Orient.

Les staliniens arabes s'alignèrent immédiatement sur le changement de la politique étrangère russe. Un tract publié au début d'avril 1949 et signé des partis staliniens de plusieurs pays du Moyen-Orient déclarait : « La guerre palestinienne a prouvé de façon indis-

cutable que la Ligue arabe n'est qu'un instrument aux mains de l'impérialisme, un antre d'intrigues et de trahisons contre les peuples arabes. » Il semble que la Ligue arabe ait surtout trahi les illusions staliniennes. Mais le même tract parle encore d'« unité nationale » et de « front populaire », bien qu'on n'y ait pas encore désigné le nouveau partenaire destiné à trahir les nouvelles illusions.

Sur l'arène palestinienne le tournant fut même plus accusé. Les mêmes staliniens arabes qui avaient salué le parti du Mufti et Mussa al-Alami ont maintenant — dans l'Etat d'Israël — fusionné avec le parti stalinien juif et rejoint les staliniens juifs dans leurs louanges pour la création de cet Etat. Leur programme commun pour les élections au Parlement juif commençait par les mots : « De l'interdiction nous sommes passés à la liberté ! » Il ne manquait qu'une répudiation de leur politique antérieure. Mais on y obvia rapidement dans une brochure en arabe publiée en septembre 1948 sous le titre : « Pourquoi nous devons combattre pour un Etat arabe en Palestine » (conformément à la résolution des Nations Unies sur la partition).

« Nous-même partageons la responsabilité (de la catastrophe de la société arabe en Palestine) à cause de la faute commise dans notre politique d'unité nationale. Notre revendication d'une unité nationale totale, y compris la direction du mouvement national avec des éléments nationaux sincères, était en réalité une ouverture pour la trahison de cette direction. Notre devoir aurait dû être de démasquer le véritable caractère de celle-ci devant les masses, d'une manière explicite et courageuse afin de l'empêcher de diriger le peuple et de poursuivre ses abominables crimes. »

Combien juste, mais combien tard. Cependant l'ancien amour n'était terminé que pour en commencer un nouveau — dont on peut déjà discerner les signes. Quand l'armée d'Israël s'empara du village égyptien d'Abu-Ageila en décembre 1948, elle trouva un camp de concentration égyptien plein de staliniens arabes de Hebron, Gaza et autres lieux qui avaient été occupés par l'armée égyptienne. Bien qu'ils aient été internés pour leur opposition à la guerre, ils n'ont pas été libérés mais transférés immédiatement dans un camp de concentration israélien où ils sont restés internés jusqu'à ce jour.

ET MAINTENANT ?

Comme nous l'avons vu, la guerre palestinienne a fait un pas de plus dans la balkanisation du Moyen-Orient. L'impérialisme anglo-américain est parvenu à créer une situation dans laquelle il est capable de traiter séparément avec chaque Etat de la façon la plus commode pour la réalisation de ses plans économiques et politiques. La guerre a

fourni l'occasion de réprimer la classe ouvrière dans l'Orient arabe, et la politique stalinienne a eu sa part dans la démoralisation du mouvement ouvrier. La question est maintenant de savoir quelles sont les perspectives de la classe ouvrière du Moyen-Orient pour le proche avenir.

Comme tout processus historique, les

récents développements dans le Moyen-Orient ne manqueront pas d'avoir des effets dialectiquement opposés. Le rétablissement après la guerre des liaisons du Moyen-Orient avec l'Amérique et l'Europe a provoqué une grave crise dans les industries indigènes qui s'étaient développées pendant la guerre. La Syrie a souffert d'un chômage grave et l'industrie égyptienne, notamment le textile, menacée par l'absence de marché intérieur, ressent la nécessité d'exporter et de concurrencer les produits étrangers.

Toutefois les plus fortes concentrations ouvrières sur cette partie du globe ont toujours été effectuées par des capitaux étrangers. Les nouveaux investissements de capitaux étrangers, notamment de capitaux américains (pétrole, plans de développement, etc.) entraîneront de nouvelles grandes concentrations d'ouvriers et d'organisations ouvrières. En outre, ces investissements et ces plans s'effectuant sur l'échelle du Moyen-Orient, la classe ouvrière arabe sera confrontée par l'urgente nécessité de coordonner ses luttes des différents pays de l'Orient arabe. Il y a lieu de noter que la seule grève dans ces pays qui dépassa les frontières fixées par l'impérialisme, se produisit à l'Iraq Petroleum Co, qui opère sur tout le Moyen-Orient.

En même temps, les difficultés des pays du Moyen-Orient à s'approvisionner et à trouver des marchés feront connaître les souffrances extrêmes que les masses du Moyen-Orient subissent en raison des divisions introduites par l'impérialisme. Il va sans dire qu'en cas de nouvelle crise économique mondiale, ces souffrances se transformeront en une catastrophe pour les masses du Moyen-Orient.

Politiquement, la guerre palestinienne n'aura pas que les conséquences immédiates décrites ci-dessus. Il est bien vrai que le chauvinisme a été nourri, qu'un état de tension permanente a été créé, que le Moyen-Orient est plus divisé qu'il ne l'a jamais été. Mais la guerre palestinienne a aussi prouvé une chose, à savoir la dépendance totale de la bourgeoisie et des chefs féodaux du Moyen-Orient envers l'impérialisme, leur impuissance à diriger même la moindre lutte contre l'impérialisme et leur incapacité totale à surmonter le particularisme et l'esprit de clocher. Bien plus, la défaite militaire et la responsabilité de la création d'un demi-million de réfugiés arabes (responsabilité partagée bien entendu par l'impérialisme britannique et les massacres sionistes, comme à Beir Yassin, Lydda, Galilée et autres lieux) ont, dans une grande mesure, miné le prestige et l'influence politique de la direction féodale et bourgeoise arabe.

Mais cela ne signifie pas une radicalisation automatique des masses arabes. Tant qu'il n'y aura pas une direction communiste révolutionnaire capable de

diriger les désillusions des masses sur des voies de classe progressives, des fanatiques religieux ou des « héros » militaires les tourneront vers la haine raciale et des émeutes communalistes, en entraînant la petite bourgeoisie urbaine et le lumpenproletariat des énormes taudis du Caire, d'Alexandrie, d'Alep, de Beirouth et de Bagdad. Mais une chose est claire : la marge de manœuvres stalinienne dans les questions de « l'unité nationale » et du « front populaire » a considérablement été réduite.

La classe ouvrière du Moyen-Orient aujourd'hui a pour tâche première de revendiquer la légalisation des syndicats et des organisations ouvrières. Mais l'objectif principal vers lequel doivent tendre les groupes trotskystes du Moyen-Orient, c'est l'unification des travailleurs par-dessus les frontières impérialistes. Notre ancien mot d'ordre — un Congrès des syndicats de tout le Moyen-Orient — non seulement reste encore valable, mais a acquis plus d'importance dans la nouvelle situation.

Aujourd'hui, après l'expérience de la guerre palestinienne, les dirigeants staliens de quelques syndicats du Moyen-Orient auront plus de difficulté pour saboter cette unification, comme ils le firent dans le passé afin d'éviter de nuire à leurs rapports avec la classe ouvrière. (Interrogé pour savoir les raisons de son opposition à un Congrès des travailleurs du Moyen-Orient dans le cadre de la F. S. M., Mustafa al-Aris, représentant stalinien de la F. S. M., répondit un jour que, dans ce cas, il serait obligé d'inviter également l'Histadrut juif, ce qu'il désirait éviter.)

Un Congrès des travailleurs du Moyen-Orient serait le meilleur moyen pour éliminer l'esprit de clocher et le chauvinisme, et pour coordonner la lutte dans les différents pays. Basé sur une politique internationaliste, il pourrait faire appel aux ouvriers appartenant aux minorités nationales, y compris aux ouvriers juifs. Il pourrait devenir le noyau des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

La lutte des travailleurs du Moyen-Orient peut avoir à faire face prochainement à une répression sévère. Ni les classes dirigeantes locales dont la position est devenue très précaire, ni l'impérialisme pour lequel le Moyen-Orient a acquis une importance économique et stratégique essentielle ne peuvent se permettre une politique libérale à l'égard des travailleurs et du mouvement ouvrier. Seule l'action concertée et l'organisation commune des travailleurs d'Egypte, des deux parties de la Palestine, de la Syrie, du Liban et de l'Irak peuvent réussir à surmonter cette répression, à libérer les masses laborieuses des ouvriers et des pauvres-fellahs du joug étranger et indigène et à construire une société nouvelle.

Mai 1949.

Ahmad Sadeq Saad

L'article ci-dessous est un document rédigé par un militant communiste Egyptien d'origine juive, converti à l'Islam : Ahmad Sadeq Saad. Celui-ci, aujourd'hui disparu, a consacré sa vie au combat pour l'indépendance de l'Egypte, contre l'impérialisme britannique et contre l'exploitation.

Le 16 mai 1945, il participe avec Ahmad Rushdi Saleh et deux autres jeunes juifs égyptiens, Youssef Darwish et Raymond Douek, à la fondation du mouvement *Al-Fajr Al-Jadid* (*l'Aube nouvelle*) et du journal du même nom.

Le mouvement établit une collaboration étroite avec les syndicats ouvriers Egyptiens qui durera des décennies. Il comptera dans ses rangs des cadres syndicaux comme le secrétaire général de l'Union générale des ouvriers mécanisés du textile de Shubra Al-Kheima (banlieue nord du Caire) et du Caire, Mahmoud el-Askari, le président des syndicats, Taha Saad Othman, et l'ardent militant pour l'indépendance des syndicats, Mohammad Youssef el-Mudarrik. Le mouvement établit aussi des liens avec la Ligue de libération nationale palestinienne, un groupe qui quitta le Parti communiste de Palestine lui reprochant ses positions pro-sionistes.

Ahmad Sadeq Saad contribuera largement à l'élaboration de nombreuses questions abordées dans le journal *Al-Fajr Al-Jadid*, tant sur le développement économique du pays et la réforme agraire que sur les questions sociales intéressant la classe ouvrière égyptienne.

L'article publié ci-dessous, portant sur la classe ouvrière fait partie de cette élaboration.

La vague de répression de 1946 conduit à la dissolution de tous ces groupes. Le 11 juillet de la même année, Ahmad Sadeq Saad participe avec ses camarades à la création de *Lajnat al Ummal lil Tahrir al-Qawmi* (le comité ouvrier de libération nationale - WVNL) dont 47 % des membres sont des ouvriers.

En 1947, L'ONU décide le partage de la Palestine. Ahmad Sadeq Saad, toujours avec ses compagnons, rejoindra le groupe *Juifs contre le sionisme*. En 1953, il participe à la fondation du *Parti des ouvriers et paysans Egyptiens* (EWPP).

Le 8 janvier 1958 survient la fusion de plusieurs des groupes communistes d'Egypte dans le *Parti communiste Egyptien* (CPE)⁽¹⁾, mais le groupe stalinien, *Al Raya*, avec l'appui du Parti communiste français (PCF) et du Parti communiste italien (PCI), met comme condition préalable à l'unification que les cadres qui ont « des origines juives » soient exclus du comité central. Bien que convertis à l'Islam, Ahmed Sadeq Saad et ses deux camarades sont, bien sûr, les premiers visés. « *Cette condition d'Al-Raya, reconnaîtra l'un d'entre eux, est évidemment raciste et contredit tous les principes égalitaires que nous avons trouvés dans le marxisme. Mais nous avons cédé à la pression pour conserver l'unité.* »

⁽¹⁾ *Al-Haraka Al-Misriya lil Tahrir Al-Watani* (le Mouvement égyptien pour la libération nationale) d'Henri Curriel, *Tahrir Al-Shaab* (la Libération du peuple) dirigé par Marcel Israël et *Iskra*, dirigé par Hillel Schwartz.

LE MOUVEMENT OUVRIER EGYPTIEN 1936-1937

La période 1936-1937 est une période d'apogée pour la bourgeoisie libérale égyptienne : son parti de masses - le Wafd - forme le ministère; les négociations qu'elle mène avec la Grande-Bretagne aboutissent au Traité d'Amitié et d'Alliance de 1936 reconnaissant l'indépendance formelle de l'Egypte. Le Traité de Montreux en 1937 abolit les capitulations étrangères. Déjà en 1930, une réforme douanière commençait à protéger l'industrie naissante.

Mais cette période montre aussi les limites des capacités de cette bourgeoisie. Pendant les années 1930, la Banque Misr s'associe au Capital étranger dans d'importantes entreprises. Le Wafd ne réalise ni les réformes de structure nécessaires à la nouvelle étape ni les revendications ouvrières.

Ces revendications sont dues à la condition des travailleurs à l'époque : une structure coloniale retardataire garde de forts restes du précapitalisme dans l'activité économique. Les établissements sont à capital presque inexistant, à prédominance artisanale; les salaires sont bas, les heures de travail longues. La législation ouvrière existante se limite à quelques lois concernant le travail des mineurs et des femmes. En plus, la période de crise de 1930-1934 a laissé un reliquat de chômage, de salaires rabaissés encore plus et des problèmes particuliers à certaines couches d'ouvriers des grandes entreprises gouvernementales.

Les syndicats groupent une petite minorité de travailleurs; ce sont le plus souvent des syndicats locaux ou d'usines; des "Conseillers" - avocats et autres - y jouissent d'une influence considérable. L'activité de ces syndicats est coopérative et d'entraide à côté de la lutte revendicative.

Cependant, le souvenir des grandes luttes ouvrières de 1919-1924 pousse la bourgeoisie nationale et étrangère à imposer sa tutelle au mouvement syndical. Elle prend surtout la forme de deux Fédérations syndicales rivales, dont l'une est dirigée par le Wafd à travers le Conseil Suprême des Ouvriers et l'autre attachée à un prince, Abbâs Halim. Les deux centrales organisent des syndicats et prêtent une aide financière, légale, médicale et éducative à ceux qui leur sont rattachés et qui expriment leur fidélité à la direction en toutes occasions. Les deux organisent une large discussion sur les projets de lois préparés par le Bureau du Travail et le Conseil Consultatif du Travail, montrant une forte opposition à certains points contraires aux intérêts ouvriers de l'époque. Cependant, la différence entre les deux centrales consiste surtout

en ce que la première (dépendant du CSO) nie à la classe ouvrière le droit à former un Parti propre à elle et essaie avec force de calmer le mouvement ouvrier, alors que la seconde (dépendant d'Abbâs Halim) est à caractère ouvriériste et penche plus vers les luttes revendicatives.

Le Wafd ne réalise que peu de choses pour les ouvriers pendant qu'il exerce le pouvoir, principalement la loi sur les accidents du travail. Aussitôt que le Wafd est démis du ministère, les syndicats abandonnent le CSO qui disparaît quelque temps après. La Fédération d'Abbâs Halim dure plus longtemps, mais est divisée entre la tendance à former un Parti Ouvrier et celle de ne pas constituer un parti politique. Quelques-uns de ses dirigeants reprennent l'action d'organiser et renforcer le mouvement syndical et se dirigent ensuite vers la formation d'un courant indépendantiste.

Par ailleurs, la tutelle bourgeoise n'a pas de prise complète sur la classe ouvrière et elle n'a pu empêcher le mouvement revendicatif. Une partie des revendications concernait la législation ouvrière, réclamant des lois sur le Contrat du Travail, les horaires de travail, la reconnaissance des syndicats. Une autre partie touchait plus particulièrement les demandes d'augmentation de salaires, la réduction des heures de travail, les congés hebdomadaires et annuels payés. Entre janvier 1936 et décembre 1937, il y a eu 41 grèves, dont 5 avec occupation d'usines; dans les grèves des tramways d'Alexandrie et de la sucrerie de Hawamdiyya, il y a eu affrontements avec la police qui a tiré et fait plusieurs blessés.

Le mouvement ouvrier entraîne des masses hétérogènes ayant différentes origines et appartenances sociales. Le niveau de conscience n'est pas uniforme. Celle-ci varie entre un sentiment d'injustice envers les contremaîtres sans qu'il y ait hostilité envers l'employeur, et un esprit plutôt corporatiste où l'on demande au syndicat d'être une mutuelle d'entraide, à la compréhension de ce que les ouvriers forment une classe distincte que les capitalistes exploitent. D'où également diversité de rapports entre syndicats ou groupes non-syndiqués et "conseillers" ou dirigeants non-ouvriers. Entre les syndicats de la Fédération Wafiste et le CSO, il y a rapports de clientèle, les premiers appuyant le Wafd contre une aide (légale et autre) et des promesses de satisfaire leurs revendications. Entre le mouvement d'Abbâs Halim et le prince, il y a des rapports patriarcaux, où le chef a une position sociale plus élevée et tente de résoudre les problèmes de la masse en considérant qu'il est plus conscient qu'elle de ses intérêts.

1. Situation générale, politique et économique

La période sur laquelle nous concentrons notre attention est celle pendant laquelle était au pouvoir un ministère wafdiste présidé par Mustafa Al-Nahas Pacha. Cependant, elle est difficilement séparable du début des années 1930 et de la grande crise économique d'alors : du 19 juin 1930 au 21 septembre 1933, la Constitution égyptienne de 1923 est abolie et le pays est soumis à la dictature

d'Ismaïl Sidqi Pacha, puis d'Abdel-Fattah Yahia jusqu'au 4 novembre 1934.

Mais 1930 est aussi l'année au cours de laquelle un nouveau tarif douanier est imposé protégeant l'industrie égyptienne naissante. De plus, en 1931, l'Égypte suit la Grande-Bretagne en séparant sa monnaie de l'or, d'où baisse de la livre égyptienne. Et l'on voit se passer un phénomène contradictoire qui aura de l'influence sur les revendications ouvrières : les prix de gros baissent, reflétant la crise mondiale, alors que les prix de détail augmentent, causant la vie chère.

En 1935, de grandes manifestations - d'étudiants surtout - obtiennent le rétablissement de la Constitution par un Cabinet "neutre". En même temps, sur une initiative estudiantine également, les principaux partis égyptiens s'allient en un Front National, réclamant des négociations avec la Grande-Bretagne en vue de l'indépendance. Londres en accepte le principe d'autant plus que l'invasion italienne de l'Éthiopie fait prévoir un conflit international où il serait plus sage pour les Anglais d'avoir la tranquillité en Égypte.

En mai 1936, des élections libres donnent au Wafd une large majorité; un ministère wafdiste, dirigé par Al-Nahas, est formé. En août, le Traité d'alliance avec la Grande-Bretagne donne à l'Égypte l'indépendance nominale, les troupes anglaises continuant à l'occuper. En mai 1937, le Traité international de Montreux abolit les Capitulations qui donnaient aux Européens des privilèges d'extra-territorialité. Enfin, en décembre 1937, sous le prétexte de rumeurs accusant certains ministres de prévarication et de gaspillage des fonds secrets, le Roi démet le ministère Nahas; mais il semble, en réalité, que ce "renversement" (*ingilâb*) ait été dû au fait que le ministère wafdiste avait montré des velléités de faire passer une loi protégeant la Constitution d'éventuelles attaques futures de la part du Roi.

1936-1937 est donc une période d'apogée politique pour la bourgeoisie libérale égyptienne, car le Wafd y réalise les principaux buts pour lesquels il a été fondé. Mais c'est aussi la période qui commence à mettre au clair les limites des capacités de cette bourgeoisie pour laquelle le maximum demandé est une alliance avec l'occupant et le bon plaisir d'un Roi aux pressions duquel elle ne résiste qu'à peine. Par ailleurs, les limites dont nous parlons sont mieux comprises si l'on se rappelle que le groupe de la Banque Misr - capital national égyptien - avait commencé dans les années 30 à faire participer le grand capital étranger dans ses entreprises, y compris celles du secteur de l'industrie. ⁽¹⁾

La Banque Misr, quelques années plus tard (1939) entraînait dans une crise qui devait la conduire à se soumettre au contrôle de l'État.

2. Conditions des travailleurs

Ces conditions reflètent la situation socio-économique générale de l'Égypte à l'époque, pays colonisé dont l'évolution est

retardataire et où les restes des modes de production précapita- listes sont encore très forts.

Le recensement de 1937 donne les chiffres suivants pour la population "active", pour une population totale de 13 813 120 ha- bitants.

Tableau I

1. Agriculture	4 308 202
2. Mines et carrières	10 828
3. Industries de transformation	478 199
4 Construction	120 706
5. Commerce	460 375
6. Transports et communications	138 911
7. Services personnels	256 099
8. Administrations publiques	321 963
9. Travaux imprécis ou improductifs	1 390 218
<hr/>	
Total	7 486 218

Les mines et carrières, l'industrie de transformation, la cons- truction, les transports et communications occupaient 1 209 018 per- sonnes soit près de 17,3% du total. En comparaison avec le recense- ment de 1927, il y a un recul de près de 5 000 personnes dans l'in- dustrie de transformation ainsi que dans la construction.

Les secteurs occupant le plus grand nombre étaient les P.T.T. (139 000), l'habillement (près de 108 000), la construction (près de 88 000), le tissage (près de 76 000, dont 23 767 dans la filature et le tissage du coton), la menuiserie (près de 53 000). Les informa- tions sur le mouvement ouvrier de l'époque, mettent également en re- lief les secteurs suivants : l'extraction du sel et de la soude (3 650 env.), la boulangerie (15 600 env.), la sucrerie (7 600 dont près de la moitié dans le gouvernorat de Guizeh où est la ville de Hawam- diyya dont on reparlera), le tabac (5 200), l'imprimerie (8 600), la tannerie (5 200), la production d'électricité (4 200), la distribu- tion d'eau (16 400), les chemins de fer (21 400), les tramways (4 290), les banques (10 500), le commerce (146 000), les hôtels, cafés et restaurants (43 000), les cuisiniers (14 700), etc.

Mais à une énorme majorité, les entreprises sont petites, à faible concentration de capital et d'ouvriers: 26% des fabriques n'ont pas de capital (ou ne l'indiquent pas), 53% des fabriques de tabac et cigarettes seulement occupent plus de 10 ouvriers; la pro- portion pour les industries chimiques est de 36%, pour l'imprimerie 13%; elle n'atteint que 6% dans le cuir, 7% dans le tissage 93% du total des fabriques n'utilisent pas d'énergie motrice (ou n'en indi- quent pas).

Concernant les rapports de classes, nous ne sommes malheureuse- ment arrivés qu'à des chiffres globaux, comprenant plusieurs sec- teurs de l'activité économiques. Malgré les incertitudes et les im- précisions, ils fournissent une indication utile :

Tableau II
Distribution de la population active⁽²⁾ en 1937

	Egyptiens		Etrangers	
	Nombre	%	Nombre	%
1. Chômeurs	21 786	0,5	1 347	2
2. travaillant pour autrui :	3 838 034	64,5	48 132	72
dont : adultes	3 802 704		47 846	
: jeunes (a)	35 330		286	
3. travaillant seul à son compte	1 314 814	22,2	13 251	19,7
4. faisant travailler d'autres	792 260	13,3	4 182	6,2
Total	5 966 894	100	69 912	100

Source :

Ministère des Finances, Recensement de la population de 1937, Tableau 22 (pourcentages et totaux calculés par nous). (a) Ce chiffre ne comprend pas les enfants de moins de 5 ans.

Notes :

1. Les pourcentages sont arrondis.
2. Il est probable que "travaillant pour autrui" signifie soit contre un salaire monétaire ou en nature, soit encore sans contrepartie. Par ailleurs, dans le secteur 2 sont compris les employés des services publics.

Les étrangers venant de milieux plus évolués au point de vue capitaliste, la proportion de ceux travaillant pour autrui dans leur secteur est plus élevée que dans le secteur égyptien; par contre il y a plus de jeunes dans ce dernier à ce titre. Nous revenons plus loin sur le travail des étrangers, question importante à l'époque.

Les horaires de travail sont généralement longs : 7% des fabriques travaillent moins que 40h/semaine, 13% de 40 à 49h, 10% de 50 à 59h, 12% de 60 à 69h et 28% plus de 70h/semaine. La moyenne est de 57h par semaine. Dans les usines d'égrenage du coton, on travaille de 5h du matin à 20h le soir, mais le total des journées de ce travail saisonnier n'est que de 120 jours/an.

Les salaires sont bas : La moyenne du revenu annuel des travailleurs industriels en Egypte (1934-1935) est de 40 L.E. par an (1 L.E. = 107 francs français de l'époque); à comparer avec L.E. 83 pour les ouvriers industriels arabes de Palestine en 1936⁽³⁾. L'ouvrier agricole est payé de 6 à 8 piastres par jour (100 Pt. = 1 L.E.) pendant la prospérité, entre 3 et 4 piastres dans les périodes de crise, ce qui ne suffit que pour le nourrir à peine lui et sa famille. Les ouvriers non qualifiés sont payés dans les grandes fabriques de 7 à 12 Pt par jour; ceux qui sont qualifiés entre 20 et 30 Pt pour 11 à 12 h de travail par jour⁽⁴⁾.

Il faut se rappeler que le prix moyen d'un kilo de pain au Caire en janvier 1936 était de 14 piastres, de viande 7,5 piastres⁽⁵⁾.

29% des fabriques ne donnaient pas de congé hebdomadaire, 42% donnaient un jour par semaine (on n'a pas de précisions pour le reste).

Dans certains travaux (débardeurs, porteurs, manœuvres dans quelques usines), les ouvriers ne sont pas payés directement par le patron mais via des "entrepreneurs de main-d'œuvre" qui sont souvent aussi des chefs d'équipe et qui soutirent une partie du salaire pour leur compte. Dans d'autres cas, des commerçants fournissent à des ouvriers travaillant chez eux la matière première (filature de la soie, tissage de certaines pièces de coton) et prennent ensuite le produit fini contre un salaire à la pièce ou au poids. Dans ces cas, les horaires sont souvent de plus de 11 heures par jour, et les salaires plus bas que la moyenne.

Le travail des enfants et des jeunes filles semble plus important que ne l'accusent les statistiques: les journaux rapportent les résultats de contrôles du Bureau du Travail constatant l'exploitation de centaines d'enfants dans des conditions contraires à toute hygiène (A 29/10/36, 11/12/36, 24/1/37); des femmes travaillent dans des usines d'égrenage du considérées comme insalubres et où le fouet règne (A. 26/2/37).⁽¹⁾

On a indiqué le fait que près de 50 000 salariés sont étrangers. Ce secteur a joué un rôle important en Egypte entre la fin du siècle précédent et les débuts du 20e dans la fondation des premiers syndicats et l'organisation des premières grèves. Cependant l'on remarque à la période étudiée que les Egyptiens se plaignent du fait qu'ils touchent des salaires beaucoup plus bas que ceux des étrangers, que ceux-ci occupent les rangs supérieurs de la hiérarchie, qu'ils ont souvent recours aux mauvais traitements et même aux coups en appliquant les directives (tramways). Malgré cela, quelques étrangers occupent des sièges au Conseil Consultatif du Travail et des Ouvriers, même sous le régime de Nahas Pacha; l'un d'eux - Picciotto - y semble avoir défendu la politique wafdiste.

De même, nous sommes portés à croire que le chômage était plus fort que ne le montre la statistique : les journaux rapportent l'augmentation du nombre de chômeurs parmi les ouvriers agricoles, les ouvriers spécialisés et les diplômés; on parle plusieurs fois de ces derniers surtout. Nous avons relevé une plainte du Syndicat des ouvriers d'hôtels accusant la police d'Alexandrie d'arrêter les chômeurs de leur profession comme vagabonds (KC 8/6/1936).

L'analphabétisme était fortement dominant : en 1939, parmi les ouvriers et techniciens égyptiens travaillant dans l'industrie, il existait une personne instruite sur 120.

En plus, les ouvriers ressentait encore en 1936 les effets d'une politique particulière aux grandes sociétés à capital étranger qui avaient été obligées d'accorder de meilleures conditions pendant la période post-révolutionnaire de 1920-1924, puis s'étaient rétracées à partir de 1926 (Sociétés des Eaux, de l'électricité, des chemins de fer à voie étroite, des tramways, etc.). Quant à la majorité des ouvriers des grands ateliers gouvernementaux, ils avaient été

soumis à la politique anti-ouvrière de Sidqi Pacha qui en avait licencié un bon nombre et réduit les salaires du reste. Le mouvement revendicatif soulèvera ces questions.

La législation ouvrière est encore rudimentaire : une loi datant de 1884 et amendée en 1904 sur les établissements insalubres, incommodes et dangereux; une loi sur le travail des enfants dans certaines industries (1909, amendée en 1926 et 1927); un décret ministériel de 1919 formant des Commissions de conciliation et d'arbitrage dont les activités avaient été positives. En 1930 est constitué un Bureau du Travail; sur son initiative, semble-t-il, ont paru deux lois en 1933 sur le travail des femmes et enfants dans l'industrie et le commerce (rien pour l'agriculture). Enfin, sous le gouvernement wafdiste, paraît le 17/9/1936 la loi sur les accidents du travail ; les salaires de quelques employés du gouvernement sont relevés et une décision du Conseil des Ministres donne droit à des congés annuels à certaines catégories. Mais la plus grande partie des revendications ouvrières concernant la législation du travail (sur le contrat individuel et collectif du travail, la reconnaissance des syndicats, la représentation au Conseil Consultatif, etc.), n'est pas satisfaite.

Enfin, pour terminer ce rapide coup d'oeil sur les conditions des travailleurs, quelques mots sur les syndicats de l'époque. Ce sont, la plupart du temps, des organisations locales; ils diffèrent au point de vue de l'organisation: quelquefois ils groupent les salariés d'une même Compagnie quels que soient leurs métiers (trams-ways); d'autres fois ils groupent les ouvriers d'une même profession (imprimeurs, cuisiniers, boulangers). Dans les centres urbains de la province, on trouvera un syndicat groupant des ouvriers des différentes professions et dépendant de plus d'un employeur; quelquefois, ce syndicat aura plusieurs branches, une pour chaque profession. Dans un petit nombre de cas, il existera un syndicat national pour un métier (marins). Ces syndicats groupent un nombre variable, mais restreint de membres (souvent, une cinquantaine); leurs finances sont faibles; le syndicat des ouvriers des chemins de fer collecte les cotisations en les faisant déduire des salaires au moment du paiement.

En totalité presque, ces syndicats auront un Conseiller ou un Président d'honneur en la personne d'un avocat ou d'une personne de haute situation sociale et politique, qui se charge de formuler leurs revendications et en est souvent le chef effectif. Cette position a permis à quelques personnalités au pouvoir de guider les syndicats suivant certains intérêts politiques⁽⁶⁾, mais a aussi donné souvent au mouvement syndical la possibilité de quelques contacts avec des personnalités haut placées.

L'activité de ces syndicats est - naturellement - revendicative; mais elle est surtout coopérative et d'entraide; quelques syndicats organisent des Bourses de Travail (Tanta); l'influence de l'esprit corporatif y est très profonde. Ils sont le plus souvent rattachés à des "Fédérations" (Ittihâd), dont une est liée au Wafd.

3. Le mouvement syndical sous tutelle

De 1919 à 1924, le mouvement syndical - spontané d'abord, puis sous l'influence du Parti Communiste Egyptien - avait atteint une ampleur et une force telles qu'il avait arraché quelques concessions aux employeurs. Les représentants du Capital, étranger aussi bien qu'égyptien, en avaient gardé un mauvais souvenir ⁽⁷⁾. C'est pourquoi les différents Partis qui s'étaient succédé au pouvoir depuis la dissolution du P.C.E. en 1924, avaient le plus souvent formé des Fédérations syndicales sous leur tutelle. Quelque peu à part avait subsisté le "Syndicat des Métiers Manuels" fondé en 1909 par le Parti Nationaliste de Muhammad Farid.

Le Conseil Suprême des Ouvriers : Fondé le 11 février 1935 par le Wafd - au moment où celui-ci prenait espoir de venir au pouvoir, le CSO avait d'abord donné sa présidence au Prince Abbâs Halim, puis à Ahmad Hamdi Saif-Al Nasr (ministre de l'agriculture sous le ministère wafdiste), et enfin à Aziz Mirhum en 1937. Le CSO, à majorité wafdiste, contrôlait étroitement les syndicats membres de la Fédération qui lui était rattachée. Dès sa première réunion, il avait décidé que les syndicats ouvriers ne devaient pas s'occuper de politique; mais en fait, son activité tendait toute à faire des Syndicats et de la Fédération un simple appendice politique du Parti et du Ministère wafdistes.

Un grand nombre de syndicats se joignent à la Fédération contrôlée par le CSO, dont les syndicats des tramways du Caire, d'Héliopolis et d'Alexandrie, celui des ouvriers de l'imprimerie, le syndicat des chemins de fer au Caire", celui des employés de magasins de commerce d'Alexandrie, etc⁽⁸⁾. En juillet 1935, sont contrôlées par le CSO 23 "Fédérations Centrales" (Fédérations locales de villes ou de gouvernorats) et 50 syndicats individuels. Mais l'expulsion d'Abbâs Halim a pour résultat la formation d'une autre Fédération sous l'égide de ce Prince. Quelques syndicats déclarent leur indépendance des deux parties⁽⁹⁾ ... Par contre d'autres, affiliés au Syndicat des Métiers Manuels, rejoignent le CSO.

L'activité du CSO a deux côtés distincts, mais intimement liés: d'une part pousser la Fédération et les syndicats à déclarer à toute occasion leur loyauté à Nahâs Pacha qui préside le Wafd et le Ministère. D'autre part, organiser de nouveaux syndicats et de nouvelles Fédérations locales dans les centres urbains où il n'en existe pas, aider le mouvement syndical à exprimer ses revendications en employant les voies "légales" {dont la plus importante est le contact avec le Ministre du Commerce et de l'Industrie qui contrôle le Bureau du Travail et le Conseil Consultatif du Travail et des Ouvriers}; fournir une aide, légale, médicale et éducative aux syndicats. Le CSO a organisé une large discussion dans le mouvement syndical des projets de loi sur les accidents du travail, sur la reconnaissance des syndicats, sur les heures de travail dans les établissements insalubres et dangereux, sur le contrat individuel du travail - en y canalisant l'opposition à certains points contraires aux intérêts ouvriers de l'époque⁽¹⁰⁾.

Cependant, à peine le ministère Nahâs est-il démis par le Roi fin décembre 1937, que le CSO et sa Fédération syndicale périclitent, puis disparaissent en 1938. Cette évolution est due en partie au fait qu'une nouvelle période anti-démocratique et anti-nationale commence alors et durera jusqu'en 1942; le mouvement ouvrier en souffrira particulièrement. Un détail est important : au début de 1938, des éléments appartenant à Abbâs Halim et aidés par la police, occupent le siège de la Fédération wafdiste; onze syndicats se contentent de faire connaître leur protestation à la Presse ⁽¹¹⁾.

Mais il nous semble que l'obscurcissement de la situation politique ne soit pas la seule cause de la disparition du CSO et de sa Fédération : une autre, très importante, est la politique wafdiste dans la question ouvrière.

Le Wafd reconnaît l'entité de classe des ouvriers; cependant, tout en reconnaissant la nécessité et la logique de l'organisation syndicale, il dénie - au nom de l'unité de la Nation dans la lutte pour l'indépendance - à la classe ouvrière (comme il le dénie aux autres classes de la Nation) le droit à une formation politique séparée, à un Parti ⁽¹²⁾. S'il opère quelques réformes dans la législation et l'organisation administrative concernant les ouvriers c'est - entre autres - pour obtenir que l'Etat impose ses limites au mouvement. Dans toutes les déclarations des personnalités wafdistes est prônée la collaboration de classes entre ouvriers et employeurs, "chacune des deux parties ayant des droits et des devoirs envers l'autre". Les ministres refusent de discuter les revendications ouvrières si elles sont présentées accompagnées de manifestations ou de grèves ⁽¹³⁾; de même, la grève est considérée par la presse wafdiste comme illégale et œuvre de quelques meneurs. Le CSO réussit à imposer un calme relatif au mouvement ouvrier dans la deuxième moitié de 1936.

Mais le mouvement ouvrier, surtout, est déçu par la pratique du Wafd et de son ministère : consacrant le gros de son attention à la question nationale, le Wafd promet beaucoup mais réalise bien peu : certains employés du gouvernement obtiennent une augmentation de salaire, mais le reste presque rien; la loi sur les accidents du travail est promulguée, mais toute la législation ouvrière et syndicale réclamée reste un suspens. Le reliquat de l'oppression anti-ouvrière et de la crise de 1930 à 1934 concernant les conditions du travail, les heures de travail, le chômage, n'est pas liquidé. Bien plus, sous le ministère Nahâs, la police tire sur les ouvriers en grève de la sucrerie de Hawamdiyya et sur ceux des tramways d'Alexandrie...

En fait, l'appui ouvrier au Wafd baisse - pour ces raisons essentielles - avant qu'il ne soit chassé du pouvoir; c'est ainsi qu'il faut voir la réception organisée par les ouvriers d'Alexandrie à Nahâs le 3/10/1937 où le président du Wafd semble obligé de rendre des comptes de l'activité du ministère dans les questions ouvrières. A partir de 1937, les ouvriers des ateliers gouvernementaux et ceux de l'Imprimerie Nationale - connus jusque là pour leur fidélité au Wafd - changent d'attitude et améliorent leurs rapports avec Nuqrâchi et Ahmad Mâhir qui ont opéré une scission dans ce parti ⁽¹⁴⁾

Le 10 janvier 1938, la Fédération locale d'Alexandrie jure sa fidélité au Roi, puis se sépare du CSO le 29; le 17 du même mois, le syndicat des employés des magasins de commerce d'Alexandrie déclare son indépendance; le 18 c'est le tour des ouvriers de la Salt and Soda.

Abbâs Halîm (A.H.).

Ce prince de la famille royale, d'une lignée ayant des prétentions au trône d'Egypte, déchu de son titre et de ses prérogatives pour avoir exprimé son mépris envers le Roi Fouad, est un étrange personnage. Eduqué en Angleterre et en Allemagne, il s'est battu dans les forces de l'air turques et allemandes dans la Première Guerre, puis a même été l'hôte d'Hitler en septembre 1937. En Egypte, il s'est d'abord occupé d'organisations sportives, puis a fondé des syndicats et des fédérations syndicales à partir de 1927, assumant la présidence de la Fédération Syndicale d'Egypte en 1930 et d'opposant au régime dictatorial de Sidqi. En 1931, il fonde un Parti Ouvrier dont il arrête vite l'activité pour une entente avec le Wafd; il fait 28 jours de prison en 1934. Nous avons vu qu'il a été nommé par la direction Wafd à la présidence du CSO de 1935; il en a été ensuite expulsé pour s'être opposé à l'entrée d'éléments wafdistes non-ouvriers dans la Fédération. Il devient alors le chef d'une Fédération rivale qu'il finance. En juin 1936, le Roi Fâruq lui accorde à nouveau titre et prérogatives. En 1938, il refonde sa Fédération que rejoignent des éléments syndicalistes dont quelques uns dirigeront plus tard le mouvement syndical "indépendantiste". Il lance à nouveau l'idée d'un parti ouvrier qui ne se matérialise pas.⁽¹⁵⁾

En 1939, il joue un rôle important dans une organisation clandestine - *Pour un Nouveau Régime d'Etat* - ayant des sympathies pour l'Axe; en 1942, il fonde encore un Parti Ouvrier que quittent des chefs syndicalistes à cause de ses penchants pro-fascistes. Il est ensuite arrêté jusque vers la fin de la guerre et lance en 1945 le programme d'un Parti ouvrier réclamant l'organisation d'un ministère du Travail et la participation obligatoire des ouvriers aux syndicats⁽¹⁶⁾.

Un rapport d'A.H. du 10/3/1935 prétend que la Fédération Syndicale qui dépend de lui compte 58 syndicats et 20 Fédérations locales, nous pensons que plusieurs de ces syndicats ne sont pas plus que de petits groupes d'ouvriers dont certains sont opposés à la direction wafdisante des syndicats de leur usine ou leur métier. Il n'importe que la Fédération d'A.H. a une activité remarquable à l'époque qui nous intéresse.

A l'occasion de l'approche des élections parlementaires de 1936, cette Fédération réunit un meeting qui discute de la participation ouvrière au Front National (v. plus haut) et de l'élection d'ouvriers à la Chambre. Cette discussion n'aura pas de suites pratiques, mais l'idée sera reprise de temps en temps par le mouvement syndical, surtout au sein de son aile gauche.⁽¹⁶⁾ Vers la fin de décembre 1937, le mouvement d'A.H. tient un autre meeting où sont dénoncées les Compagnies étrangères qui monopolisent des secteurs essentiels (gaz, électricité, eau, tramways etc.).

De même que la Fédération du CSO celle d'A.H. a soin d'organiser de nouveaux syndicats. Sa propagande intervient dans la discussion des projets de lois sur les accidents du travail, la reconnaissance des syndicats, le contrat individuel du travail. L'influence qu'elle a eue à cette époque et plus tard, est en partie due aux largesses du prince d'une part et en partie aussi au fait qu'à partir de juin 1936, appuyer A.H. signifiait pouvoir gagner l'agrément du Roi qui voulait aussi manœuvrer dans les milieux ouvriers.

Nous pensons cependant, qu'il n'y a pas que cela. Car A.H. a eu aussi une large audience lorsqu'il ne bénéficiait plus des faveurs du Roi. Il nous semble qu'il faille chercher l'explication principale du rôle important qu'a joué A.H. dans le mouvement ouvrier de 1930 à 1942 au style d'action et de propagande d'A.H. et du groupe ouvrier qui lui était lié.⁽¹⁷⁾

Ce groupe a un esprit plus combatif que celui du CSO; plusieurs fois il n'hésite pas devant la bataille contre la police et les forces de l'ordre. Surtout, il fait appel chez les ouvriers à des sentiments de classe plus aigus et a le verbe haut. Il insiste sur l'indépendance du mouvement ouvrier envers ceux qui ne sont pas de cette classe sociale; il appelle à se tenir loin de la politique des partis, ce qui signifie à l'époque ne pas être un tremplin pour le Wafd. Son jargon simple et tranchant répond aux sentiments d'une grande masse de nouveaux venus au salariat, ou ayant encore un pied dans l'artisanat; de même tout en n'étant pas socialiste, la politique du groupe d'A.H. est assez large pour obtenir la collaboration d'intellectuels socialistes, dont le « fabien » Salâma Mûsâ et le marxiste Isâm-Al-Din Hifnî Nâsif qui a rédigé le programme du projet de parti ouvrier de 1937.

Cette explication est d'ailleurs confirmée par les événements qui suivent la fin de 1937 à 1939, période confuse mais qui a vu l'émergence du mouvement syndical indépendantiste en Egypte, mouvement voulant se défaire de la tutelle bourgeoise et se plaçant à la gauche du mouvement national. Au cours de cette période se forme et se dissout plusieurs fois un Parti ouvrier lié à A.H. puis un autre s'en différenciant; le premier adopte le projet de programme de Hifnî Nâsif sans sa partie politique, le second l'adopte en entier. Se constitue aussi une "Institution pour l'Organisation du Mouvement Ouvrier" (Hay'a tanzîm al-haraka al-ummaliyya) qui accepte A.H. comme chef symbolique mais confie sa présidence à Muh. Al-Chindî, ouvrier tisserand d'Alexandrie, député à la Chambre. L'Institution réforme la Fédération des Syndicats ouvriers d'Egypte dont le bureau comprend M. Y. Al-Muddarik et M. Al-Askarî. Le premier sera de la grève ouvrière de la faim de 1939 réclamant la loi reconnaissant les syndicats; les deux, avec d'autres, organiseront la participation du mouvement syndical au Comité des Ouvriers et Etudiants de 1945-1946, ainsi que le "Comité Ouvrier pour la Libération Nationale".

Il est donc à noter que la direction du mouvement syndical indépendantiste et de gauche en Egypte, n'a pas émergé de la centrale nationaliste wafdiste mais de celle attirée par la politique ouvriériste d'A.H. et de son groupe.

4. Le mouvement revendicatif

Ce mouvement comprend les partisans des deux centrales, mais aussi un grand nombre d'ouvriers non-syndiqués et à organisation spontanée. Les nouvelles à ce sujet sont si abondantes que les journaux leur consacrent une rubrique spéciale presque chaque jour.

Des questions générales sont soulevées au cours de cette période, concernant la demande d'une législation ouvrière : lois sur la reconnaissance des syndicats (les ouvriers des ateliers et services gouvernementaux ainsi que ceux des services personnels réclament qu'il leur soit reconnu à eux également le droit de se syndiquer⁽¹⁷⁾), sur le contrat individuel du travail et sur les horaires de travail (l'insistance apparaît concernant le dédommagement à l'ouvrier licencié et les huit heures par jour), sur les amendements à apporter à la loi sur les accidents du travail. Mais aussi est soulevée la demande d'une plus large représentation ouvrière au Conseil Consultatif du Travail et des Ouvriers où les employeurs et l'Etat ont une majorité de voix énorme.

Les ouvriers participent à quelques manifestations nationalistes dirigées par les étudiants de l'Université et des écoles secondaires. Il est cependant à noter que ce sont ceux-ci qui apparaissent au premier plan, alors que les organisations syndicales en tant que telles ne sont pas souvent visibles dans les manifestations.

Mais ce sont les revendications immédiates qui occupent le plus le mouvement des salariés : ouvriers des autobus et des transports, des métaux, employés "oubliés" des niveaux inférieurs au gouvernement, ouvriers de l'imprimerie des banque notes, de la Société du Canal de Suez, du ministère de l'agriculture, les huissiers dans les administrations, les ouvriers des chemins de fer, de l'Imprimerie Nationale, des tramways du Caire et d'Alexandrie, des téléphones et télégraphes, des égouts, de la navigation fluviale, de l'éclairage, les ouvriers peintres, ceux de l'Administration des équipements de l'armée, de la voirie, les transbordeurs du charbon, les ouvriers des usines de décorticage du riz, ceux effectuant la vaporisation contre les épidémies, de la Banque du Crédit Foncier, des ateliers gouvernementaux, les charretiers transportant le coton à Alexandrie, les facteurs, les ouvriers des Ports et Phares, de la Société de Ciment de Tura, les forgeurs du cuivre, et même les policiers ainsi que ceux de la "secrète", etc. réclament des augmentations de salaire, une réduction des heures de travail, des congés hebdomadaires et annuels payés ainsi que des congés de maladie, des pensions de retraite, des compensations au licenciement et des primes de fin de contrat, au point de causer "beaucoup de troubles et d'inquiétudes" au Bureau du Travail égyptien.⁽¹⁸⁾

A noter le cas des chauffeurs de taxis qui réclament que l'on fixe une limite au nombre de taxis et que l'on interdise aux propriétaires de voitures de conduire eux-mêmes, afin de réduire la concurrence (A. 8/7/1936 et 24/9/1936).

Les ouvriers du secteur public, surtout ceux des Ateliers méca-

niques et des Chemins de Fer, qui ont appuyé le Wafd contre Sidqi au cours des années trente dont bon nombre ont été licenciés et qui dans leur ensemble ont vu leur situation empirer, réclament des compensations et des augmentations de salaires. Ils obtiennent satisfaction partielle en décembre 1936, puis en août 1937.

Mais, ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, la plupart des notes et plaintes réclamant que l'on considère les demandes des ouvriers « avec pitié et compassion » ne reçoivent pas satisfaction. D'Où la longue série de grèves, dont quelques-unes durent plusieurs jours, et de manifestations : nous avons compté d'après les informations de la Presse - 41 grèves de janvier 1936 à décembre 1937, dont 5 avec occupation d'usines ⁽¹⁹⁾, avec une augmentation notable du mouvement en 1937.

En septembre 1937, la situation est si tendue que le CSO lance un appel aux ouvriers à ne pas cesser le travail et à faire confiance au gouvernement Nahâs pour résoudre leurs problèmes ⁽²⁰⁾. Mais cet appel ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet sur le mouvement ouvrier qui débordait les consignes.

Parmi ces grèves, il faut en citer trois importantes qui ont causé beaucoup d'émotion : celles des tramways d'Alexandrie, de la Sucrierie de Hawamdiyya et celles des ouvriers du tissage à Alexandrie, au Caire et en Basse-Egypte.

Les ouvriers des tramways avaient déjà une longue tradition de luttes depuis 1911, et avaient participé en 1919 à la Révolution Nationale d'alors. Eux aussi avaient obtenu certaines concessions en 1919 que les Sociétés étrangères avaient retirées dans les années 1930 en prétextant qu'elles ne reconnaissaient pas les Syndicats signataires des accords à ce sujet. En juillet 1936, 1 200 ouvriers des tramways d'Alexandrie se mettent en grève; la police intervient à coups de feu, blesse 16 ouvriers et en arrête 21 autres. La grève dure 4 jours et cesse sur des promesses du Ministre du Commerce et de l'Industrie de régler le différend.

En juillet 1934, 1 000 des 3 000 ouvriers de la sucrierie de Hawamdiyya avaient fait grève protestant contre la décision de la direction de ne pas augmenter les salaires. Le 13 juin 1936, quelques chefs licenciés en 1934, arrivent à pénétrer clandestinement dans l'usine, appelant à la grève. Les 3 000 ouvriers de l'usine l'occupent, détruisent les câbles électriques et téléphoniques, sabotent quelques machines, brisent portes et fenêtres. Une bataille contre la police s'ensuit, dans laquelle un ouvrier est tué par un coup de feu. L'un des chefs - Hâmid Salîm - parvient à s'enfuir et à se réfugier au Caire dans le palais d'Abbâs Halîm qui refuse d'intervenir en faveur des ouvriers. La grève cesse; la police opère de nombreuses arrestations. Un tribunal condamne 34 ouvriers à un total de 18 ans de prison.

Enfin, il faut citer les grèves des ouvriers du tissage : 700 ouvriers de la Filature Nationale d'Alexandrie occupent l'usine le 26/6/1936; une bataille s'ensuit où 45 ouvriers sont blessés. Grève

de la Société de Tissage et de Couture. Celle des 150 ouvriers du tissage à main de la soie qui dure 5 jours. Celle des ouvriers de la filature de la soie. Celle des 4 000 ouvriers de la Filature et du Tissage de Qâliûb protestant contre une menace de réduire leurs salaires de 25% le 1/1/1937 et qui obtiennent par contre une augmentation. Celle des ouvriers tisserands du Caire réclamant une augmentation de 50%. Celle de 100 ouvriers de l'impression à main des tissus à Mahalla-al-Kobra, etc.

Pour terminer cette partie, une remarque concernant l'influence du mouvement français de l'époque. Le correspondant au Caire du journal britannique "The Economist" écrivait le 24/7/1936 :

"L'esprit d'inquiétude a beaucoup augmenté parmi les ouvriers; ceci n'est pas seulement dû à la venue au pouvoir d'un Parti qui s'est engagé à réaliser les demandes ouvrières, mais aussi à l'exemple que donne la France à d'autres pays (...) Il semble maintenant que les efforts faits par le Wafd pour convaincre les cercles politiques nationaux d'accepter les désirs des classes ouvrières d'organiser leur situation afin de réaliser des buts sociaux, ne réussissent pas comme ils le faisaient au début, car le sentiment de classe grandit sans que l'on puisse en douter" (rapporté par A. 25/7/1936). En effet, le mouvement ouvrier de 1936-37 fait pressentir celui des années 1940 en Egypte.

5. Niveaux et formes de conscience ouvrière

Le mouvement ouvrier entraîne des masses hétérogènes et complexes, du simple salarié hier encore paysan ou travaillant dans un atelier artisanal, aux groupes de spécialisés ou de chefs syndicalistes ayant une certaine culture et de l'expérience dans la lutte ouvrière. D'où différents niveaux de conscience, le plus souvent entremêlés, dans les expressions que contiennent les appels et déclarations ainsi que les livrets écrits par quelques éléments.

Il y a d'abord le sentiment d'injustice dû aux actes des contremaîtres et à leurs mauvais traitements qui « mécontenteraient les patrons s'ils en avaient vent » ⁽²¹⁾. Il s'agit de la plupart des textes dans lesquels on ne voit pas d'hostilité envers les capitalistes, mais bien un simple désir d'obtenir de meilleures conditions de travail et un niveau de vie moins bas ⁽²²⁾. L'on demande aux personnes auxquelles on s'adresse de considérer la supplique avec « attention et compassion », aux autorités de "rendre service" aux ouvriers si pauvres et malheureux; ou bien encore l'on proteste contre le mépris envers les ouvriers alors que c'est sur eux que repose l'indépendance de la Patrie et qu'ils sont "dans le monde entier partisans des principes humanitaires" ⁽²³⁾. A ce niveau, l'on trouve des actes ou des expressions de solidarité avec le capitaliste, le contremaître ou le petit patron ⁽²⁴⁾. De même, l'on demande à un tiers (conseiller ou autorité administrative) de mener les négociations autour des revendications présentées.

Un second niveau est lié à un sentiment plutôt corporatiste, souvent en liaison avec le sentiment national ⁽²⁵⁾. Dans ce cas, le

syndicat est considéré comme un moyen d'organiser les rapports entre ouvriers et employeurs et de négocier les demandes ouvrières. A ce niveau, il est souvent demandé au syndicat d'être aussi - quelquefois surtout - une mutuelle d'entraide ou une coopérative ⁽²⁶⁾.

Un troisième niveau est plus près d'une conscience proprement ouvrière ⁽²⁷⁾. Il s'agit de la compréhension qu'il y a une distinction de classe, nette, entre ouvriers et capitalistes, que ce sont les ouvriers qui produisent les profits et richesses des employeurs. D'où la demande d'avoir une représentation ouvrière satisfaisante au Conseil Consultatif; mais d'où aussi la réclamation d'une législation ouvrière par laquelle il serait possible d'obtenir l'intervention de l'appareil de l'Etat en faveur des ouvriers.

"L'heure de l'action est arrivée" - dit Amin Ghânim "afin de sauver cette pauvre classe de la misère dont elle souffre, de sauvegarder ses droits méconnus, de les arracher des griffes de ceux qui possèdent les capitaux et des directeurs des Sociétés étrangères, de protéger ces droits par une défense législative industrielle et sociale" ⁽²⁸⁾.

Un membre du Bureau du syndicat des ouvriers de la Société de ciment à Tura écrit :

"Grâce à l'activité des ouvriers (...) les caisses de la Société se sont remplies d'argent alors que les maisons des ouvriers sont vides (...) Le Syndicat agit en un esprit de coopération, mais cela n'a pas plu à la Société qui s'est mise à le combattre, lui et ses chefs, parce que les ouvriers ont présenté leurs revendications via l'Administration du Travail (...) Nous luttons, nos coeurs tournés vers S.E. Al-Nahâs Pacha, confiants qu'il nous fera justice" ⁽²⁹⁾.

Nous nous sommes surtout intéressés au mouvement syndical; mais il est à remarquer d'une part que bon nombre de mouvements ouvriers à l'époque ont lieu sans l'organisation d'un syndicat. D'autre part, les formes d'organisation syndicales elles-mêmes portent encore de fortes traces des institutions précapitalistes ⁽³⁰⁾.

Les rapports entre A.H. et son groupe rappellent en quelques côtés des rapports patriarcaux :

"Q - Je vois que vous aimez A.H. et en êtes fier...

R - Naturellement, je l'aime beaucoup. Voilà un prince; qu'est-ce qui l'oblige à descendre au niveau des ouvriers, à avoir envers eux de la compassion, à former un Parti en leur nom ? Un homme qui vit d'une façon dont nous ne rêvons même pas, pourquoi le fait-il ? Parce qu'il sent comment sont les ouvriers et qu'il voit combien ils ont été maltraités par Sidqi et d'autres. Il a des possibilités, il dépense de sa poche alors qu'il n'a besoin ni d'une position plus élevée, ni de pouvoir, ni d'argent; comment expliquer cela ?" ⁽³¹⁾.

Quant aux rapports entre le Wafd et le CSO d'un côté et leurs partisans de l'autre, ce sont des rapports de clientèle, rapports

entre pôles inégaux mais échangeant des services mutuels. En l'occurrence, le mouvement ouvrier fournissait au Wafd l'appui d'une masse électorale et forgeait l'opinion publique en sa faveur. En échange, ce parti s'engageait à réaliser les revendications ouvrières. On retrouve cette situation dans presque toutes les déclarations des syndicats affiliés à la Fédération du CSO, où dans une première partie est affirmée la loyauté et la fidélité au Wafd; dans une seconde partie est exprimé l'espoir que ce Parti et son gouvernement réalisera les demandes des ouvriers ⁽³²⁾.

Dans ces rapports de clientèle, les ouvriers forment un bloc bien défini par ses revendications. Il y a donc là une distinction entre ouvriers et Parti bourgeois, entre gouvernés et gouvernants. Mais bien qu'indiquant un stade antérieur à une évolution possible vers une conscience de classe, ces rapports - comme nous l'avons vu - n'ont pas donné directement les prémisses du mouvement syndical indépendantiste, car ils affirmaient la tutelle politique wafdiste sur des syndicats privés - quant à eux - du droit à une politique particulière.

Les velléités du mouvement indépendantiste ont plutôt émergé du mouvement d'A.H. Son groupe s'était donné pour but de "réaliser un lien social unissant la classe des ouvriers dans tout le pays au moyen de la formation de syndicats de différents métiers manuels et industriels" ⁽³³⁾. Il s'interdisait, lui aussi de s'occuper de politique, mais cela signifiait la politique partisane bourgeoise; preuve en est le va-et-vient continu entre la Fédération et la fondation d'un Parti ouvrier syndicaliste, la tendance à se défaire des avocats "conseillers", le désir d'avoir une représentation ouvrière à la Chambre. Il nous semble que ce mouvement en 1936-1937 attirait une masse moins organisée, moins expérimentée, moins cultivée que l'audience dont jouissait le CSO wafdiste. De même, il mettait au second plan la question nationale et la lutte pour l'indépendance. Mais en même temps, le fait que le groupe d'A.H. ait concentré son attention sur les revendications économiques et sociales, a permis à une partie de ses éléments de passer à un stade supérieur à partir de 1938-1939.

* * *

La période 1936-1937 contient en gestation un tournant dans le mouvement ouvrier. Lisons l'appel d'un ouvrier des tramways à propos d'un incident où un directeur a giflé un chef syndical :

"Vous êtes maintenant en pleine faiblesse. Vous n'êtes pas des hommes libres ni ne pouvez aller plus haut dans l'échelle du progrès et réaliser vos revendications (...)

Voilà où en est le Syndicat, de longues années après sa fondation, après avoir joué un rôle important dans le mouvement politique national, (...) Que le Syndicat considère son passé et son présent afin de gagner à nouveau sa gloire et son influence aujourd'hui disparues, afin que l'on prête l'oreille à ce qu'il dit et que ses revendications soient respectées. Sinon, qu'il ne demande pas aux ouvriers leurs cotisations ni de se réunir et de perdre du temps et de l'argent. Qu'il aille au diable ! " ⁽³⁴⁾

NOTES

(1) 1934 : Fondation de la Société d'Assurances Misr avec l'aide de la firme anglaise BOWRING et des Italiens de l'ASSICURAZIONI GENERALI DI TRIESTE. La même année, fondation de la Compagnie de Navigation Misr avec la COX AND KINGS comme partenaire. 1938 : Fondation des deux Compagnies Misr pour la filature et la teinture du coton en accord avec les associés allemands de la puissante BRADFORD DYERS ASSOCIATION (Grittly : *The Structure ...* pp. 435-436).

(2) Nous n'avons pas fait le compte dans le Tableau II de ceux dont les travaux sont "imprécis ou improductifs".

(3) Badaoui: *Les problèmes ...* pp. 61 et 71

(4) Rapport de H. Butler. p. 174

(5) Calculé de Al-Chafi'i : *Quelques problèmes*, p. 14

(6) R. Abbas : (1968), p. 80

(7) Rapport du Bureau du Travail pour l'année 1935, p. 13 (Cité par Badaoui, *op.cit.*, p. 50). Rapport du Haut-Commissaire en Egypte au ministre britannique des Affaires Etrangères du 15/12/1935 (R. Abbas (1975), pp. 214-217). Voir aussi articles des quotidiens *Ai-Siyâsa* et *AI-Balâgh* (A 21/5/1936 et 6/6/1936 respect.). Egalement Note de la Fédération Egyptienne des Industries (K.C. 20/1/1937), etc.

(8) Nous avons compté, entre mars et avril 1935, 24 syndicats se joignant à la Fédération du CSO.

(9) Syndicat des Ouvriers des Ports et Phares (*Mugattam* 19/4/35. Cité par N. Râdi : *Lumières ...*, p. 241). Mais ce syndicat tiendra plus tard son Assemblée générale au siège du Club Wafdiste d'Alexandrie (A. 10/6/1936).

(10) Il s'agit surtout des questions d'amendes, primes, heures de travail pour le premier projet et l'obstacle mis à reconnaître les syndicats des ouvriers du gouvernement ainsi que ceux des services personnels pour le second. Il nous semble que cette opposition visait surtout GRAVES, le directeur anglais du Bureau du Travail et ZIWAR Pacha, président du Conseil Consultatif, un réactionnaire anti-wafdiste.

(11) K.C. 2/2/1938

(12) Voir la réaction de Nahâs à une délégation ouvrière qui demandait de former un parti ouvrier en 1931 : "Nous avons besoin des ouvriers" - dit-il. "S'ils forment un Parti, que nous restera-t-il si ce n'est quelques avocats et médecins ? ... " (Cité par N. Râdi, *op.cit.*, pp. 226). De même voir le rapport d'Aziz Mirhvm sur la question ouvrière au Congrès du Wafd de janvier 1935 (K.C. 10/1/1935).

(13) C'est le cas de Nahas Pacha lui-même par exemple (K.C. 28/6/1937).

(14) N. Râdi, *op.cit.*, p. 351

(15) Le régime nassérien mettra ces deux idées à exécution.

(16) Idée reprise aussi en quelque façon par le régime Nasser qui décidera qu'au moins la moitié des députés doit être composée d'ouvriers et de paysans. Mais une définition confuse de ces termes permettra à bon nombre d'employés de cadres supérieurs et de propriétaires terriens d'accéder à la députation à ce titre.

(17) Par contre nous n'avons remarqué aucun mouvement semblable

chez les ouvriers agricoles, exclus eux aussi du droit de se syndiquer jusqu'au moment où le régime nassérien le leur accorde.

(18) Note de Graves à l'Ambassade britannique du 20/11/1937. (R. Abbàs : 1975, p. 293).

(19) A ce propos, les journaux avaient rapporté des reproches de diverses personnalités aux ouvriers de copier aveuglément des méthodes de luttes étrangères à l'Egypte. Or il s'avère que la première grève avec occupation d'usine en Egypte en 1936 a eu lieu fin mars (sucrierie de Kom-Ombo) donc un mois avant les grèves similaires de Bréguet et de Renault en France en mai; par ailleurs, des grèves semblables avaient eu lieu en Egypte en 1923-1924.

(20) K.C. 26/9/1937

(21) Plainte des ouvriers de l'usine de tabac Matossian (K.C. 23/3/1936)

(22) Voir rapport de Butler de 1934, p. 169.

(23) A. Ghanim : *Le mouvement ouvrier ...*, pp. 88 suiv.

(24) Voir par exemple la discussion à la Fédération de Tanta (dépendante du CSO) aboutissant à ce que les lois ouvrières réclamées doivent s'appliquer aux patrons n'ayant pas un capital supérieur à 50 L.E. (K.C. 13 et 14/8/1936).

(25) Voir S. Quandil : *Mon syndicalisme*, pp. diverses. Ou le Syndicat des repasseurs fixant un tarif (K.C. 2/3/1936). Ou le syndicat des peintres en bâtiment demandant que l'on empêche les "intrus" de se glisser dans le métier (K.C. 22/6/1936).

(26) La Fédération rattachée à A:H. fonde en 1934 une coopérative pour la fabrication de cigarettes qui dure deux ans.

(27) Telle que définie par A. Touraine et all : *Le mouvement ouvrier*.

(28) Ghanim, *op.cit.* p. 48.

(29) K.C. 24/10/1937.

(30) J. Couland a fait une remarque similaire dans *Le mouvement syndical au Liban* (pp. 400 et suiv.).

(31) Témoignage de M. A. Qallal. Voir N. Radi, *op.cit.*, p. 329.

(32) Voir la décision des Fédérations locales de Tanta (K.C. 17/5/1936) et d'Ismailiya (K.C. 25/5/1936), du Syndicat général de l'Impri-merie Nationale (K.C. 16/9/1936), etc.

(33) Statuts de la Fédération d'A.H., art. 4a (*AI-Safâ'* 3/4/1931)

(34) Chubra 13/5/1937.

A pour le quotidien *Al-Ahram*

K.C. pour le quotidien *Kawab Al-Charq*

Références

Journaux et revues de l'époque.

- R.ABBAS : *Le mouvement ouvrier égyptien - 1899-1952.*
Le Caire Dâr al-Kitâb al-arabî, 1968 (en arabe)
- R.ABBAS : *Le mouvement ouvrier égyptien à la lumière des documents britanniques.*
Le Caire, Alam al-Kutub, 1975 (en arabe).
- Dr. Z. BADAOUÏ : *Les problèmes du travail et les organisations ouvrières en Egypte,* Alexandrie.
Société de publications égyptiennes, 1948.
- H~ BUTLER : "*Rapport sur la situation du travail et des ouvriers en Egypte*". Revue de la Faculté de Droit, 8ème année, N°1, 1935, pp. 167-209 (en arabe).
- A.-M. N. AL-CHÂFI'I : *Quelques problèmes du travail en Egypte,*
Le Caire, Imprimerie Misr, 1939, (en arabe).
- J. COULAND : *Le mouvement syndical au Liban 1919-1946.*
Paris, Editions sociales, 1970.
- A.E. CROUCHLEY : *The economic Development of Modern Egypt.*
London, Longmans, Green & Co., 1938.
- A.H. GHÂNIM : *Le mouvement ouvrier égyptien et le secret de sa décadence.*
Le Caire, Imprimerie Samîr, 1934 (en arabe).
- A.A.I. EL-GRITLY : "*The Structure of Modern Industry in Egypt*"-
L'Egypte Contemporaine, Nos. 241-142, Nov.-Déc. 1947.
- A. IZZ-AL-DÎN : *Personnalités et stades ouvriers.*
Le Caire, Kitâb al-jumhûriyya N°16, 1970 (en arabe).
- A. IZZ-AL-DÎN : *Histoire de la classe ouvrière égyptienne dans les années 1929-1939.*
Le Caire, Dâr-Al-Cha'b, 1971 (en arabe)
- S. QANDÎL : *Mon syndicalisme.*
Le Caire, Imprimerie Al-Ibrâhîmiyya, 1938 (en arabe).
- N. A. -A. RÂDI : *Lumières nouvelles sur le mouvement ouvrier égyptien-1930-1945.*
Le Caire, Dâr AI-Nahga Al(Arabiyya, 1977, (en arabe).
- A. TOURAINÉ, M. WIEVIORKA, F. DUBET : *Le mouvement ouvrier.*
Paris, Fayard, 1984.

Septembre 1986



Jérusalem 1936 :

Soldats britanniques en armes fouillant des Palestiniens

Camarades et ennemis

Travailleurs arabes et juifs en Palestine de 1920 à 1948

de Zachary Lockman

Le livre de Zachary Lockman, inédit en français, revient sur l'histoire des organisations ouvrières en Palestine pendant la période du mandat. Le choix du titre pose plusieurs problèmes : Comment les travailleurs juifs et arabes ont-ils pu être à la fois ou successivement "camarades et ennemis" ? Ne formaient-ils pas au point de départ une seule classe ouvrière ? Qui a empêché la constitution d'une confédération syndicale unique ? La réponse à ces questions est à rechercher dans le caractère particulier de la Histadrout, fondée en décembre 1920 comme "*organisation générale des travailleurs juifs de la Terre d'Israël*" se réclamant ouvertement du sionisme.

Il n'était pas possible dans les limites de ce cahier de reproduire de larges extraits de cet ouvrage. Compte tenu de l'importance des questions qui y sont

abordées, de leur rapport avec les thèmes de ce cahier, il nous a paru utile d'en publier une présentation préparée sur la base du texte anglais par Sam Ayache.

David Ben Gourion et la classe ouvrière arabe

La politique sur l'organisation commune que le Ahdout Haavoda, et avec lui la Histadrout allaient finalement adopter a été formulée pour la première fois par David Ben Gourion à l'été 1921. Ben Gourion (1886-1973) avait émigré de Russie en Palestine en 1906 et il s'était aussitôt affirmé comme un dirigeant du Poalei Tzyion avant la guerre et ensuite de son successeur d'après la guerre, le Ahdout Haavoda. Il était à l'étranger en mission pour son parti quand la Histadrout a été fondée, mais dès son retour à la fin de 1921, il a été élu secrétaire de l'organisation et il s'est rapidement imposé comme le principal dirigeant du mouvement sioniste ouvrier en Palestine. Sous sa direction, la Histadrout est devenue une organisation puissante et hautement centralisée, le tremplin à partir duquel le parti MAPAI de Ben Gourion est finalement parvenu à une position hégémonique dans le Yshouv et dans le mouvement sioniste mondial. En tant que président de l'exécutif de l'Agence Juive, Ben Gourion a été de fait le leader du Yshouv de 1935 à 1948, et il a occupé le poste de premier ministre d'Israël de 1948 à 1953 et à nouveau de 1955 à 1963. [...]

Ben Gourion a formulé pour la première fois ses thèses sur la question des relations entre travailleurs arabes et juifs en août 1921, dans une proposition en vue du congrès du parti Ahdout Haavoda. Il a commencé en déclarant que la base de ces relations devait être *"l'action économique, politique et culturelle commune, qui constitue la condition nécessaire à notre rédemption en tant que peuple travailleur libre et à l'émancipation du peuple travailleur arabe de son asservissement par ses oppresseurs et ses exploités, les propriétaires terriens dominants et les possédants"*. C'est *"l'ouvrier juif cultivé et conscient, dont la mission historique est de constituer une communauté ouvrière libre en Eretz Israël, qui doit diriger le mouvement de libération et la renaissance des peuples du Proche Orient"* et *"apprendre à l'ouvrier arabe à vivre une vie de travail dans l'ordre, la coopération, la discipline et la responsabilité mutuelle"*.

A partir de ces prémisses, qui suggère une sorte de *mission civilisatrice* du sionisme socialiste envers les ouvriers arabes en Palestine, Ben Gourion a proposé que *"dans tous les métiers qui emploient des ouvriers juifs et arabes (comme les chemins de fer, la métallurgie, et ainsi de suite) les syndicats juifs devraient syndiquer les ouvriers arabes dans des syndicats liés aux syndicats juifs. Les syndicats unifiés établiraient ensemble des activités pour améliorer les conditions de travail et organiser des activités culturelles et des soins médicaux pour les ouvriers arabes"*. Il a également suggéré que la Histadrout emploie des ouvriers juifs et arabes dans des conditions égales, afin d'obtenir du gouvernement des contrats de travaux publics, et il a appelé à la constitution d'un certain nombre de clubs ouvriers communs qui donneraient des conférences, des activités sociales et des leçons d'hébreu et d'arabe. Il a

proposé que les kibboutz s'efforcent d'établir des contacts avec les villages arabes voisins pour assurer une assistance mutuelle, y compris la protection contre les "bandits".

[...] Ben Gourion et ses collègues se sentaient obligés de répondre à cette question principalement du fait des mouvements parmi les cheminots. Mais la question avait également été abordée, certes à une moindre échelle, dans d'autres secteurs. Par exemple en 1921, le nouveau syndicat juif des menuisiers à Jaffa et Tel-Aviv avait recherché en vain à développer des liens avec des charpentiers arabes, dont la plupart travaillaient dans des petits ateliers, et que les Juifs considéraient comme des concurrents sous-payés. La même année les boulangeries - pâtisseries tenues par des Juifs à Jaffa et à Tel-Aviv s'étaient révélées plus propices : les ouvriers arabes ont coopéré avec leurs camarades juifs quand ces derniers ont constitué un syndicat, bien que les ouvriers arabes des boulangeries tenues par des Arabes soient restés à l'écart. L'initiative du combat pour développer des liens avec les ouvriers boulangers arabes venait des militants extrémistes parmi les boulangers juifs, qui en 1922 sont allés jusqu'à déclarer que leur syndicat était "international", c'est-à-dire ouvert aux adhérents juifs et arabes et ils avaient déjà en fait syndiqué des Arabes. La direction de la Histadrout a réagi rapidement en supprimant cet acte d'insubordination.

Le discours "unitaire" mais trompeur - puisqu'il place les ouvriers arabes sous la tutelle d'une organisation sioniste - sert d'alibi aux appareils sionistes ouvriers. Lockman donne la parole à un ouvrier arabe, Bulus Farah, qui relate la façon dont la Histadrout est perçue à Haïfa, un des premiers bastions de la classe ouvrière en Palestine, où les cheminots juifs avaient constitué en 1919 une première organisation syndicale, la RWA (Railway Workers Association).

Bulus Farah, qui est venu travailler dans les ateliers de chemins de fer de Haïfa en 1925 comme apprentis à l'âge de quinze ans et qui deviendra un dirigeant des mouvements communiste et ouvrier en Palestine, a donné une description vivante de cet environnement unique :

"Les ateliers des chemins de fer étaient un mélange de toutes les nationalités, mais les ouvriers arabes et juifs formaient l'immense majorité. Un sorte de compréhension mutuelle prévalait parmi eux, malgré les différences de langue, de coutumes, de traditions et de niveau de civilisation. La majorité des travailleurs juifs étaient venus d'Europe de l'est, principalement de Pologne, et ils essayaient d'apprendre l'arabe de leurs collègues les ouvriers arabes. La langue commune parmi eux était l'arabe. Il y avait aussi tout un éventail de travailleurs européens, dont certains avaient participé aux mouvements ouvrier ou socialiste. Et si les sionistes intervenaient directement dans les affaires des ouvriers juifs, il y avait également une réaction en retour à ces interférences de la part des éléments de gauche parmi les ouvriers juifs, que ces éléments de gauche aient été des bolcheviks, ou des sociaux-démocrates qui penchaient vers la Deuxième Internationale. Je ferais remarquer que de violentes discussions avaient lieu entre la gauche en général et les partisans de la Histadrout,

qui soutenait la Deuxième Internationale. Ces discussions ne se déroulaient pas dans le vide et n'avaient pour objet telle ou telle théorie abstraite ; pour la droite et la gauche juives la question clé était leur attitude envers le mouvement sioniste, l'impérialisme britannique, le mouvement national arabe, la révolution communiste en Russie soviétique, la ligne révolutionnaire sur les ouvriers, le socialisme, l'impérialisme... Les ouvriers juifs considéraient leurs collègues arabes avec beaucoup de respect, car ils comprenaient que les travailleurs arabes possédaient beaucoup de qualités professionnelles, même s'ils n'étaient pas au niveau des ouvriers juifs en termes de culture".

La description de Farah des relations entre Juifs et Arabes dans les ateliers de Haïfa est trop belle, mais il apparaît vraiment qu'un climat particulier prévalait sur ce lieu de travail. Ce climat a rendu possible un creuset d'interactions entre les ouvriers juifs et arabes qui n'existaient nulle part ailleurs en Palestine. Tout aussi importante, cependant était l'émergence dans les années 1920 d'une nouvelle couche de travailleurs arabes relativement qualifiés et instruits réceptifs au syndicalisme. [...]

A l'été et au printemps de 1921, une série de réunions se sont tenues au domicile de cheminots arabes au cours desquelles les Arabes ont fait savoir aux dirigeants syndicaux juifs leur désir de participer à un syndicat commun de tous les cheminots de Palestine, et même à adhérer à la Histadrout, qui offrait à ses adhérents un éventail de services tels que des soins médicaux, des prêts et des coopératives de consommation. Ces initiatives ont entraîné une angoisse considérable et une confusion parmi les dirigeants de la RWA, qui dans un premier temps ont essayé de refroidir les ardeurs des Arabes en esquivant leurs questions et en exagérant le fardeau de l'adhésion au syndicat. Quand les Arabes ont persisté et ont fait pression pour obtenir des réponses sans équivoques, la RWA s'est de nouveau tournée vers la Histadrout pour qu'elle donne des directives. [...] En janvier 1922, poussé par la nécessité de fournir des directives aux cheminots, le Conseil de la Histadrout a adopté la proposition de Ben Gourion que chez les cheminots l'organisation commune entraînerait "*l'organisation des ouvriers sur la base de sections nationales*" et "*de la préservation de l'Association des cheminots juifs comme faisant partie de la Histadrout*". Tout cheminot arabe qui adhérerait à la RWA serait ainsi affecté à une section séparée, tandis que les ouvriers juifs et leur organisation resteraient étroitement liés à la Histadrout.

Lockman évoque un épisode important de la discussion au 4^{ème} Congrès de la RWA peu de temps avant que cette organisation ne prenne le nom de Syndicat des Travailleur des Chemins de Fer, de la Poste et du Télégraphe (Union of Railway, Postal and Telegraph Workers - URPTW).

La force grandissante de la gauche chez les cheminots juifs a fait qu'il y a eu un débat intense sur la question de l'organisation commune quand le quatrième congrès de la RWA s'est réuni à Haïfa en février 1922, environ un mois après que le Conseil de la Histadrout ait adopté la politique des sections nationales. Tous les délégués se sont accordés sur la néces-

sité urgente de l'organisation commune avec les ouvriers arabes, qui apparaissait de plus en plus comme la seule solution aux problèmes rencontrés par les cheminots juifs, mais une minorité consistante a rejeté les directives de la Histadrout sur la forme que cela devait prendre. Le congrès, dominé par des partisans du Ahdout Haavoda et de l'Hapoel Hatzair, a finalement adopté la décision de la Histadrout de constituer des sections nationales, avec la section juive qui ferait toujours partie de la Histadrout, mais il a ajouté une disposition transitoire disant que jusqu'à ce qu'il y ait suffisamment de syndiqués arabes pour créer une section arabe séparée, la RWA accepterait des Arabes comme adhérents de plein droit. Cela marquait déjà un éloignement par rapport à la position de la Histadrout et témoignait de l'influence grandissante de la gauche.

Lockman revient à nouveau sur le rôle de Ben Gourion et à ce sujet, des textes démontrent que pour Ben Gourion et la Histadrout, la lutte de classe n'existe pas chez les Juifs. Parce que dès le départ ses dirigeants l'ont reliée au sionisme, la Histadrout n'a jamais considéré les ouvriers arabes autrement que comme une force d'appoint de son projet politique. La revendication du "*travail hébreu*", c'est-à-dire la discrimination à l'embauche en faveur des ouvriers juifs au détriment des Arabes, est au centre de la politique de la Histadrout. Sur ce point, Lockman revient plus en détails sur l'auteur de la doctrine du travail hébreu, Yitzhak Bentzvi, l'autre chef historique de la Histadrout, chargé de "*superviser les cheminots*" - ce qui, par ailleurs, en dit long sur les méthodes bureaucratiques de cette organisation. Le discours des dirigeants de la Histadrout sur la solidarité de classe n'est que de la poudre aux yeux pour faire passer son projet sioniste. Quelques années plus tard, Ben Gourion devait reconnaître qu'il était "*dans l'erreur*", comme le rapporte Lockman dans le passage suivant :

Au début de 1937, Ben Gourion a déclaré au Conseil de la Histadrout qu'il avait été dans l'erreur quand, au congrès d'Ahdout Haavoda à Ein Harod treize ans plus tôt, il avait déclaré que le sionisme ne pourrait jamais parvenir à un accord avec les effendis mais seulement avec les masses ouvrières arabes. "*Nous devons*", déclarait-il désormais, "*trouver un moyen pour aller vers tous les Arabes... par le contact et la négociation avec ses représentants quels qu'ils soient*".

Quelle fonction les dirigeants sionistes pouvaient-ils donc assigner à un syndicat "juif" ? Lockman reprend l'exemple des cheminots.

Il n'est guère surprenant, alors, que les dirigeants sionistes socialistes aient considéré que la tâche principale de l'Association des Cheminots (Agudat Poalei Harakevet, en anglais RWA, Railway Workers' Association) fondée par les cheminots juifs en 1919 ait été la conquête du travail par les travailleurs juifs dans les chemins de fer. L'objectif traditionnel du syndicalisme, l'amélioration des salaires des ouvriers et des conditions de travail, n'était pas considéré comme sans importance mais selon l'idéologie du sionisme ouvrier, c'était consi-

déré comme secondaire par rapport aux intérêts nationaux plus généralement, un moyen pour parvenir à une fin. En procurant des salaires plus élevés et de meilleures conditions pour leurs adhérents, les syndicats serviraient à renforcer le travail hébreu et à remplir les objectifs du projet sioniste en Palestine.

Lockman ajoute que "tous les cheminots juifs ne partageaient pas toujours cette conception". Dès 1921, les dirigeants sionistes sont confrontés au fait que la plupart des jeunes immigrés juifs ne veulent pas jouer le rôle qu'on attend d'eux.

Selon Lockman, la position du syndicat sur la doctrine de la conquête du travail hébreu ne pouvait être dissociée de sa totale dépendance financière :

Il y avait aussi des conflits entre le comité central du syndicat, élu par les ouvriers eux-mêmes, et le responsable désigné par la Commission Sioniste pour superviser le syndicat et faire embaucher le plus possible de Juifs dans les chemins de fer, dans le cadre de la campagne pour la conquête du travail dans ce secteur. A ses débuts, le syndicat dépendait financièrement de la Commission Sioniste, qui fournissait les salaires des cheminots juifs et donnait au syndicat l'argent avec lequel il fournissait des services tels que les soupes populaires (pour compenser l'insuffisance de nourriture que leurs maigres salaires leur permettaient) des leçons d'hébreu et d'anglais (pour pouvoir mettre à jour leurs qualifications techniques et postuler à de meilleurs emplois) des livres et des magazines.

En mars 1924, le conseil syndical de l'URPTW se réunit en présence de Ben Gourion et de Ben-Tzvi, en tant que représentants de la Histadrout, mais avec cette fois 6 représentants arabes, non plus observateurs mais délégués de plein droit. Lockman rapporte fidèlement l'intervention d'un de ces délégués arabes, Ilyas Asad :

"Beaucoup de travailleurs arabes ne veulent pas adhérer à des organisations nationalistes parce qu'ils comprennent leur objectif et ils ne veulent pas accepter ce mensonge. Ils ont vu sur la carte du syndicat [l'URPTW] les mots de "Fédération des Travailleurs Juifs" [la Histadrout] et ils ne peuvent pas comprendre à quoi cela sert. Je demande à tous les camarades de retirer le mot "juifs" et je suis sûr que s'ils acceptent il y aura un lien solide entre nous et tous les Arabes adhéreront. Je serais le premier à ne pas vouloir adhérer à une organisation ouvrière nationaliste. Il y a beaucoup d'organisations nationalistes arabes, et nous ne voulons pas y adhérer, et ils diront que nous avons adhéré à une organisation nationaliste juive... Les milliers d'ouvriers qui ont fondé la Histadrout n'ont rien fait pour les travailleurs et la raison en est que ce qui est inscrit sur les cartes d'adhérents c'est le mot "Juifs" et cela amène la division et la jalousie. S'ils retirent ce mot alors nous serons unis et nous agirons ensemble".

Les autres délégués arabes reprennent la revendication d'Asad que le syndicat coupe ses relations avec la Histadrout sioniste et devienne entièrement indépendante et interna-

tionale. Leur orientation était si proche de celle des communistes, dont les activistes chez les cheminots avaient depuis des mois agi pour développer leurs propres liens avec les ouvriers arabes qu'ils avaient mis en garde contre le caractère problématique de la liaison entre le syndicat et la Histadrout. [...]

Lockman rapporte un épisode significatif sur la façon dont les dirigeants sionistes du Comité Central du syndicat des cheminots URPTW esquivent les questions de leurs collègues arabes.

En octobre 1924 la direction syndicale, toujours à ce stade entièrement juive, a commencé à remplir une nouvelle partie de ses engagements envers ses nouveaux camarades arabes : [...] elle a lancé une campagne pour restructurer la Histadrout. Dans une circulaire à toutes les sections, le comité central a annoncé que l'URPTW conduirait une bataille pour séparer les fonctions de la Histadrout concernant la colonisation sioniste et la coopérative de ses fonctions syndicales, constituer ces dernières sur une base purement territoriale et faire de l'organisation commune une priorité essentielle :

Concernant la structure actuelle de la Histadrout, il n'y a pas de possibilité pour l'ouvrier arabe de se syndiquer dans une organisation de "travailleurs hébreux" tant que des changements nécessaires ne soient faits...Même aujourd'hui un grand nombre d'ouvriers arabes refusent d'adhérer à notre syndicat tant qu'il sera relié avec la Histadrout. Tant que notre syndicat n'avait pas beaucoup d'adhérents arabes qui appartenaient à la Histadrout et étaient liés aux décisions de notre syndicat, la question n'a pas été posée avec acuité et nous n'avions pas le droit d'exiger des changements. Maintenant que nous sommes confrontés avec la réalité vivante que notre syndicat est vraiment international, il est impossible qu'il fasse partie d'une Confédération Générale des Travailleurs Hébreux. De ce fait, pour parvenir à l'unité avec les travailleurs arabes dans tous les secteurs de travail, nous estimons qu'il est souhaitable que le nom de la Histadrout soit changé.

La circulaire a provoqué un débat houleux dans la Histadrout sur la question de l'organisation commune et sur la séparation des fonctions comme moyen de parvenir à ce but. Les partisans du Ahdout Haavoda ont accusé les dirigeants de l'URPTW d'être tellement obnubilés par la perspective de l'unité entre Juifs et Arabes qu'ils en avaient oublié leurs tâches et leurs obligations nationales (c'est-à-dire sionistes). [...]

La direction du syndicat et ses partisans avaient tendance à répondre à ces critiques par des arguments pratiques, insistant sur le fait que "*sans organisation commune notre syndicat ne peut pas survivre*" et que l'idée de sections nationales s'était avérée simplement impraticable.

Dans le syndicat lui-même, l'afflux de syndiqués arabes avait conduit à une restructuration. En novembre 1924 on a formellement accepté que toutes les structures syndicales seraient moitié arabes et moitié juives, chaque groupe choisissant ses propres représen-

tants, et des Arabes ont été cooptés au comité central. [...] Le processus pour parvenir à l'unité n'avait pas été entièrement simple, cependant, car la question du sionisme avait une fois de plus refait surface. Lors de la toute première réunion commune du comité central, un des nouveaux membres arabes, Hasanayn Fahmi, un employé de bureau égyptien, a posé deux questions à ses collègues juifs. Y avait-il, demandait Fahmi, un lien entre le syndicat des cheminots et le mouvement sioniste et est-ce que les membres du comité central étaient eux-mêmes des sionistes ? [...]

Par ailleurs, depuis des mois les militants du PC Palestinien à l'intérieur et à l'extérieur du syndicat mettaient en garde les cheminots arabes pour ne pas qu'ils fassent confiance aux discours des dirigeants du syndicat et de la Histadrout et pour les encourager à poser précisément ces questions sur la direction syndicale afin de dévoiler leurs affiliations sionistes et leur fidélité au sionisme. [...]

Quelques jours plus tard, Hasanayn Fahmi, loin d'être satisfait des réponses qu'il avait reçues, a publié une lettre dans le journal de langue arabe al-Nafir dans laquelle il réitérait ses questions et invitait les Arabes à quitter le syndicat parce que c'était en réalité une organisation sioniste.

Les travailleurs arabes prennent de plus en plus conscience du double langage des responsables de la Histadrout. Lockman rend compte d'un épisode significatif lors de la réunion du Conseil Syndical du syndicat des cheminots URPTWU en janvier 1925.

Les vingt-cinq délégués disposant d'un droit de vote et qui ont participé à la réunion de janvier 1925 du conseil de l'URPTWU, qui s'est tenu à Haïfa, comprenaient les neuf membres du comité central ainsi que neuf Juifs et sept Arabes représentant les sections. Trois des principaux dirigeants de la Histadrout - Ben Gourion et Ben-Tzvi de Ahdout Haavoda, et Hayyim Arlosoroff de l'Hapoel Hatzair - assistaient également, dans l'espoir de contrer l'influence de leur rival à gauche, le Poalei Tzyion Smol et ses nouveaux alliés arabes. L'ordre du jour était dominé par la question de la relation du syndicat avec la Histadrout, avec la majorité des délégués juifs au conseil exigeant la séparation des fonctions [entre les activités purement syndicales et les activités de coopérative - NdT]. Pour beaucoup dans l'organisation, cela devenait une question de vie ou de mort. Un certain nombre des syndiqués arabes avaient récemment rejoint l'appel d'Hasanayn Fahmi et démissionné sur la question du sionisme. Pour ceux qui restaient - et pour les militants juifs de gauche - il était vital que le syndicat des cheminots, soit parvienne à convaincre la Histadrout de se transformer elle-même en organisme non-sioniste auquel les Arabes pourraient appartenir avec des droits égaux, soit que le syndicat se retire de la Histadrout.

Les dirigeants de la Histadrout ont été consternés par le radicalisme de certains délégués juifs, l'un d'eux allant jusqu'à dissocier les "*sionistes prolétariens*" des "*sionistes bourgeois*" qui "*pillaient les Arabes*". L'un des délégués arabes, Ahmad al-Nimr, a déclaré que

"les promesses du comité exécutif pour résoudre la question de l'organisation commune, c'est comme les promesses de Balfour" - une formulation qui soulevait implicitement la question du sionisme et qui n'a pu que mettre en fureur les leaders de la Histadrout. En réponse, Ben Gourion a dirigé ses remarques principalement vers les délégués arabes. Son discours a été traduit en arabe par Avraham Khalfon, qui cinquante ans plus tard devait admettre que sa traduction "changeait complètement le discours de Ben Gourion" :

"Parce que si j'avais traduit ce qu'il a dit, je suis sûr que 90 pour cent des Arabes se seraient enfuis. Il a parlé d'une façon extrême. D'un point de vue juif, c'était excellent, mais que cela ait attiré ou repoussé [les délégués arabes] c'est une autre paire de manches. Je l'ai donc changé, j'ai dilué le contenu. J'ai vu combien de temps il a parlé, et ensuite j'ai parlé pendant une demi-heure aussi. Pendant la pause, Ben-Tzvi [qui comprenait l'arabe] est venu me voir et m'a embrassé : "Bravo et merci". Ni Ben Gourion ni Arlosoroff n'ont su que j'avais changé quoi que ce soit, mais Ben-Tzvi sentait que je l'avais fait"

L'aveu de Khalfon soulève d'importantes questions quant au caractère des relations des syndicalistes juifs par rapport à leurs collègues arabes. Le discours de Ben Gourion n'était pas en fait particulièrement extrémiste : c'était un exposé direct de la position de la Histadrout en faveur des sections nationales séparées au sein des syndicats mixtes et des fédérations ouvrières séparées. Comme s'ils s'adressait à des enfants, Ben Gourion expliquait en termes très simples qu'au-delà des intérêts communs que tous les travailleurs partageaient, les Juifs et les Arabes avaient leurs propres besoins spécifiques qui exigeaient des organisations séparées [...] Cet incident, comme les réponses évasives des syndicalistes juifs faites aux questions précises de Hasanayn Fahmi au mois de novembre précédent, suggère que même les sionistes de gauche étaient prêts à tromper, ou au moins à induire en erreur, les Arabes en minimisant leur engagement sioniste et en utilisant des termes vagues ou obscurs. En procédant ainsi ils profitaient du fait que les Arabes ne savaient que très peu ou ignoraient l'hébreu, et qu'ils n'avaient qu'une idée confuse de la différence idéologique entre les partis politiques du Yshouv et qu'ils manquaient de l'expérience et des connaissances politiques typiques de leurs interlocuteurs juifs.

En février 1925, quelque 200 cheminots arabes de Haïfa constituent un "comité pour défendre leurs intérêts". La rencontre de ces militants - le chaudronnier Abdelhamid Haymour, que Lockman qualifie de "fervent musulman et nationaliste arabe", son frère Id Salim Haymour et le tourneur Saïd Qawwas - avec les anciens syndiqués arabes de l'URPTW va jeter les bases de la première organisation ouvrière arabe en Palestine. En juin 1925, la nouvelle organisation est agréée par les autorités britanniques sous le nom de Société des Travailleurs Arabes Palestiniens (Palestinian Arab Workers' Society - PAWS) et elle regroupe quelque 150 adhérents. Constituée presque exclusivement de cheminots, son ambition ne se limite pas à cette seule corporation : elle se présente au contraire comme l'organisation des travailleurs arabes de Palestine. Après des débuts prometteurs, la PAWS ne par-

vient pourtant pas à maintenir une activité régulière. Ce n'est qu'en 1930 qu'elle réapparaît comme concurrente arabe de la Histadrout, ce qui inquiète les responsables sionistes.

Plusieurs événements ont obligé la Histadrout à renouveler et à accélérer ce qui désormais allait s'appeler "l'activité arabe" ("*péilout aravit*") ou le "travail arabe" ("*aavoda aravit*").[...] En janvier 1930, après des années d'inactivité, la PAWS avait réussi à organiser le premier congrès des travailleurs arabes à l'échelle du pays. Soixante et un délégués se sont réunis à Haïfa, affirmant représenter quelque 3 000 travailleurs. Près de la moitié des délégués venaient de Haïfa même, et près de la moitié de ces délégués représentaient les cheminots de Haïfa qui constituaient la principale base de soutien de la PAWS. Mais il y avait aussi des contingents plus restreints venus de Jérusalem, de Jaffa et d'autres villes représentant des ouvriers d'autres secteurs. Bien qu'un certain nombre de syndicalistes arabes appartenant au Parti Communiste de Palestine ou sympathisants aient aidé à organiser le congrès, celui-ci était largement contrôlé par les syndicalistes plus conservateurs et non communistes qui avaient fondé à l'origine la PAWS en 1925. Le congrès a décidé d'organiser un mouvement ouvrier à l'échelle de la nation qui mènerait la lutte pour améliorer les salaires et les conditions de travail des ouvriers arabes et défendrait leurs droits. Le congrès a également déclaré son opposition à l'immigration juive et au sionisme et apporté son soutien à l'indépendance de la Palestine en tant qu'état arabe. En réponse aux efforts des sionistes de réserver un fort pourcentage des emplois publics pour les Juifs, au prétexte que les Juifs payaient une partie largement disproportionnée des impôts, le congrès a appelé le gouvernement de la Palestine à réserver pour les ouvriers arabes une part des emplois égale à la proportion des Arabes dans la population en général.

Les dirigeants de la Histadrout avaient parfaitement conscience du Congrès de Haïfa et ils étaient inquiets que cela pouvait être le signal de l'émergence d'un mouvement ouvrier arabe actif et grandissant aligné sur le mouvement nationaliste anti-sioniste. [...] Tentant de contrebalancer l'impact du congrès sur les ouvriers de la région de Haïfa, l'Union locale de la Histadrout à Haïfa a publié un tract en arabe, au nom d'un prétendu "Comité Consultatif des Travailleurs de Haïfa", souhaitant la bienvenue au congrès mais exprimant également l'espoir que les ouvriers arabes seraient préservés "des agents de la corruption et des pensées trompeuses". Le Poalei Tzyion Smol a tenté de jouer un rôle direct dans le congrès : George Nassar, le jeune menuisier arabe qui dans les années 1920 avait été en relation étroite avec le parti, s'est présenté au congrès et il a demandé s'il pouvait intervenir pour expliquer sa position pro sioniste. Les organisateurs ne lui ont pas permis de prendre la parole et l'ont fait expulser en tant qu'agent sioniste.

Les dirigeants de la Histadrout ont tenté de mettre sur pied une organisation de travailleurs arabes sous leur contrôle, la PLL (Palestinian Labour League - en arabe Ittihad Ummal Filastin, en hébreu Brit Poalei Eretz Yisrael), ce qui n'a pas empêché le déclenchement de la Révolte arabe de 1936- 1939 commencée comme une

grève générale des travailleurs arabes. Parmi les organisateurs de cette grève on trouvera des militants de la PAWS mais également des Arabes qui avaient dans un premier temps collaboré de bonne foi avec la PLL.

La grève générale allait durer six mois, jusqu'en octobre 1936, ce qui en fait l'une des plus longues grèves générales de toute l'histoire. Elle a constitué la première étape d'une révolte nationaliste arabe à l'échelle du pays, autant contre la domination britannique que contre le sionisme, et qui n'a pris fin qu'en été 1939. La grève s'est accompagnée de nombreuses attaques contre des Juifs et des propriétés appartenant à des Juifs ainsi qu'à des bâtiments britanniques, des moyens de transport, de communication et des personnels, menées par des nombreuses bandes de guérilleros venues des villages et qui se sont répandues dans toute la campagne au cours du printemps et de l'été 1936 et qui a donné à la révolte un caractère de plus en plus violent et ouvertement insurrectionnel.

La plupart des secteurs de la population urbaine arabe ont participé à la grève générale, les travailleurs des villes jouant un rôle clé. Le syndicat des chauffeurs de Hasan Sidqi al-Dajani a paralysé les transports automobiles et les ouvriers du port de Jaffa ont fermé les installations portuaires. Pour soutenir la grève, les comités nationaux ont collecté des dons auprès des riches Palestiniens et des sympathisants des pays voisins, et ils ont distribué des fonds de grève à ceux qui étaient sans travail pour cause de grève, comme les dockers de Jaffa. Sauf à Haïfa, qui comme je le dirai ensuite était un cas un peu à part, la grève générale a détruit la majeure partie de ce qui restait de l'influence visible de la PLL et a rendu impossible toute activité au grand jour de la PLL parmi les Arabes. Sur ce point, il faut remarquer que les dockers de Jaffa, qui à la fin de 1934 avaient collaboré avec la PLL et dont l'organisation avait semblé prête à laisser le contrôle du port de Jaffa entre les mains de la Histadrout, étaient désormais au premier rang de la grève générale. Les syndicats arabes qui avaient auparavant coopéré avec les organisations ouvrières juives se sont rapidement ralliés à la cause nationale. Le rassemblement du Premier Mai 1936 organisé par la PAWS à Haïfa et qui était principalement constitué de cheminots a adressé un message au Haut Commissaire [britannique] dénonçant le gouvernement qui tolérait "*la judaïsation de ce pays arabe, privant l'ouvrier de son emploi et le paysan de sa terre*". D'une façon plutôt défensive, la déclaration continuait en déclarant que la propagande sioniste sur la coopération entre travailleurs juifs et arabes était "*un pur mensonge dont nous sommes innocents*".

Comment en est-on arrivé à ce point ? Ce que Lockman ne précise pas ici, c'est que ce soulèvement national du peuple palestinien se heurta à une sauvage répression du colonialisme britannique qui reçut le soutien des dirigeants sionistes, notamment par l'organisation de milices armées agissant comme supplétifs des forces britanniques.¹

¹ Voir dans le *Cahier du CERMTRI* n° 132 (fin 2009) « *La révolte de 1936-1939 en Palestine* » de Ghassan Kanafani

Lockman est obligé d'en revenir aux responsabilités des uns et des autres dans le processus de division de la classe ouvrière qui a conduit à la partition du pays.

Il y a des gens qui étudient le conflit entre le sionisme et les Palestiniens et qui ont souligné les exemples de coopération entre Juifs et Arabes dans la Palestine du Mandat Britannique, et en particulier de la coopération entre ouvriers, comme autant de preuves que le conflit n'était pas obligé de suivre le cours qu'il a suivi, qu'une solution pacifique qui aurait satisfait les besoins vitaux des Juifs et des Arabes aurait pu être trouvée si les voix de la raison, du compromis et de la solidarité de classe avaient prévalu des deux côtés. L'histoire de la période du Mandat devient alors l'histoire des occasions perdues, centrée sur ce qui aurait pu être, un conte moral dans lequel "les méchants" des deux camps ont triomphé des pacifistes, dont la faiblesse et l'inefficacité n'est cependant jamais prise en compte. [...] De plus, s'il est vrai que durant la période du Mandat différents groupes d'ouvriers arabes et juifs se sont engagés dans des mouvements pour coopérer et dans certains cas (les cheminots, par exemple) ont développé un sens de la solidarité qui parfois a transcendé (ou au moins modéré) les divisions nationales, il est également vrai que les relations entre eux ont été profondément affectées par la dynamique du conflit plus général entre le sionisme et les Palestiniens, ainsi que l'atteste de façon concluante le sort d'une grande partie de la classe ouvrière arabe en 1948. [...]

Le constat que dresse Lockman de la responsabilité particulière du sionisme dans l'origine du conflit interminable qui ensanglante le Moyen Orient est accablant, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'un réquisitoire, mais d'un simple examen des faits. Les fondateurs de la Histadrout, en basant leur action sur le principe sioniste de la "conquête du travail hébreu", ont constitué un facteur essentiel pour empêcher l'unité des travailleurs arabes et juifs de ce pays. Ils ont ainsi joué un rôle majeur dans la constitution des conditions facilitant la partition du pays et les guerres qui ont suivi.

Sam AYACHE

Imprimé au siège du CERMTRI
Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux
28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de publication : Pierre Levasseur
Revue trimestrielle

Abonnement : 20 € pour 4 numéros
25 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du Centre

*

* *

☎ 01 44 83 00 00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr

Internet : www.trotsky.com.fr/